



nouvelles du  
**MEXIQUE**

seconde époque n<sup>os</sup> 5 et 6

mai à décembre 1980



*La Sidérurgie au Mexique*

*Mexico, Hier, Aujourd'hui, Demain...*

*Le système alimentaire mexicain*

4<sup>o</sup> P. 6139

# NOUVELLES DU MEXIQUE

Revue fondée en 1955 par Jaime Torres Bodet

Abonnement :

1 an : 20 F

N° 5 et 6

2° époque mai - décembre 1980

## SOMMAIRE

*COUVERTURE* : Fonderie de Monterrey, plaques au rouge vif.

	pages
<b>PREMIERE PARTIE : REALITES ET PERSPECTIVES</b> (p. 1 à 22)	
LE IV° RAPPORT DE GOUVERNEMENT DU PRESIDENT LOPEZ PORTILLO . . . . .	1 à 6
RESSOURCES HUMAINES, EMPLOI ET DEVELOPPEMENT . . . . . par David Ibarra Muñoz, Ministre des Finances et du Crédit Public	7 à 9
LES OBJECTIFS DU PLAN GLOBAL DE DEVELOPPEMENT 1980-1982 . . . . . définis par le Ministère du Plan et du Budget	10 à 13
L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE AU MEXIQUE . . . . . par Jorge Leipen Garay, Directeur Général de SIDERMEX	14 à 18
LE SYSTEME ALIMENTAIRE MEXICAIN . . . . . par Casio Luiselli, Coordinateur du Système Alimentaire mexicain	19 à 22
<b>DEUXIEME PARTIE : LA VILLE DE MEXICO, HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN</b> (p. 23 à 31)	
DE LA CRISE A LA TRANSFORMATION . . . . . par Carlos Arguelles, Directeur de Relations Publiques du Département du District Fédéral	24 à 29
LA RESURRECTION DU GRAND TEMPLE DES AZTEQUES . . . . .	30
LA CITE ET LE TEMPLE . . . . . par Rubén Bonifaz Nuño	31 et 32
<b>TROISIEME PARTIE : LE MEXIQUE DANS LE MONDE</b> (p. 33 à 40)	
LA COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LE MEXIQUE ET LA FRANCE . . . . .	33 à 36
PRESENCE DU MEXIQUE EN AMERIQUE LATINE . . . . .	37 à 40
<b>QUATRIEME PARTIE : NOTES INFORMATIVES</b> . . . . .	41 et 42
<b>CINQUIEME PARTIE : PRESENCE DU MEXIQUE EN FRANCE</b> . . . . .	43 à 47

Visites de personnalités mexicaines en France - Déclarations de l'Ambassadeur - Fête de l'Indépendance à Paris - Activités culturelles de l'Ambassade, du Centre Culturel mexicain à Paris, de la Maison du Mexique à la Cité Universitaire - Autres événements culturels - Expositions - Concerts.

### Comité de Rédaction

Président :

Ambassadeur Horacio Flores de la Peña  
Alfredo Chan Castañeda  
Elena de Ribera de la Souchère  
Jaime Garcia Amaral  
Daniel Dultzin  
Alvaro Uribe

Traductions : Gabrielle Cabrini

Lu dans la Presse française . . . . . 48

Publications récemment parues 3° de couverture

*Dos de couverture* : Statuette trouvée  
dans les fouilles du grand Temple de Mexico.

AMBASSADE DU MEXIQUE EN FRANCE  
SERVICES CULTURELS  
9, RUE DE LONGCHAMP  
75116 PARIS

# IV<sup>e</sup> RAPPORT ANNUEL

de M. José LOPEZ PORTILLO

*Président des États-Unis Mexicains*

1<sup>er</sup> septembre 1980



*Nous poursuivons le processus de la Réforme politique.*

Lutter pour un nouvel ordre mondial afin de sauver la paix

Vaincre l'inflation afin d'affermir le redressement économique

Combattre l'injustice sociale afin de préserver la liberté

Dans le rapport annuel dont, conformément à la coutume, il a donné lecture au Congrès de l'Union, le 1<sup>er</sup> septembre 1980, le Président Constitutionnel des Etats-Unis Mexicains, M. José López Portillo a souligné le rapide développement du Mexique en tous les domaines et l'effort d'adaptation imposé aux pouvoirs publics et à la population.

### Les nouvelles dimensions du Mexique

Après avoir rappelé que la population, selon les résultats du recensement effectué cette année, s'élève à 68 millions de personnes, le Président précise que le taux de croissance démographique, qui, grâce à la planification familiale, s'est abaissé de 3,6 % à 2,9 %, reste néanmoins élevé et entraîne d'importantes conséquences : « 65 % de la population est composée de jeunes gens de moins de 24 ans et 43 % de mineurs de moins de 14 ans. Il y a 50 ans, un tiers de la population vivait dans les villes et les deux autres tiers dans les campagnes : Aujourd'hui, les proportions sont inversées, ce qui implique une demande rapide et concentrée d'emplois et de services urbains. Mais, simultanément à cette concentration, persiste la dispersion de la population rurale : plus de 95 000 villages de moins de

2 500 habitants. Je rappelle ces chiffres uniquement pour que nous prenions conscience du tour de force que notre génération a été obligée d'accomplir.

» En 1960, il y avait au total, dans notre système éducatif, 5 millions et demi d'inscrits dont 4 millions 800 mille dans les écoles primaires. Aujourd'hui, nous avons, au total, 21 millions 700 mille inscrits, dont 15 millions dans les écoles primaires. En 1960, en matière d'électricité, nous disposions d'une capacité de 2 300 Kws ; aujourd'hui, cette capacité s'élève à 14 millions de Kws. En 1960, les divers systèmes de sécurité sociale protégeait 4 millions et demi de personnes ; aujourd'hui le nombre des ayants droit atteint 42 millions 600 mille. En 1960, le réseau routier comprenait 45 000 kms ; aujourd'hui nous possédons 221 000 kms de routes. »

### Taux de croissance du PNB : 8 %

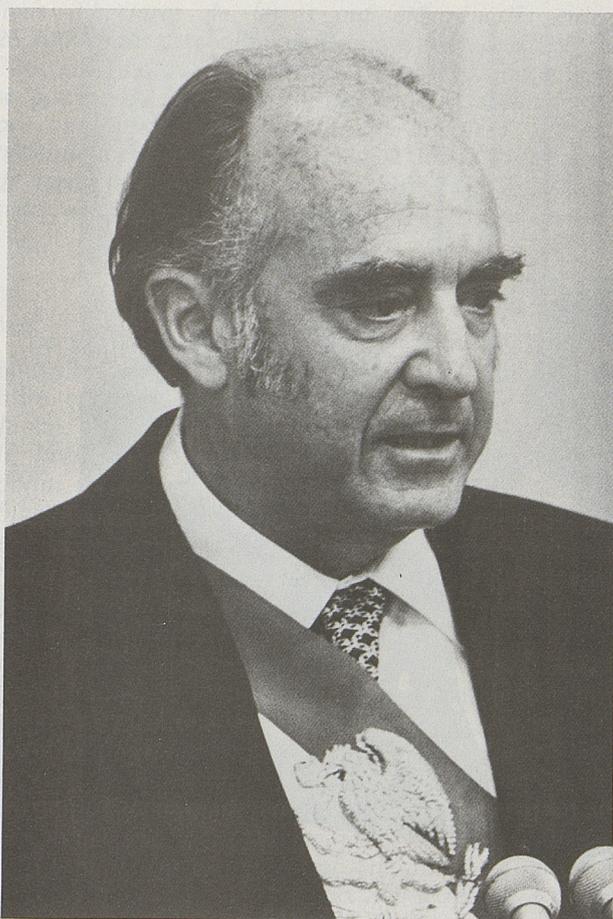
Sur le plan économique, le Chef de l'Etat souligne l'importance de la reprise : « Par suite d'un ensemble de circonstances favorables, le Mexique n'a pas seulement échappé à la récession ; il a atteint le taux de croissance le plus élevé de son histoire. Conformément aux prévisions du Plan Global de Gouvernement, nous avons, pour la deuxième année consécutive, atteint le taux de 8 %. Ce fait sans précédent, est le résultat de la vitalité du pays et de l'effort de tous. »

Ainsi le Mexique qui, au cours des 4 premières années du mandat du Président López Portillo, a restauré son économie, est-il désormais « sorti de la crise extrême, celle qui se caractérise par la coexistence de la récession et de l'inflation ».

« Conformément au Plan Industriel, nous avons décidé d'aller au-delà du modèle de simple substitution d'importations, adopté par le pays en 1940, et qui, justifié à son époque, est insuffisant pour satisfaire les besoins actuels de production et d'emplois et les exigences du Mexique de demain. Aussi avons-nous concentré nos ressources et nos biens de capital en des activités stratégiques particulièrement

dynamiques et productives comme le pétrole, l'acier, la chimie, la pétrochimie, les engrais, l'électricité. Les installations industrielles que nous sommes en train de construire, dans les domaines du pétrole, de l'électricité et de la sidérurgie, sont, par leurs dimensions, parmi les plus importantes du monde. C'est ainsi et seulement ainsi que nous serons en mesure d'offrir à toute la génération de la fin du siècle, la sécurité de l'emploi et la perspective d'un niveau de vie plus élevé. »

Le Mexique a retrouvé sa vitalité et son dynamisme, mais souffre encore de certains déséquilibres. Diverses branches de l'activité économique ressentent encore, sous forme de limitations et de goulots d'étranglement, les séquelles des années de récession. Et l'inflation reste préoccupante. Motivée dans une certaine mesure par des causes internes, elle s'explique surtout par la crise mondiale : « Sous forme d'importations et d'exportations, de financement international, de taux d'intérêt élevés, de prix de revient, de mouvements de capitaux et de désordre économique, l'inflation mondiale s'infiltré dans notre économie ».



*Nous étions le quinzième pays, nous occupons aujourd'hui, la cinquième place.*

### **Soixante ans de réserves pétrolières**

Le Président López Portillo insiste sur le fait que le Mexique a résolu son premier problème prioritaire : celui des sources d'énergie : « Nos réserves prouvées s'élèvent à 60,126 millions de barils, les probables à 38,042 millions et les potentielles à 250 000 millions. En décembre 1976, nous étions le quinzième pays producteur du monde ; nous occupons aujourd'hui la cinquième place. Les réserves prouvées du Mexique nous plaçaient à l'époque à la dix-huitième place et nous sommes aujourd'hui à la sixième. Nous produisons actuellement un peu plus de 2 300 000 barils par jour. L'effort qui a été réalisé par l'industrie pétrolière permettra d'atteindre dès 1981 le niveau de production de 2 700 000 barils fixé le 18 mars dernier et qui ne devait être atteint qu'en 1982. En ce qui concerne la relation entre les réserves, la production et les besoins du pays, nous avons une marge de sécurité de plus de 60 ans, alors que dans le monde, cette marge de sécurité est, en moyenne, de 30 ans ».

### **La lutte pour l'emploi**

« Le développement planifié de la croissance économique, haute et continue — poursuit le Président — est efficace et se justifie dans la mesure où il crée des emplois. Entre 1977 et 1979, 1 000 800 emplois ont été créés, dont 700 mille au cours de l'année 1979. Le nombre des assurés permanents du secteur industriel — chiffre qui constitue un indicateur indirect de l'emploi — a augmenté de 10,2 % en 1979 et de 9,6 % dans les 8 premiers mois de l'année en cours. Tout ceci signifie que l'on a réussi à freiner le processus de chômage des dernières années. Le Plan National de l'Emploi, en voie d'exécution, prévoit que d'ici 1982, 2 200 000 travailleurs seront pourvus d'un emploi. Ceci implique un taux de croissance de l'emploi de 4,2 % qui entraînera par voie de conséquence la baisse du taux de chômage à 5,5 %. En application du Plan, 185 000 programmes spéciaux ont été organisés, grâce à l'octroi de crédits qui, pour l'année en cours seulement, s'élèvent à 1 300 millions de Pesos. Entre janvier et juin de cette année, la masse salariale a bénéficié, du fait des nouveaux emplois créés et des relèvements de salaires, d'une extraordinaire augmentation nominale de 39 %. L'augmentation réelle des salaires, au cours de ce premier trimestre, oscille, selon les cas, entre 2 et 4 % ».

### **Le système alimentaire mexicain**

Le Chef de l'Etat souligne la gravité des facteurs climatologiques — sécheresses, gelées précoces — qui, au cours de la précédente campagne agricole, s'abattirent sur le pays, portant atteinte aux progrès très réels réalisés, dans ce domaine, au cours des années précédentes. « Si l'on considère les 10 principaux produits de base de l'alimentation, les agriculteurs produisirent, en 1960, 8 millions 800 mille tonnes, pour satisfaire la demande de 36 millions de consommateurs, à raison de 233 kg par personne. Maintenant, il s'agit d'alimenter 68 millions de Mexicains. En 1978, dernière année normale au point de vue climatologique, nos cultivateurs ont produit 21 millions de tonnes, assurant ainsi une alimentation moyenne de 364 kg par habitant. Ce qui signifie que, pratiquement sur la même terre, nos cultivateurs ont réussi le tour de force d'accroître la production des ressources alimentaires de 141 % par rapport aux chiffres de 1960. »

Les mauvaises conditions climatologiques de l'année dernière ont déterminé une baisse sensible des récoltes : « Le volume de la production de riz, de haricots noirs, de maïs, de blé, d'orge et de sorgho, s'est élevé à 16 millions de tonnes, total inférieur de 18 % à celui de 1978. Et il convient de souligner que la superficie ensemencée s'était accrue de près d'un million d'hectares. On a travaillé davantage et on a perdu davantage. »



*Les heureux résultats du dialogue.*

*« En dépit de ces mauvaises récoltes, la balance commerciale du secteur agricole a présenté, pour la période considérée, un solde positif de 18 400 millions de Pesos. Il n'est donc pas exact de dire que nous avons exporté du pétrole pour importer des céréales. »*

*Cette baisse de la production a eu pour effet d'aggraver les difficultés alimentaires auxquelles sont confrontées certaines fractions de la population mexicaine.*

*« Pour corriger cette injustice fondamentale, nous avons élaboré la stratégie du Système Alimentaire Mexicain. »*

### **Deux objectifs agricoles : productivité et autosuffisance**

*Le Président affirme sa volonté d'accroître sensiblement le volume de la production agricole : « Au cours de ce mandat, outre les progrès réalisés dans les domaines de la technicité et de la productivité, nous avons mis en culture 600 000 hectares de terres non irriguées, 504 000 de terres nouvellement irri-*

*guées et 474 000 de terres irriguées améliorées. Au cours des deux prochaines années nous redoublerons d'efforts en vue d'incorporer à la production 2 millions 100 mille hectares de terres non irriguées, 1 million 200 mille de terres nouvellement irriguées et 1 million 400 mille de terres irriguées améliorées. On achèvera la construction de 3 barrages de grande irrigation et de 6 autres de petite irrigation pour le développement rural. D'autres ouvrages, au nombre de 51, sont en voie de construction. »*

*Faisant allusion aux terres jusqu'alors destinées à l'élevage extensif, qui ont été récemment loties et attribuées à des communautés paysannes, le Président poursuit : « Les expropriations réalisées par mon gouvernement en certaines régions du pays, notamment les 505 000 hectares de San Fernando (Etat de Tamaulipas) qui seront destinés aux cultures saisonnières et les 313 000 hectares attribués aux districts d'irrigation et qui permettront en particulier la réalisation du projet Pujal-Coy, répondent à l'impératif national de porter la production alimentaire au niveau que demande une population qui croît au rythme de 2 millions de personnes par an. »*

Rappelant que « de 1915 jusqu'à ce jour, 97 millions d'hectares de terres ont été répartis entre 25 700 ejidos » (communauté paysanne), le Chef de l'Etat affirme que la Réforme Agraire se poursuit et se poursuivra : « Au cours de la période concernée par ce rapport 1 146 résolutions agraires ont été promulguées ; elles portent sur 2 300 000 hectares de terres qui ont été répartis entre 74 677 cultivateurs. » Le Président López Portillo affirme, toute-

fois, qu'il y a aujourd'hui « d'autres perspectives, pleinement révolutionnaires, qui concernent, en premier lieu, la production, la productivité et l'augmentation des rentrées des cultivateurs, et qui, en second lieu, ont pour objet d'assurer une distribution, une commercialisation et un niveau de consommation adéquats et équitables. C'est seulement ainsi que l'on pourra concilier l'impératif social de l'auto-suffisance avec les idéaux de la Réforme Agraire ».

### Un schéma global de coopération économique

Le Président López Portillo a ensuite évoqué les nouvelles relations de coopération économique établies entre le Mexique et divers pays : « Avec le Japon, l'Espagne, la France, la Suède, le Canada et le Brésil — déclara le Président — nous avons défini un schéma global de coopération économique bilatérale, qui suppose une vision intégrale, de plus en plus complexe et diversifiée des relations économiques dans tous leurs aspects : échanges commer-

ciaux, financement, accords de complémentarité industriels et technologiques. Ce processus global dépasse largement les simples accords d'échanges et place nos relations économiques bilatérales sous le signe d'une nouvelle formule : fourniture de pétrole et d'autres produits et services aux pays associés qui apporteront leur contribution au développement économique du Mexique. »

### Une voix indépendante dans un monde menacé par la guerre froide

« Les deux tiers de l'humanité — souligne le Président du Mexique — vivent en marge du progrès ; et les grandes puissances qui le possèdent, font planer sur nous, en vue de préserver leurs privilèges, les ombres d'une nouvelle ère de guerre froide. Sous prétexte de croisades imaginaires, elles créent des conflits qu'elles disséminent sur toute la planète. La voix indépendante du Mexique a retenti à diverses tribunes pour souligner la nécessité de démanteler la formidable machinerie de guerre que les forces hégémoniques ont créée dans diverses régions du monde, ainsi que l'exigence de collaborer à la constitution d'un nouvel ordre international, plus équitable, plus respectueux des nations et de leur souveraineté. »

De fait, la diplomatie mexicaine est entrée dans une phase de grande activité. Le Président López Portillo a effectué l'an dernier dix visites officielles et une visite de travail dans des pays amis tandis que le Mexique accueillait cinq Chefs d'Etats étrangers. Le Mexique, qui entretient désormais des relations diplomatiques avec 137 pays, y compris la République Arabe Démocratique Sahraoui, reconnue cette année, siège à nouveau au Conseil de Sécurité, dont il était écarté depuis 34 ans. En cette qualité, il a eu à se prononcer sur les problèmes de l'Iran, de l'Afghanistan, de la Palestine, du Liban et du Simbabwe ; et il a réitéré sa « condamnation de l'ignominieuse politique de discrimination raciale en usage en Afrique du Sud ».

### Le Plan Mondial de l'Energie mis en application en Amérique Centrale

En ce qui concerne la négociation dite « Nord-Sud », « le Mexique a donné tout son appui à l'organisation d'une réunion au plus haut niveau, dans laquelle un nombre limité de représentants de pays en développement et de pays industrialisés s'efforceraient de surmonter les principaux obstacles qui s'opposent aux relations économiques internationales ».

Le Président rappelle, d'ailleurs, que le 27 septembre 1979, le Mexique a proposé aux Nations Unies un Plan Mondial de l'Energie qui dans le cadre d'un ordre international plus équitable, tendrait à régler « l'utilisation rationnelle, ordonnée et progressive des diverses sources d'énergie, actuelles, nouvelles et renouvelables afin que l'humanité entière puisse en profiter. Cette proposition prend

place dans la stratégie internationale qui régit et oriente les efforts mondiaux de coopération et de négociation globales dans les domaines des matières premières, de l'énergie, du commerce, du développement, de la monnaie et des finances ».

A titre « d'expression partielle et temporaire de ce plan mondial, le Mexique et le Venezuela, deux pays en développement, convertissant les paroles en faits, ont créé un schéma de coopération avec les pays d'Amérique Centrale ». En vertu de cet accord, qui constitue, à l'échelon régional, « un système d'appui aux pays en développement importateurs de pétrole », le Mexique et le Venezuela, garantissent aux Républiques d'Amérique Centrale, des fournitures de pétrole couvrant leurs besoins, et leur accordent des crédits à long terme (20 ans) et à bas intérêts (2 à 4 %) couvrant 30 % de leurs achats.

## Appui total au Nicaragua et intégration latino-américaine

« Nous assistons au Nicaragua — poursuit le Président — à la naissance d'une société soucieuse de respecter sa pluralité, qui s'efforce de concilier la liberté et la justice. Nous avons donné à ce pays toute l'aide compatible avec nos moyens économiques, et nous réitérons notre appui à la création d'un organisme interaméricain chargé de collaborer à la reconstruction du Nicaragua. »

Rappelant qu'il vient d'effectuer un voyage officiel dans divers pays latino-américains — le Costa Rica, Panama, le Brésil, le Venezuela, le Nicaragua et Cuba — le Président López Portillo ajoute : « Nous pensons que la position indépendante du Mexique peut constituer un facteur stimulant d'union entre les peuples latino-américains, malheureusement de plus en plus désunis et enfermés dans des posi-

tions apparemment irréductibles. Nous avons condamné les actions qui tendent à élargir encore la tache noire de la répression, de l'arbitraire et de la dictature. Nous abstenant des démarches hâtives d'allures sensationnelles, examinant la marche des événements, nous nous efforçons tout simplement d'être utiles. Nous avons aidé, soutenu ou accéléré tous les efforts tendant vers l'intégration latino-américaine. A l'occasion de la VI<sup>e</sup> Réunion du Conseil du Système Economique Latino-Américain (SELA), le Mexique a formulé d'importantes propositions en vue d'obtenir des résultats à court terme. Nous avons également joué un rôle dans le processus visant à donner une nouvelle structure à l'Association Latino-Américaine de Libre Echange (ALALC), en vue de la transformer en Association Latino-Américaine d'Intégration (ALADI). »

## Mexico-Washington : conciliation, mais ferme défense de la souveraineté mexicaine

Rappelant que sept chalutiers nord-américains, qui avaient violé les dispositions légales en vigueur dans la zone économique exclusive de 200 milles marins, ont été cette année arraisonnés par la marine mexicaine, ce qui a conduit le Gouvernement de Washington, à décréter la suspension des importations de thon en provenance du Mexique, Le Président López Portillo affirme qu'il n'existe actuellement entre le

Mexique et les Etats-Unis, « aucun différend qui ne puisse être réglé sur la base du respect mutuel » ; mais il ajoute : « Le Mexique maintiendra intégralement ses principes. En effet, ce problème du thon qui, pour d'autres pays est une question d'intérêt purement économique, constitue, en outre, pour nous, un problème de souveraineté et, sur ce point, nous ne transigerons ni aujourd'hui ni jamais. »

## La Démocratie est un style de vie

En matière de politique intérieure, le Président du Mexique met l'accent sur la liberté : « Au lieu de faire appel à la contrainte, à la terreur, et de suspendre les libertés, nous avons choisi de persuader, de recommander, de souligner les heureux résultats du dialogue et du recours à la raison. La grande valeur de notre système réside dans la liberté, mais la liberté comporte ses risques : elle admet l'initiative individuelle, mais si celle-ci n'est pas en harmonie avec les nécessités sociales, elle conduit à l'injustice et au privilège. Il ne faut pas oublier que la liberté, la justice et la sécurité doivent être solidaires. Les systèmes politiques déclinent quand

ils ne sont pas capables de résoudre leurs contradictions internes. Il faut que nous parvenions à concilier la liberté avec la nécessité. »

M. López Portillo ajoute : « Nous poursuivrons le processus de la Réforme Politique, afin de parvenir à un pluralisme plus large et plus authentique. Rendre les consultations électorales « plus limpides et plus disputées », constitue, certes, l'un des objectifs de la Réforme Politique, mais il n'est pas le seul. Il serait, en effet, absurde — conclut le Président du Mexique — de penser que la démocratie se réduit à un processus électoral ; la Démocratie est un style de vie. »



# Ressources Humaines, Emploi et Développement

par David IBARRA MUÑOZ  
Ministre des Finances et du Crédit Public (1)

Le thème central de ce Congrès « **Ressources Humaines, Emploi et Développement** » se trouve, sans doute, au centre des préoccupations de tous les pays, plus particulièrement de ceux qui manifestent des retards comparatifs.

Je veux penser que ce choix reflète la volonté de la communauté internationale d'économistes, de faire la lumière sur le traitement de beaucoup de phénomènes économiques modernes déconcertants et de rénover une science que la marche récente de l'histoire tend à dépasser.

Certains considèrent que bon nombre des constructions théoriques perdent leur vigueur, soit parce que les analyses supposées d'où elles émanent s'éloignent de façon persistante des nouvelles réalités, soit, comme d'autres l'affirment, parce qu'elles ne captent pas des inter-actions actuellement dominantes, parmi les agents économiques ou encore parce qu'elles omettent de prendre en considération des forces jadis inconnues dans les relations internationales.

## Nous vivons au milieu de paradoxes

De toute façon, nous vivons au milieu de paradoxes. Les Etats modernes pourraient difficilement éluder l'obligation politique de procurer du travail à plein temps à tous leurs citoyens. Tout au plus admet-on, pour des raisons de conjoncture, de retarder sa réalisation.

Ce qui constituait un objectif lointain au début du siècle, se transforme en attente réalisable suivant le credo de la Révolution Keynésienne des années trente et constitue aujourd'hui, un droit incorporé, de façon formelle ou informelle, dans la vie politique et juridique de bien des nations.

Pourtant, face à cette évolution des valeurs socialement admises il en est d'autres qui viennent les contredire dans les faits quotidiens. Peut-être le plus dramatique est le désordre qui domine dans l'économie internationale, alors que le bien-être général dépend, plus que jamais, de la coopération et de la coordination des politiques.

## L'interdépendance de l'Occident

La crise pétrolière, alimentaire et monétaire de cette décennie a mis l'accent, avec une énorme netteté sur le niveau d'interdépendance économique jusqu'alors insoupçonné, du monde occidental. Les facteurs sous-jacents sont bien connus. Qu'il suffise d'en signaler quelques-uns : le déclin du pouvoir dominant des Etats-Unis ; l'apparition de nouveaux et vigoureux centres industriels ; les pro-

grès technologiques pour atteindre des marchés et des communications ; le développement des grandes corporations transnationales ; ainsi que l'organisation de certains pays en marchés communs et cartels de producteurs.

L'interdépendance limite la réussite, l'autonomie réelle des stratégies nationales, mais elle donne aussi la possibilité à beaucoup de nations de promouvoir des intérêts propres, bien que ceux-ci se révèlent préjudiciables à d'autres peuples. Le dumping, les dévaluations compétitives, la guerre des taux d'intérêt, l'exportation du chômage, la résurgence de pratiques protectionnistes, en un mot, le manque de leadership et d'harmonisation de base entre les politiques nationales, semblent dominer encore la scène mondiale, à court et moyen termes.

A plus long terme, se confirme la tendance des pays industrialisés à redevenir de plus en plus protectionnistes, alors que les économies de développement industriel intermédiaire sont libre-échangistes et que celles de moindre développement relatif se débattent dans le pire des mondes.

## Vers un ordre nouveau

Il reste beaucoup à faire pour créer un nouvel ordre économique et même pour atteindre l'objectif plus modeste, l'objectif particulier, consistant en la reconstruction du système monétaire international. Pendant ce temps, les impacts extérieurs d'ordre monétaire annulent, inversent les efforts de beaucoup de pays en faveur de l'emploi et pour l'amélioration des niveaux de vie de leurs habitants.

Que l'on pense aux minces marges de manœuvre d'économies en développement, qui doivent faire face, simultanément, à la diminution absolue ou relative de leurs exportations, à de grands obstacles pour accéder aux marchés mondiaux, à l'insuffisance des apports financiers publics et privés, à la disette d'énergétiques et d'importations essentielles et à la réduction des schémas d'aide bilatérale ou multilatérale.

Il ne semble donc pas exagéré d'affirmer que la première condition pour satisfaire les objectifs en matière d'emploi, même dans le cas spécial des grands centres industriels, réside dans la possibilité d'établir des systèmes ordonnés de coopération économique internationale, comportant des possibilités équitables pour tous et une distribu-

(1) Discours prononcé par M. David Ibarra Muñoz, en représentation du Président de la République, à l'occasion de l'ouverture du VI<sup>e</sup> Congrès Mondial des Economistes, à Mexico, août 1980.

tion également partagée des bénéfiques et des sacrifices. Sans penser à des projets grandioses, il y a là un champ fertile pour le renouvellement des projets économiques.

### **Une contradiction de fond**

L'autre dilemme, que l'on n'est pas près de résoudre est le conflit qui sépare, d'un côté les objectifs en matière d'emploi et de développement et, de l'autre, la stabilité des prix et l'équilibre des paiements. La contradiction, loin de se résoudre, est à l'origine des récents phénomènes de récession avec inflation et de l'alternance de phases de progrès et de recul. La conséquence en est claire : à la longue, non seulement l'élan économique s'affaiblit mais on assiste à un gaspillage systématique des ressources humaines.

Il semble indéniable que depuis le début de l'après-guerre, et surtout depuis la décennie passée, on ait accepté une déviation de plus en plus inflationniste qui, loin de pouvoir être attribuée à de simples phénomènes de demande, repose sur de profondes racines institutionnelles et sur la mécanique opérative consacrée par les économies occidentales.

Les processus de négociation collective militent dans ce sens, ainsi que divers autres phénomènes : la concentration de la production entre les mains d'un petit nombre de personnes, les clauses d'échelonnement dans les contrats, la fixation des prix en fonction des coûts moyens à long terme, l'ajustement des salaires et des charges de sécurité sociale. D'autres faits vont dans le même sens : face aux fluctuations des prix, la formation de groupes qui apprennent à tirer profit de l'inflation, la comptabilité à court terme tenant compte d'objectifs contradictoires et, évidemment, la croissante influence de la dépense publique en matière économique et sociale.

De là vient que les paradigmes théoriques, issus fondamentalement de la dépression des années trente, se révèlent insuffisants ou inadéquats pour expliquer et offrir des solutions à des problèmes de caractère substantiellement distinct. Les politiques monétaires, de même que l'adoption du système de taux de change flexibles, par le Fonds Monétaire International, semblent essentiellement favorables à l'absorption des impacts provenant de l'extérieur ou de l'offre, ainsi qu'à l'amortissement de changements trop abrupts dans la distribution du revenu.

### **Inflexibilité des prix et salaires**

Comme résultat, on peut vérifier une inflexibilité croissante des prix et des salaires durant les phases de la récession économique, qui fonde la mécanique de l'ajustement sur la baisse de l'emploi et

de la production. De là l'inefficacité des politiques traditionnelles, fiscales ou monétaires.

Le processus de l'ajustement a changé de nature. La tendance du taux inflationniste oblige périodiquement les gouvernements, devant le risque de tomber dans une spirale incontrôlable, à prendre des mesures restrictives qui n'attaquent pas le fond du problème, mais qui donnent naissance au cycle d'arrêts et de démarrages, typiques de nos jours.

En théorie, on peut s'interroger sur le point de savoir s'il y a ou non illusion monétaire, si à long terme les agents économiques distinguent de façon appropriée, entre les changements dans la structure des prix relatifs et les mouvements dans le niveau général des prix, c'est-à-dire, si l'inflation a ou n'a pas de répercussions sur l'emploi, si la courbe de Philips est ou non verticale. Dans les faits, je le répète, le maniement politique du débordement des phénomènes inflationnistes entraîne un coût qui se traduit en dernière analyse par une baisse du taux moyen de l'emploi et un taux inférieur de développement.

### **Confusion conceptuelle**

La confusion conceptuelle est grande. Certains pays industrialisés tentent des cures monétaires radicales, qui paraissent ignorer les faits signalés ainsi que l'existence de facteurs internationaux provoquant la hausse des prix des marchandises importées et les autres facteurs qui déterminent l'inflation des coûts. La situation est encore plus pathétique dans le cas de nombreuses économies en développement, où il s'agit d'implanter « manu militari » par un retour en arrière, une espèce de libéralisme économique « manchestérien » qui n'a jamais existé, même en Angleterre.

Par conséquent, les coûts sociaux de semblables expériences sont élevés et presque insupportables dans les pays qui les pratiquent et qui les préconisent, obéissant davantage à des motivations idéologiques qu'à des idées précises en matière d'économie. Même ainsi, cette situation serait acceptable. Après tout, des gouvernements souverains ont le droit de se tromper. Ce qu'il convient, par contre, de mettre en doute, ce sont les conséquences qui affectent des pays tiers, soit parce que l'on nous pousse à adopter des modèles anachroniques, soit parce que les différences entre les façons de traiter des phénomènes analogues, au lieu de s'aplanir, s'accroissent chaque jour davantage, et qu'il devient presque impossible d'arriver à un minimum d'harmonisation des politiques, surtout entre les pays industrialisés.

### **Problèmes complexes**

Je le dis avec une certaine hésitation, devant cette assistance de spécialistes éminents, ne convien-

drait-il pas d'abandonner la lutte pour trouver des solutions simples, presque simplistes à des problèmes complexes ? Ne vaudrait-il pas mieux centrer les efforts pour construire une théorie plus élaborée, quoique moins élégante, qui incorporerait les forces sociales et des facteurs institutionnels qui influent le plus dans les processus économiques actuels. Une théorie qui tiendrait compte de notre connaissance des facteurs économiques qui rendent aujourd'hui désuètes certaines politiques anticycliques, fondées sur des comportements que l'on ne constate même plus. Ne faudrait-il pas accepter la vieille notion indiquant que le corps social et ses parties sont des organismes en mutation ?

Il existe un troisième aspect contraire à l'emploi, contraire à la redistribution du revenu que les préceptes de politique économique les plus à la mode impliquent tacitement.

On entend fréquemment affirmer qu'il y a un seuil au-delà duquel toute tentative pour accroître l'emploi se transforme en une énorme inflation. Et que, par conséquent il faut accepter, sans examen, le dogme selon lequel les économies développées enregistrent inéluctablement des degrés de chômage dits « naturels » de 5 ou 6 pour cent, même dans la phase supérieure du cycle économique.

Quant aux pays en développement, l'analyse dominante n'est pas meilleure. On nous incite constamment à penser que l'objectif fondamental doit être de porter à son maximum la croissance de la production, car cela, après le temps nécessaire, conduira automatiquement à l'élévation de l'emploi et également, à plus long terme, à l'amélioration de la distribution du revenu. Comme au Moyen Age, le bien-être des peuples est toujours dans le futur, dans l'autre vie. On oublie simplement que la légitimité politique des gouvernements est basée sur ce qu'ils font en faveur d'un électorat majoritaire ici et maintenant.

Dans ces conditions, il est bien évident que, dans ce schéma néo-classique, on cherchera en vain une contradiction entre l'accroissement de la production et l'emploi, et l'on ne trouvera qu'harmonie entre ces deux facteurs.

Malheureusement les réalités sont plus tenaces. En ce domaine, les expériences abondent. Le Mexique a été l'une de celles-ci, où des taux soutenus et extrêmement élevés de croissance économique ne suffisent pas à absorber la croissance de la force de travail, et encore moins pour extirper le chômage ou le sous-emploi.

Je pense qu'il y a deux facteurs — il y en a peut-être d'autres — qu'il faudra incorporer explicitement dans les analyses des pays industrialisés et des pays en développement. Pour une part, il y a la propension à user de techniques de plus grande densité de capital qu'il ne serait nécessaire afin de

réduire au minimum la probabilité d'occasions de conflits du travail. Cette propension est d'autant plus accusée que les organisations syndicales ont une plus forte combativité.

D'autre part, il y a l'inertie des politiques économiques qui tendent à changer les prix relatifs des facteurs en abaissant le capital et en renchérissant de façon artificielle la main-d'œuvre. Derrière cela il y a, naturellement la thèse conventionnelle proclamant qu'il y a une relation unique et positive entre l'investissement la croissance et l'emploi. Par exemple, les stimulants fiscaux favorisent avec une exclusivité notoire l'adoption de techniques de haute densité de capital. Par contre il n'y a presque pas de références dans la littérature sur le maniement des politiques macroéconomiques octroyant des encouragements fiscaux directs à la création d'emplois. L'article écrit par le professeur Kaldor, en 1936, constitue à cet égard une exception.

## Le plein emploi

Une fois accepté le plein emploi comme objectif primaire de la tâche gouvernementale et après avoir démontré l'existence d'un haut degré de substitution croisée entre le capital et la main-d'œuvre, tout justifie l'examen explicite des effets de la technologie sur l'emploi, la distribution du revenu et la dynamique du comportement de la demande. Peut-être pourra-t-on, par ce moyen trouver l'un des chaînons qui unissent la politique à court terme aux stratégies de développement.

Il est presque oiseux de signaler l'importance cruciale qu'auraient de telles mises au point dans les pays en développement, où, de plus, il faut vaincre la terrible distorsion que suppose l'adaptation de techniques surgies dans des milieux disposant d'une autre échelle de moyens.

Enfin, il serait bon de reconnaître la sous-évaluation sociale des ressources humaines. Le talent n'a jamais été une marchandise qui mérite la considération continue du marché. Et le jour est encore loin où l'on pourra profiter, non à plein, mais simplement de façon plus large, de l'énorme potentiel du capital humain à notre disposition.

Cela n'est pas une utopie. Dans tous les mouvements ascendants des sociétés modernes, où il y a eu une véritable leadership, aussi bien en Angleterre qu'au Japon ou dans les pays socialistes, il y a un dénominateur commun : la libéralisation des capacités de travail par des mobilisations massives. Si ces expériences étaient profitables, et si nous leur adjoignons une autre libéralisation, celle de la capacité créatrice du travail, nous parviendrons sûrement à trouver une issue aux impasses que constituent à l'heure présente, le sous-développement et le chômage.

# Les Objectifs du Plan global de développement du Mexique 1980-1982

définis par le Ministère  
du Plan et du Budget.

L'Administration du Président José López Portillo a débuté soutenue par la force historique du système politique du pays, mais elle devait faire face à une crise qui reflétait à la fois tant l'aggravation de problèmes de structure que l'apparition de graves questions de conjoncture : récession, inflation, basse productivité, déséquilibres dans l'appareil productif, retards sur le plan social et chômage.

Ces éléments formaient un panorama qui exigeait la mise en marche d'une nouvelle direction politique, qui

mettrait à profit la vigueur des institutions et revigorerait les principes de la philosophie politique mexicaine.

Mais il fut également clair que la seule reconstruction de l'appareil productif ne serait pas suffisante pour porter remède aux aspects sociaux de base. En d'autres époques, la croissance semblait être une condition nécessaire et suffisante pour atteindre des niveaux plus élevés de développement social. Cependant, la réalité a prouvé qu'en dépit d'une croissance économique relativement rapide, il n'a pas été possible d'éliminer totalement les carences sociales de vastes secteurs de la population.

## Une conception du développement intégral

Il était nécessaire, pour cela, d'affronter en même temps des problèmes de base ; ainsi on proposa de prendre des mesures pour garantir la permanence de l'expansion productive et d'emplois rémunérateurs et de surveiller davantage les retards et iniquités sociales, pour obtenir un changement qualitatif de la croissance économique.

Sur la base de ce schéma, le Président José López Portillo a entrepris une réforme sociale qui actualise et met en œuvre les principes fondamentaux de la Révolution mexicaine. Cette réforme s'est manifestée sur trois plans : réforme politique, réforme administrative et réforme économique. Dans le cadre de ce processus de réforme, il a été reconnu que la planification du développement était un instrument primordial pour la convergence entre buts et moyens, dans une ambiance de liberté et de justice. De la sorte, le 15 avril 1980, le Président Constitutionnel des Etats-Unis Mexicains a signé un décret promulguant le Plan Global de Développement 1980-1982.

Le plan est qualifié de global parce qu'il s'efforce d'agir

sur toute la société, sur la base d'une conception de développement intégral, qui exige la conjonction des actions économique et sociale, dans le cadre des décisions politiques du peuple mexicain. Il est global car il groupe et comptabilise tous les plans, ceux des divers secteurs et ceux de l'Etat. De même, il veut aller du projet à l'action, en mettant en accord la planification de l'Etat et celle des divers secteurs, dans un contexte flexible et réaliste.

Dans une économie mixte et en un régime politique dont la démocratie se perfectionne de plus en plus et qui donne un grand prix à la liberté, l'Etat ne veut pas imposer, par des moyens coercitifs une orientation à la société. Pour cela, le Plan Global de Développement a un caractère obligatoire pour le secteur public, coordonné pour les Etats et les municipalités et concerté avec les secteurs social et privé.

Le Plan est basé sur la philosophie politique de la Constitution qui définit les orientations politiques et sociales qui correspondent à ce qu'il y a de meilleur dans l'histoire du Mexique et aux aspirations des masses.

## Quatre objectifs fondamentaux

La stratégie suivie par l'actuelle Administration se modèle sur le Plan et s'est orientée vers la réalisation de quatre objectifs qui se renforcent et se soutiennent mutuellement, chacun d'eux étant indispensable pour atteindre les autres. Ces objectifs sont :

— Réaffirmer et renforcer l'indépendance du Mexique en tant que Nation démocratique, juste et libre, sur les

plans économique, politique et culturel.

- Fournir à la population du travail et un minimum de bien-être, en donnant priorité aux nécessités d'alimentation, d'éducation, de santé et de logement.
- Promouvoir une croissance économique élevée, soutenue et efficace.
- Améliorer la distribution du revenu entre les per-

sonnes, les facteurs, de la production et les régions géographiques.

Pour atteindre ces objectifs, le Plan signale qu'il importe de lier ces programmes aux principes politiques, administratifs et de justice sur lesquels repose l'Etat. A cet égard, on estime que toutes les activités de l'Etat — politiques intérieure, extérieure et judiciaire, sécurité nationale — contribuent de façon décisive à la réalisation des programmes prévus et surtout à leur bonne orientation.

Ainsi, les résultats de la stratégie de développement dépendent non seulement des activités de l'Etat orientées vers l'intérieur du pays, mais aussi de sa capacité à s'adapter à une réalité internationale qui, d'un côté limite le potentiel de développement intérieur, mais d'autre part, peut contribuer à donner des solutions aux problèmes nationaux.

La stratégie du Plan représente l'ensemble d'activités articulées, nécessaires pour atteindre les quatre objectifs nationaux ci-dessus indiqués ; elle s'oriente fondamentalement vers la création d'emplois afin de relever, dans tous les domaines — alimentation, santé, sécurité sociale, éducation, logement — le niveau de vie des Mexicains. On compte ainsi assurer une croissance élevée, continue, équitable et qualitativement différente déterminant un meilleur équilibre entre les branches d'activités économiques, les régions et les groupes sociaux, et mettant en œuvre toutes les virtualités du pays.

En somme, la stratégie du Plan Global est la voie par laquelle la nation s'efforce de répondre aux défis de la modernisation et à la marginalisation sociale, en suivant son propre modèle de développement.

### **Deux millions deux cents mille emplois nouveaux**

Vingt-deux politiques de base font partie de la stratégie, qui suppose l'utilisation concertée de tous les instruments et moyens à la disposition du secteur public :

1. Renforcer l'Etat, pour satisfaire aux demandes d'une société en pleine croissance, qui exige, de plus en plus, un effort solidaire.

2. Moderniser les secteurs de l'économie et de la société.

3. Susciter l'emploi dans un cadre de dignité et de justice, comme but premier de la stratégie. La création de 2,2 millions de nouveaux emplois est prévue entre 1980 et 1982.

4. Consolider la récupération économique, en obtenant pour le moins une croissance du produit intérieur brut de 8 % au cours des trois prochaines années.

5. Réorienter la structure de production vers la création de biens de base et d'une industrie nationale de biens de capital.

6. Rationaliser la consommation et stimuler l'investissement.

7. Développer de façon accélérée le secteur de l'agriculture et de l'élevage pour élever le niveau de vie des paysans et pour satisfaire les besoins alimentaires de la population mexicaine.

8. Encourager le Système Alimentaire Mexicain.

9. Susciter la dépense prioritaire et renforcer l'entreprise publique, en éliminant les subventions excessives.

10. Utiliser le pétrole comme levier de notre développement économique et social, en orientant les ressources produites vers les priorités de la politique de développement.

11. Stimuler une politique de productivité et une distribution adéquate de ses bénéfices entre les travailleurs de la campagne et de la ville, et la société dans son ensemble.

12. Destiner plus de ressources à la garantie des minima de bien-être, particulièrement en faveur de la population marginale, urbaine et rurale.

13. Influencer, dans le respect total de la liberté individuelle, sur la réduction de la croissance de la population et rationaliser sa distribution territoriale.

14. Obtenir une amélioration du niveau de vie de la population par une augmentation substantielle de la consommation, à travers l'emploi productif.

15. Amplifier et améliorer l'éducation de base pour enfants et adultes.

16. Faire concorder l'éducation terminale — moyenne et supérieure — avec les besoins en travailleurs qualifiés, en techniciens moyens et professionnels du système national de production.

17. Favoriser la formation professionnelle des travailleurs et les organisations syndicales.

18. Redistribuer les activités économiques et le peuplement en luttant à la fois contre l'extrême concentration et l'éparpillement, et en portant l'effort en priorité sur les zones côtières et frontalières.

19. Contrôler et réduire le rythme de l'inflation.

20. Moderniser la stratégie du financement du développement en mettant en œuvre, dans ce domaine, des formules nouvelles.

21. Etablir un lien réel avec l'extérieur afin de stimuler la modernisation et l'efficacité de l'appareil producteur.

22. Développer la concertation d'actions entre les secteurs public, social et privé, dans le Cadre de l'Alliance pour la Production.

### **Le pétrole au service du développement**

Le pétrole est intimement lié — comme le Plan l'indique — à l'efficacité de la stratégie économique du pays. Aussi son exploitation et son exportation sont-elles subordonnées aux impératifs internes de cette stratégie, en tenant compte de la capacité d'absorption de la société. Outre les ressources provenant du pétrole, la stratégie de financement du développement se fonde sur l'essor des finances publiques, l'accroissement de l'épargne intérieure et la formation de capital. Le Mexique met en œuvre une politique de développement qui utilise le pétrole et non une politique de croissance pétrolière.

La stratégie adoptée, orientée fondamentalement vers l'emploi, permettra d'atteindre notamment les objectifs suivants : créer 2 200 000 nouveaux emplois au cours de la période 1980-1982, ce qui implique un taux de croissance annuelle de 4,2 % ; maintenir, au cours de cette période, un taux réel de croissance du Produit Intérieur Brut d'au moins 8 % par an ; élever de 4 points et porter ainsi

à 27 % le coefficient d'investissement par rapport au Produit Interne Brut ; réduire d'ici 1982 le déficit en compte courant de la balance des paiements à moins de 1 % de ce même P.I.B. et réduire graduellement la différence entre l'inflation interne et l'inflation externe de manière à arriver à 5 points en pourcentage.

Pour réaliser tous ces objectifs, il importe d'utiliser de façon coordonnée tous les instruments de la politique économique et sociale, en se valant des réformes apportées à ces derniers par l'Administration du Président José López Portillo.

Le Plan signale que les principaux obstacles pour atteindre à une croissance élevée et soutenue, ne sont pas de caractère financier et trouvent en réalité leur origine dans l'incapacité de certains secteurs à se situer au niveau de l'expansion des autres. Aussi le Plan ne se propose-t-il pas seulement de favoriser la croissance, mais de réorienter la structure productive vers certains domaines prioritaires, en s'efforçant principalement de donner une dynamique nouvelle au secteur agricole, aux transports et aux activités tendant à accroître le bien-être social.

### La politique financière

Aussi est-il nécessaire d'élaborer une politique de la dépense publique, qui constitue un facteur-clef et un instrument particulièrement actif et efficace permettant, grâce à un contrôle de ses variations et de son rythme, de modérer, à court terme, les pressions inflationnistes. D'autres facteurs recommandent l'accroissement des dépenses publiques, notamment la nécessité d'orienter les ressources vers certains organismes autonomes, de relever le niveau de vie de la population, d'assurer la redistribution du revenu, d'accélérer le développement économique, de créer de nouveaux emplois d'effectuer une répartition géographique du développement, de contrôler et de freiner le processus inflationniste.

Pour sa part, la politique fiscale, qui inclut la législation sur les impôts et les stimulants fiscaux, ne considère pas seulement le recouvrement des contributions, mais ses incidences sur la justice sociale et la création d'emplois. On a, en outre, simplifié les formalités administratives, ce qui ne peut manquer d'accroître l'efficacité de la politique fiscale.

#### Répartition du revenu pétrolier

PEMEX (équipements pétroliers) .....	32 %
Répartition du 68 % restant :	
Agriculture .....	25 %
Education, logement, sécurité, etc. ....	24 %
Transports .....	20 %
Industrie .....	16 %
Gouvernement des Etats, Municipalités ..	15 %

En ce qui concerne la dette publique, on s'est attaché à diversifier les sources de financement interne et à éviter le financement inflationniste. On est revenu, par ailleurs, à une politique tendant à favoriser, en matière financière, les activités des intermédiaires et la formation de marchés de l'argent et des capitaux, en vue d'appuyer l'expansion productive que requiert le développement du pays.

La politique de l'emploi occupe, comme on l'a dit, une place prioritaire dans la stratégie du Plan Global. Elle s'efforcera de combattre non seulement le chômage mais aussi le sous-emploi.

Le Plan prévoit également une révision de la politique commerciale. On s'efforcera de réduire progressivement le protectionnisme excessif et de développer, au moyen de programmes à moyen terme, les exportations non pétrolières, afin de lier efficacement l'économie nationale aux courants mondiaux du commerce et d'éviter de tomber dans la mono-exportation du pétrole.

### Les semilles du pétrole

La politique technologique a pour objet de constituer la base scientifique et technologique permettant de maintenir dans les secteurs prioritaires, le rythme de production qu'exige l'économie. La politique de l'énergie revêt une importance particulière dans le Plan, car elle constitue un élément essentiel pour la réalisation des objectifs globaux et en particulier pour le développement de l'industrie. Dans ce chapitre, on évalue le montant des ressources provenant des réserves pétrolières et on précise de quelle façon ces sommes seront réparties entre les divers secteurs prioritaires. Sur le plan extérieur, la politique de l'énergie trouve son expression dans le projet de Plan mondial de l'Energie proposé à l'O.N.U. par le Président López Portillo dans le but d'assurer une transition ordonnée, progressive, intégrale et équitable de l'ère des hydrocarbures à celle des nouvelles sources d'énergie.

Le programme de production et d'exportation de pétrole a été établi en s'efforçant de mettre la structure du pays en accord avec ses besoins, ses possibilités, sa situation actuelle et les responsabilités contractées dans le cadre du Plan Mondial de l'Energie ci-dessus mentionné. En tenant compte de tous ces facteurs, on a prévu une production de 2 millions et demi de barils par jour avec une marge de flexibilité de 10 %. Lorsque l'on aura atteint ce niveau, les investissements à réaliser dans le secteur pétrolier, bien que très importants encore, seront très inférieurs à ceux qui ont été nécessaires au cours des trois dernières années.

Le montant total des ressources pétrolières susceptibles d'être utilisées pour financer les investissements nécessaires au développement du pays, atteindra 931 milliards 600 millions de pesos (1) au cours des trois années

(1) Environ 43 milliards de dollars ou 190 milliards de Francs français.

1979-1982. Les investissements de PEMEX absorberont 32 % de cette somme. Le reste sera réparti de la façon suivante : 25 % pour l'agriculture, l'élevage et le développement rural, 24 % pour le secteur social (logement, sécurité sociale, éducation, cette dernière recevant une proportion importante des sommes inscrites à ce chapitre), 20 % pour les communications et les transports et 16 % pour le développement de l'industrie (non compris le secteur pétrolier). Les ressources pétrolières alimenteront également les programmes d'investissements des Gouvernements des Etats et des municipalités, qui recevront 15 % du montant total.

### **Vers une croissance régionale équilibrée**

La politique sectorielle définie par le Plan se fonde sur l'existence, entre les divers secteurs de la société, de phénomènes d'inter-actions et d'influences réciproques. En fait, les politiques de caractère sectoriel établies par le Plan, comportent des aspects inter-sectoriels et entraînent des conséquences, tant sur le plan régional que sur le plan social. Ainsi, dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, on s'efforce d'accélérer le rythme de la production et d'en accroître le volume, dans le but d'atteindre à l'autosuffisance pour les denrées de base de l'alimentation nationale et afin que les bénéficiaires de la stratégie de développement parviennent aux classes les plus défavorisées. Le secteur industriel, où la croissance est particulièrement dynamique, s'attachera à créer de nouveaux emplois, à produire des biens nécessaires tant au point de vue national qu'au point de vue social et à donner un appui important à la petite et moyenne industrie. Le secteur commercial est étroitement lié au succès des nouvelles orientations données aux autres activités. Aussi est-il nécessaire de créer une structure commerciale efficace, capable de répondre aux besoins essentiels de la population, au moyen d'un réseau intégré de dépôts de denrées, de magasins de ventes et de centres d'approvisionnement. Le secteur touristique, sans négliger les programmes ayant pour objet la captation de devises, s'efforcera d'organiser le tourisme intérieur, et enfin, dans le secteur des transports, les programmes auront pour objet de développer le réseau routier et les transports interurbains, tout en accordant une priorité aux transports urbains collectifs.

Le Plan souligne la nécessité de mettre en œuvre, sur toute l'étendue du territoire national, une politique tendant à favoriser une croissance régionale équilibrée, à vivifier le fédéralisme et à orienter les courants migratoires vers les villes de moyenne importance, sans toutefois porter atteinte à la liberté individuelle.

### **Développement économique et distribution du revenu**

Les investissements du secteur public, la politique des stimulants fiscaux, la politique des prix, celle des transports, la décentralisation administrative, les Accords

Uniques de Coordination et les divers plans sectoriaux, en particulier ceux qui ont trait au développement urbain, devront tendre, en étroite liaison, à la réalisation de ces objectifs.

Le Plan accorde, par ailleurs, une attention prioritaire aux aspects sociaux : politique démographique, éducation, santé et sécurité sociale, logement, alimentation et nutrition, travail, organisations syndicales, participation à la gestion et aux bénéfices des entreprises et enfin aide aux populations marginalisées de la campagne et de la ville.

\*\*

Finalement, et comme corollaire de toutes ces actions, le Plan met l'accent sur la politique distributive qui met en œuvre les salaires, les prix, les bénéfices et l'impôt, en partant de trois prémisses. En premier lieu, des principes institutionnels consacrés par la Constitution, dans un but général de justice. Ensuite, de l'existence d'une alliance de haute signification, entre les institutions politiques et les forces sociales du pays. Et enfin, de la conviction que le Mexique est en mesure de poursuivre parallèlement son développement économique et une politique de distribution équitable du revenu. Pour atteindre cet objectif et mettre ainsi la réalité en accord avec la philosophie politique de la Révolution, il importe d'accroître la part du revenu national perçue par le travail rural et urbain.

### **Le progrès social, objectif ultime de la planification économique**

Le Plan reconnaît et proclame que tous les efforts de la politique de développement doivent tendre, en dernière analyse, vers le développement social. La politique sociale doit avoir pour objet essentiel la mobilisation de toutes les ressources publiques et privées en vue de permettre à tous les Mexicains, de satisfaire leurs besoins et de les transformer en demande, au sens économique du terme, conformément aux droits sociaux consacrés par les lois mexicaines. En ce sens, l'emploi, objectif et conséquence du Plan, est le lien privilégié entre la politique économique et la politique sociale.

Il convient toutefois de remarquer que le Plan lui-même affirme que, loin d'être le principe et la fin du processus de planification au Mexique, il ne constitue qu'une étape dans une tâche ardue et complexe qui requiert le concours actif de toute la communauté. Le Plan proclame également la nécessité permanente de réviser les buts et les programmes à la lumière des modifications imprévues et de procéder, non seulement à une évaluation des résultats obtenus, mais encore à un examen des méthodes de travail mises en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Vastes sont les perspectives favorables qui s'offrent au Mexique. Vaste est également l'effort à fournir. Mais il existe une juste relation entre ce qu'il importe de faire et ce qu'il est possible d'obtenir.

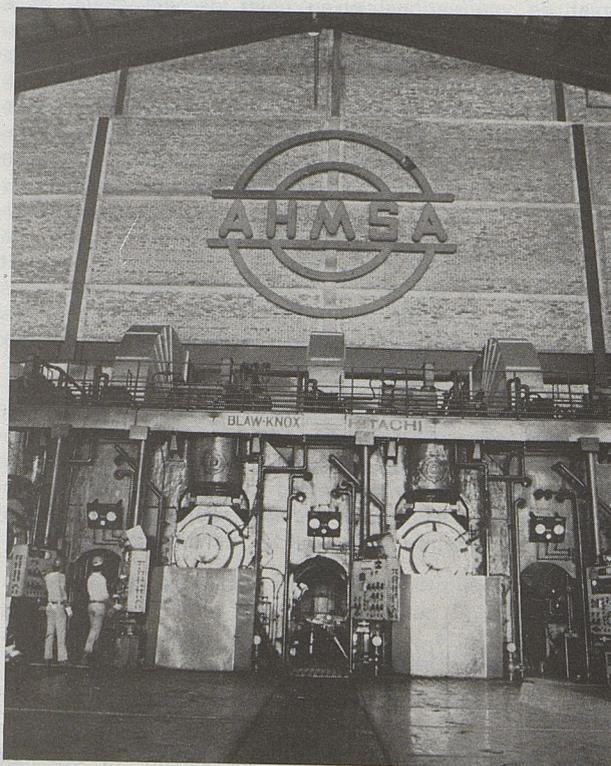


*Le complexe sidérurgique Lázaro Cárdenas - Las Truchas - Etat de Michoacán.*

# SIDÉRURGIE

**VERS**

**L'AUTOSUFFISANCE**



*Ateliers de laminage à froid. Hauts-fourneaux du Mexique. Monclava. Etat de Coahuila.*

# L'Industrie Sidérurgique au Mexique

par Jorge LEIPEN GARAY  
Directeur Général de Sidermex

**« Ou nous produisons ou nous importons,  
ou notre croissance s'arrête. »**

José LOPEZ PORTILLO  
(IV<sup>e</sup> Rapport de Gouvernement)

## 1. — ANTECEDENTS

La première aciérie du Mexique a été créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> ; mais on peut dire que l'industrie sidérurgique mexicaine intégrée naquit en réalité en 1903, lorsque le haut fourneau d'une capacité de 340 tonnes construit à Monterrey (Fonderie de Monterrey, Etat de Nouveau León), produisit sa première coulée de fonte. Le Mexique était alors un pays essentiellement agricole et minier.

Le niveau de production de cent mille tonnes ne devait toutefois être atteint par la Fonderie de Monterrey qu'en 1929. Il est intéressant de noter que le Mexique fut, à l'époque de la Seconde Guerre Mondiale, le seul pays d'Amérique qui possédait une industrie sidérurgique intégrée.

Au cours des années « 40 », la construction d'autres usines intégrées fut entreprise à Monclova, dans l'Etat de Coahuila (les Hauts Fourneaux du Mexique) et à Monterrey (Fer Blanc et Laminage).

En 1944, les Hauts Fourneaux du Mexique se convertirent en premiers producteurs nationaux de produits plats, car ce type de production ne devait être abordé par la Fonderie de Monterrey qu'au cours des années « 60 ». En 1958, l'entreprise

« Tubes d'Acier du Mexique », commença à produire, pour l'industrie pétrolière, des canalisations sans soudures, selon un procédé mis au point au Mexique, qui était également employé par la firme « Hylsa ».

En 1969, le Gouvernement autorisa la construction d'une nouvelle usine intégrée dans l'Etat de Michoacán (complexe sidérurgique Lázaro Cárdenas - Las Truchas) d'une capacité de 1,1 million de tonnes d'acier, pour la fabrication de produits non plats.

Parallèlement se sont développées vingt-cinq usines semi-intégrées dotées de fours électriques, qui utilisent, pour leurs opérations de la ferraille et depuis une date récente des éponges de fer.

On compte en outre trente-trois entreprises de relaminage d'une capacité d'environ 500 000 tonnes de produits élaborés, qui utilisent, en guise de matières premières, des rails, des flèches, et des essieux de rebut, ainsi que des billettes qu'elles transforment, comme dans le cas des semi-intégrées, en produits non plats, principalement en câbles de pré-contrainte, fils machine et profilés commerciaux. Compte tenu de ce type de fabriques, le nombre des entreprises métallurgiques opérant dans le pays se trouve porté à soixante-trois.

## 2. — SITUATION ACTUELLE

En 1978, la production mexicaine couvrit 85 à 90 % de la demande nationale, le surplus étant fourni par des importations. Celles-ci se composent principalement d'aciers spéciaux que l'on ne fabrique pas dans le pays en raison de l'impossibilité d'amortir leur prix de revient. Il convient toutefois de remarquer que l'on a commencé à élaborer certains de ces aciers dès l'instant où le volume de la demande a justifié ce type de production.

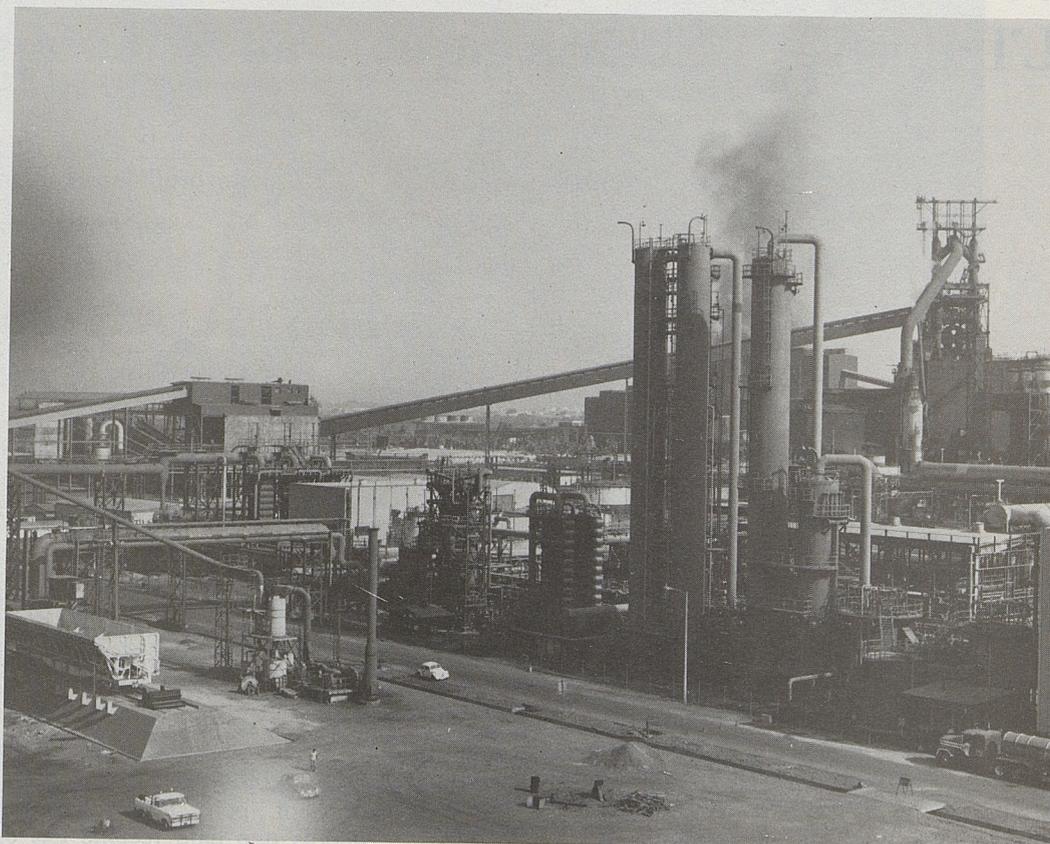
En 1979, le sensible accroissement de la demande motivé par la consolidation de la reprise économique et par le rythme accéléré de l'exploration et de l'exploitation pétrolière, a eu pour effet de faire baisser au-dessous de 80 % la proportion de la

demande couverte par la production nationale. Et cette situation s'est répétée en 1980. Pour l'ensemble de l'année, on estime la demande à 10 millions de tonnes et la production à 7 millions et demi.

La consolidation de la reprise économique a permis de porter à 8 % le taux de croissance du produit interne brut, chiffre supérieur à ceux des dix dernières années. Le taux de croissance des industries de transformation, principales demanderesses de produits sidérurgiques, a été de 8,5 % et celui de l'industrie sidérurgique de 9,5 %, de ce fait la participation de cette dernière a représenté 1,5 % du produit interne brut total.

Aujourd'hui, la capacité installée du Mexique en

Un aspect du  
complexe  
sidérurgique  
Lázaro Cárdenas -  
Las Truchas.  
Etat de  
Michoacán.



matière d'acier s'élève à 9,1 millions de tonnes, comme on peut le constater en consultant le tableau ci-dessous :

CAPACITÉ INSTALLÉE DU MEXIQUE	
(en millions de tonnes)	
Hauts Fourneaux du Mexique, S.A. ....	3,0
Fonderie de Monterrey, S.A. ....	1,3
Sidérurgie Lázaro Cárdenas - Las Truchas, S.A. ....	1,1
Fer Blanc et Laminage, S.A. ....	1,7
Tubes d'Acier du Mexique, S.A. ....	0,5
<b>TOTAL DES INDUSTRIES INTÉGRÉES</b>	<b>7,6</b>
Entreprises semi-intégrées. Total .....	1,5
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b> .....	<b>9,1</b>

Le Président López Portillo a déclaré : « Il est absolument indispensable que les industries avec participation de l'Etat se regroupent selon leurs affinités et s'entraident dans leurs opérations, afin que l'on puisse constituer des groupements sectoriaux intégrés qui confèrent plus d'efficacité à l'organisation du secteur étatisé ». Cette décision constitua un pas en avant essentiel dans le processus de réorganisation de l'industrie sidérurgique étatisée. A par-

tir de 1978, les activités et l'administration des « Hauts Fourneaux du Mexique », de la « Fonderie de Monterrey », de la « Sidérurgie Lázaro Cárdenas - Las Truchas » et de soixante entreprises associées, se trouvaient regroupées sous une même direction générale. Ainsi, la coordination administrative de cette branche était-elle réalisée, préalablement à la création juridique de SIDERMEX.

Cette nouvelle manière de concevoir les activités de l'industrie étatisée de l'acier, signifiait une meilleure utilisation de la capacité installée, de la main-d'œuvre et des ressources financières disponibles. Ce regroupement favorisait également la productivité et le maintien du rythme de croissance du volume de la production. Il permettait en outre de rectifier les tendances défavorables dans la comptabilité de maintes entreprises, d'assainir et de renforcer leur structure financière.

Au cours de la période 1974-1976, la production d'acier brut des entreprises sidérurgiques étatisées s'était caractérisée par une tendance déclinante. En 1976 furent élaborés les programmes d'investissements en vue de l'accroissement de la capacité des aciéries. Mais au cours de l'année 1977, la production des aciéries ne s'accrut pas sensiblement, et le tonnage de l'acier produit se situa à un niveau légèrement supérieur à celui de 1974.

Ce fut en 1978 que l'on constata, en tant que conséquence des mesures adoptées par SIDERMEX, un sensible accroissement de 851 000 tonnes de la

production d'acier, ce qui impliquait un relèvement de 27,2 %, chiffre très supérieur à l'indice d'accroissement maximum constaté à l'échelle mondiale — 22 % en 1947 — et qui n'a pas de parallèle dans les taux de croissance relevés dans le domaine de l'industrie nationale.

En 1979, la hausse de la production d'acier des installations de SIDERMEX se poursuivit. On enregistra une augmentation de 100 000 tonnes par rapport au chiffre de l'année précédente.

Pour l'année 1980, on estime la production totale d'acier du pays à 7,5 millions de tonnes, dont 4,8 millions, soit 64 %, produit par le secteur public.

En ce qui concerne l'élaboration de produits terminés, l'accroissement de la production dans les installations de SIDERMEX depuis 1978, est indiqué dans le tableau ci-dessous :

SIDERMEX PRODUCTION DE PRODUITS TERMINÉS (en milliers de tonnes)				
ANNEE	TOTAL	AHMSA	FONDERIE	SICARTSA
1974	2 484,4	1 661,3	823,1	—
1975	2 391,2	1 589,1	802,1	—
1976	2 154,6	1 480,9	670,8	2,9
1977	2 305,4	1 517,1	640,1	148,2
1978	3 072,6	1 984,6	725,4	362,6
1979	3 389,4	2 056,4	863,3	469,7

Cette évolution est le fruit de la spécialisation qui, en matière de production, assigne à chaque entreprise une tâche déterminée, et aussi du relèvement du rendement ou de la relation acier - produit terminé. Cette proportion a passé de 0,736 en 1977 à 0,832 en 1979. Il convient également de tenir compte du volume de plus en plus élevé d'acier provenant des convertisseurs à l'oxygène. Du fait de la haute technologie employée, la participation de ces produits dans le total d'acier élaboré par les entreprises du secteur public, s'est accru de plus d'un million de tonnes depuis 1977.

Pendant l'exercice 1979, le volume de la production sidérurgique de SIDERMEX s'est élevé à 3,1 millions de tonnes représentant une valeur nette supérieure à 1 230 millions de dollars. Si l'on ajoute à cette somme les 925 millions obtenus par les entreprises filiales, on atteint un total de 2 155 millions de dollars, chiffre supérieur de 40 % aux recettes de l'année précédente.

La rentabilité des trois entreprises sidérurgiques de SIDERMEX a évolué dans un sens positif. Tandis que les bilans de 1977 présentaient un déficit de 186 millions de dollars, la situation s'était déjà améliorée au cours de l'exercice suivant, puisque la perte s'était réduite à 93 millions. Et en 1979 les chiffres négatifs ont fait place à un bénéfice net de

44 millions de dollars. Une reprise est également constatée dans les bilans des entreprises filiales, dont les bénéfices nets ont passé de 12 à 23 millions de dollars en 1979, ce qui implique une augmentation de 87 %. Du fait de ces résultats SIDERMEX est aujourd'hui le second groupe industriel du pays.

Par ailleurs, le secteur privé et le secteur public envisagent la réalisation de projets industriels prévoyant la production de biens de capital. Des projets de co-investissements avec diverses firmes étrangères sont actuellement à l'étude en vue de la création d'usines produisant des équipements pour l'industrie sidérurgique, les industries chimiques et pétro-chimiques, le bâtiment et la production de ciment. Ces entreprises élaboreraient également du matériel de fonderie et des équipements lourds, conjointement à ceux qui sont actuellement produits dans les ateliers du Complexe Sidérurgique Lázaro Cárdenas - Las Truchas.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, les aciéries du pays emploient de façon directe plus de 80 000 salariés, dont 49 000 travaillent dans les usines du secteur public — Hauts Fourneaux du Mexique, Complexe Sidérurgique Lázaro Cárdenas - Las Truchas et la Fonderie de Monterrey. Il convient de signaler que le groupe SIDERMEX, c'est-à-dire ses trois entreprises sidérurgiques et leurs filiales, fournissent du travail à plus de 70 000 salariés.

### 3. — PERSPECTIVES

Le maintien de la dynamique de développement du pays exige, dans tous les secteurs, des efforts accrus, qui se traduisent par des plans concrets indiquant, pour chacun d'entre eux, les voies et les paramètres dans lesquels leur action doit se poursuivre jusqu'en 1990.

Le Plan de Développement Industriel, qui a pour objet de réglementer les activités des secteurs productifs et de répondre à la demande des biens de consommation et des biens de capital indispensables pour consolider le développement national, comporte trois chapitres.

Le premier est relatif au développement des entreprises essentielles du secteur public : aciéries, engrais, pétrole, pétrochimie et électricité. Le second se réfère au rôle que la classe ouvrière est appelée à jouer. Le plan aspire en effet à résoudre à longue échéance le problème du chômage et il prévoit, en outre, la production de biens de consommation populaire. Le troisième chapitre a trait à l'action des particuliers, car un régime d'économie mixte requiert la participation de ces derniers en vue de canaliser les investissements vers les secteurs qui en ont un besoin prioritaire.

Ce plan octroie une importance primordiale au développement de l'industrie de biens de capital. Cette industrie — complétée et rétroalimentée par l'industrie sidérurgique —, est à la base du développement des autres secteurs.

Il convient, également, de développer d'autres industries, en particulier certaines industries parallèles au secteur pétrolier, actuellement en voie d'expansion. C'est ainsi qu'il convient de donner une plus grande impulsion aux industries chimiques, pétrochimiques, mécaniques, électriques et aux usines construisant du matériel de transport. L'acier constitue une des principales composantes des équipements de toutes ces industries.

L'industrialisation du pays et le rythme de croissance de la population rendent également nécessaire la mécanisation de l'agriculture, l'introduction de la technique dans les campagnes et la création d'industries agroalimentaires.

Tout ceci requiert une augmentation de la capacité de production d'acier que les études sur la demande, réalisées en se basant sur les données que nous venons d'exposer, estiment à 30 millions de tonnes pour l'année 1990. Ce qui signifie qu'il conviendra de quadrupler la production actuelle dans un laps de temps de dix années.

Pour atteindre cet objectif, il importe de créer chaque année une capacité installée de plus de deux millions de tonnes. Ce qui constitue un grand effort, tant au point de vue des investissements, que l'on estime à 21,740 millions de dollars, qu'au point de vue de la formation de la main-d'œuvre.

Dans cette perspective le montant des investissements de SIDERMEX doit s'élever approximativement à 2 826 millions de dollars au cours de la période 1980-1982, afin d'être en mesure de couvrir la demande nationale d'acier qui, selon les prévisions, s'élèvera, en 1982, à 11,7 millions de tonnes.

Le programme prévoit des investissements de l'ordre de 739,1 millions de dollars dans les Hauts Fourneaux du Mexique, afin de porter leur capacité installée, en matière de production d'acier, à 4,25 millions de tonnes par an. Ce programme inclut également la seconde étape de construction de SICARTSA, qui prévoit une capacité installée de 2 millions de tonnes en vue de la construction de produits plats et qui exige des investissements de l'ordre de 2 087 millions de dollars.

Au terme de cette nouvelle étape, SICARTSA disposera, en ce qui concerne l'acier, d'une capacité installée de 3,1 millions de tonnes, ce qui permettra d'utiliser intégralement l'infrastructure de ce nouveau pôle de développement et de favoriser ainsi la création d'industries de biens de capital, la décentralisation de l'activité économique et le développement de l'industrie dans les régions côtières.

Des investissements additionnels de 435 millions de dollars sont également prévus en vue de favoriser l'agrandissement et l'expansion des entreprises filiales.

En ce qui concerne les plans à long terme, SIDERMEX s'est fixé comme objectif de disposer en 1990 d'une capacité installée de 22 millions de tonnes

d'acier, dont 10 millions seront produits par SICARTSA, 4,25 millions par AHMSA et 1,5 million par la Fonderie de Monterrey. Pour couvrir la totalité de la demande, on devra, en outre, installer, sur les côtes du Golfe du Mexique, une nouvelle usine d'une capacité de 6 millions de tonnes. Les investissements prévus pour ces projets atteindront, en prix de 1979, la somme de 17 391 millions de dollars.

Les programmes d'expansion du secteur privé prévoient des investissements de l'ordre de 1 739 millions de dollars, dont 739 millions correspondant à HYLSA auront pour objet d'accroître sa capacité de fabrication de produits plats, non plats et de canalisations. La capacité de production de cette firme, en matière d'acier, s'élèvera ainsi à 3 millions de tonnes. « TUBES et ACIER du MEXIQUE » se proposent d'investir 565 millions de dollars en vue d'augmenter leur capacité productive de canalisations sans soudure et d'atteindre ainsi le volume de 800 mille tonnes d'acier. De leur côté, les entreprises non intégrées réaliseront des investissements de plus de 348 millions de dollars afin d'atteindre une capacité supérieure à 2 millions de tonnes.

Conformément à ces indications, la capacité de production de l'ensemble du secteur sidérurgique mexicain atteindra, en 1990, les niveaux indiqués dans le tableau ci-dessous :

CAPACITÉ DE PRODUCTION EN 1990	
(en millions de tonnes)	
Hauts Fourneaux du Mexique, S.A. ....	4,2
Fonderie de Monterrey, S.A. ....	1,3
Sidérurgie Lázaro Cárdenas - Las Truchas, S.A. ....	10,0
Sidermex Golfe du Mexique .....	6,0
<b>TOTAL SIDERMEX .....</b>	<b>21,5</b>
Fer Blanc et Laminage, S.A. (Hylsa) .....	3,0
Tubes et Acier du Mexique, S.A. ....	0,8
<b>TOTAL ENTREPRISES INTEGRÉES ..</b>	<b>25,3</b>
Semi-intégrées .....	2,0
Diverses .....	2,7
<b>TOTAL .....</b>	<b>30,0</b>

L'opportunité historique qui s'offre au Mexique ne pourra être intégralement mise à profit qu'au moyen de décisions impératives en ce qui concerne le secteur public et de concertation avec le secteur privé, afin de garantir ainsi la mise en œuvre des programmes qu'exige la transformation du pays.

Octobre 1980.

# Le Système alimentaire mexicain

par Casio LUISELLI  
Coordinateur du  
Système Alimentaire  
Mexicain.



*Une perspective totalisante qui va de la production à la consommation. La réunion au cours de laquelle le Système Alimentaire Mexicain a été créé (août 1980). A la droite du Président : les Présidents du Sénat et de la Chambre des Députés et le Ministre de l'Intérieur ; à sa gauche : le Président de la Cour Suprême, le Chef du Département du District Fédéral et le Chancelier.*

Deux aspects fondamentaux caractérisent la crise agricole qui touche actuellement le Mexique. D'une part, l'érosion croissante de la sécurité alimentaire et, d'autre part, l'agression brutale portée contre le paysannat le plus pauvre et son système économique traditionnel.

La crise du maïs, due au remplacement des cultures paysannes par l'élevage et ses « bassins fourragers », a privé la culture du maïs d'un million d'hectares, après qu'elle ait entretenu durant cinq mille

ans des sociétés et des civilisations complexes. De plus, cette conversion de cultures de maïs en « bassins fourragers » est négative au plan énergétique, parce que la production du même grain de protéine exige quatre fois plus de calories. Le développement de ces tendances agricoles et alimentaires rend le pays plus vulnérable face à des pressions extérieures, entraîne la perte de devises et d'emplois ruraux, et affaiblit le pouvoir global de négociation obtenu grâce au pétrole.

## Une stratégie de production favorable à l'alimentation populaire

Dans ce sens, le **Système alimentaire mexicain** (S.A.M.) propose un projet concret pour transformer les pétro-dollars en pesos et les destiner à des investissements productifs et à des subsides sélectifs ; il propose une utilisation populaire des ressources publiques croissantes. Il s'agit d'une stratégie de production et de revenus en faveur de l'alimentation populaire. Le S.A.M. vise à donner une nouvelle impulsion à la production agricole et à l'industrie de la pêche, et il agit sur les appareils de transformation et de distribution de ces aliments. Ce système propose également un nouveau développement de l'agriculture, car il entend la réorienter vers le mar-

ché intérieur, afin qu'elle permette de réduire les importations et qu'elle libère ainsi des devises pour des investissements productifs ayant un large impact, rapide et efficace, sur l'emploi rural et la production.

L'objectif de l'autosuffisance se double d'une politique visant à améliorer la situation nutritionnelle de l'ensemble de la population, ainsi que d'une politique visant à répondre sur place à ses besoins.

Le Mexique est un pays possédant de nombreuses ressources, du pétrole et de la main-d'œuvre, et il est prévu une très forte croissance économique et démographique. Par ailleurs, notre pays constitue une

source considérable pour la future accumulation de capital. Si la structure sociale et économique ne subit pas de modifications avant que ne se fassent sentir les effets des taux de croissance élevés, une économie « dénationalisatrice » plus injuste s'imposera, à l'instar de ce qu'a démontré l'histoire passée et présente des pays pétroliers.

### Le « panier de base »

Dans le programme de base du S.A.M., l'autosuffisance alimentaire nationale cesse d'être un postulat abstrait et s'identifie avec la proposition, à l'échelle nationale, d'un **Panier de base conseillé** (C.B.R. : **Canasta básica recomendable** - équivalent du **Panier de la ménagère** français), composé de 28 produits (avant tout le maïs, les haricots noirs, le blé, le sucre, les tomates, les œufs et le riz). Pour atteindre ces objectifs au niveau de la production, la stratégie du S.A.M. a tracé les lignes d'action suivantes :

- Répartir solidairement le risque avec les cultivateurs « saisonniers » (1) producteurs de denrées de base, revitalisant ainsi l'alliance Etat-paysans.
- Provoquer un changement technologique qui permette de profiter du potentiel productif des travailleurs « saisonniers » de l'agriculture et de l'élevage.
- Favoriser l'organisation paysanne en tant que moyen fondamental pour mener à bien la stratégie de production-revenus du S.A.M.
- Adapter le réseau étatique de commercialisation aux caractéristiques et demandes des divers producteurs de base. Développer une infrastructure de routes, renforcer et rationaliser les services de transport.
- Stimuler la production, grâce à des prix garantis adéquats et à des subsides sélectifs destinés aux infrastructures techniques et aux services.
- Promouvoir des agro-industries intégrant la participation paysanne dans des systèmes de production auxquels est liée la population visée par le S.A.M., à la fois comme productrice et comme consommatrice.
- En dernier lieu, la politique proposée par le S.A.M. pour améliorer la situation nutritionnelle prévoit l'utilisation des réseaux de distribution dont se sert la population visée, en tant que voies fortement sélectives pour la distribution des subsides à la consommation des denrées alimentaires.
- Subsidièrement, les habitudes alimentaires, faussées par une publicité qui incite à se procurer une nourriture chère et peu nutritive, seront réorientées.

Composé de vingt projets, le **Système alimentaire mexicain** aborde le problème avec une perspective totalisante, qui va de la production jusqu'à la consommation des aliments. Il s'agit d'une stratégie réaliste d'autosuffisance alimentaire, qui se construit en liant les besoins réels de la population exprimés dans le **Panier de base conseillé**, avec les possibilités de la production : elle prend en compte la valeur nutritive des produits, le pouvoir d'achat de la population pour les acquérir et le potentiel du pays pour les pro-

duire. Le **Panier de base conseillé** est donc l'instrument qui indique ce qu'il faut produire et en quelles quantités.

### L'alliance Etat-paysans

Le S.A.M. entend parvenir à ses fins grâce au potentiel en ressources productives que possède une grande partie de cette population, par le moyen d'une alliance avec l'Etat, grâce aux possibilités offertes par le consensus social. C'est uniquement de cette manière que pourra être combattue, effectivement et sans paternalisme, la sous-alimentation dont pâtissent des millions de Mexicains.

La stimulation de la production va de pair avec les choix politiques qui permettront aux producteurs agricoles, en particulier au paysannat « saisonnier » (soumis aux conditions météorologiques), d'utiliser l'excédent engendré par leur propre activité. Inciter les paysans appauvris — qui sont ceux qui possèdent le plus grand potentiel d'accroissement de leur production, par l'élévation du rendement — à produire des denrées alimentaires dans les zones agricoles « saisonnières » et stimuler en même temps leur rôle en tant que principaux consommateurs de leur production, cela nous donne une corrélation stratégique de la plus haute importance, car la sous-alimentation est avant tout le résultat d'une situation de sous-emploi et de pauvreté, dont la meilleure issue se trouve dans la réactivation de l'activité de ceux qui en souffrent.

En accord avec les exigences nutritionnelles nationales définies par le **Panier de base conseillé**, la stratégie agricole propose comme but l'autosuffisance en maïs et en haricots noirs pour 1982, et vise ce même but pour le blé, le riz, le sésame, le carthame et le sorgho, dès 1985.

Ce plan prévoit la production, en 1982, de 13 050 000 tonnes de maïs sur 6 533 000 hectares de terres « saisonnières » avec un rendement de 1,5 tonnes à l'hectare, ainsi que de 1 500 000 tonnes de haricots noirs sur 1 990 000 hectares de terres « saisonnières » avec un rendement de 525 kilogrammes à l'hectare, et sur 344 000 hectares de terrain irrigué, avec un rendement de 1,3 tonne à l'hectare.

Contrairement à l'impression générale, le Mexique dispose, précisément dans des zones rurales de grande pauvreté et de sous-consommation alimentaire, d'un potentiel suffisant pour produire ces aliments de base. Une enquête conjointe de la S.A.R.H., de l'Institut de recherches agricoles et de l'Ecole d'Agriculture de Chapingo, a démontré que l'utilisation correcte des ressources aujourd'hui gaspillées pourrait accroître de vingt millions de tonnes la production de maïs des zones « saisonnières », grâce à la mise en place de solutions technologiques adaptées aux conditions actuelles de production. Parallèlement, l'extension de la surface agricole nationale, évaluée à environ dix millions d'hectares, peut être envisagée, permettant d'ajouter à ce chiffre deux à trois millions d'hectares sur une période inférieure à trois ans. Ces terres sont principalement situées dans les plaines côtières du golfe du Mexique, dans certaines régions du Nord et dans l'Etat de Chiapas. Actuellement, elles sont fortement sous-utilisées et morcelées en d'innombrables petites propriétés consacrées pour la plupart à l'élevage extensif de bétail.

### L'agro-industrie intégrée

La phase de transformation industrielle des denrées alimentaires est un facteur-clé pour introduire dans le secteur agricole et l'élevage une plus grande pro-

(1) Le terme espagnol temporel, que nous traduisons par « saisonnier » faute d'équivalent français exact, qualifie toute culture, récolte ou activité agricole en terre non irriguée, c'est-à-dire soumise aux conditions atmosphériques, ayant par conséquent un caractère marqué d'irrégularité et d'intermittence.

ductivité et une meilleure efficacité. Pour y parvenir, le S.A.M. propose une puissante promotion de l'agro-industrie intégrée. Au Mexique, l'industrie alimentaire est insuffisamment intégrée verticalement à l'agriculture, alors que les firmes multinationales qui, elles, sont fortement intégrées, développent un type de consommation de denrées alimentaires à base de protéines coûteuses d'origine animale hors de portée de la majorité de la population, renforçant ainsi l'impact croissant des coûts agricoles et d'élevage.

Dans le programme du S.A.M., l'agro-industrie intégrée implique avant tout une relation organisée des producteurs du secteur primaire avec le **Panier de base** composé d'environ trente produits agricoles, c'est-à-dire avec les activités d'approvisionnement et de stockage de ces produits, et avec leur transformation industrielle et leur distribution par les producteurs. Pour ce faire, des formes juridiques de propriété et d'association propres à stimuler le producteur agricole et l'éleveur de bétail devront être adoptées dans le cadre d'un marché sûr, sérieux et ayant accès, tout au long de la chaîne de production de denrées alimentaires, à des sources importantes d'accroissement de la productivité, de technologie et de crédit. Dans ce sens, il faut se souvenir que l'Etat compte sur une importante demande publique en aliments qui composent le **Panier de base**, demande qui s'élève à près de 20 millions de pesos en 1980, et qui constitue un puissant levier pour favoriser et stimuler l'agro-industrie intégrée.

### Un risque partagé

Si le S.A.M. se présente comme un projet vaste et complexe, c'est également un projet réaliste. Ses limites ne sont autres que celles tracées par le cadre légal en vigueur : l'article 27 de la Constitution. Cet article contient la doctrine et le cadre légal pour défendre, encourager et développer des formes de propriété qui soient d'authentiques petites propriétés ou des « ejidos » (2).

Le gouvernement fédéral renforcera l'alliance avec les paysans en partageant avec eux les risques que recèle l'agriculture « saisonnière ». Comme nous le savons, les paysans « saisonniers » tâchent de limiter ces risques au lieu d'accroître leurs revenus ; ils tentent de garantir la subsistance de leur famille avant de produire des excédents destinés au marché.

En leur garantissant un revenu équivalent au volume moyen de la récolte de leur région même lorsque les récoltes sont faibles du fait de conditions climatologiques défavorables, on les encouragera à utiliser des fertilisants, des semences de meilleure qualité et des pesticides, pour accroître le rendement de la terre.

Pour favoriser la production de maïs et de haricots noirs dans l'ensemble du pays, dès le cycle printemps-été de 1980, il sera vendu aux cultivateurs des fertilisants à 70 % de leur valeur commerciale, ainsi que des semences améliorées et des semences indigènes traitées à 25 % de leur prix.

Le taux du crédit est passé de 14 à 12 % pour ces cultures, tandis que la superficie consacrée à la culture du maïs a augmenté de 74 %, et celle du haricot noir de 17 %.

(2) *L'ejido, institution typiquement mexicaine, inspirée des traditions aztèques et espagnoles, peut se définir comme un organisme de droit privé, doté de personnalité juridique, exerçant un droit de propriété inaliénable sur une certaine étendue de terre dont les habitants jouissent sur leurs parcelles respectives d'un droit d'usufruit à vie, transmissible à leurs héritiers.*

La couverture de l'assurance se renforce et s'étend. A présent, elle protège toutes les cultures depuis la jachère ; pour les producteurs de maïs et de haricot noir de culture « saisonnières », le taux de la prime passe de 9 à 3 %. En cas de sinistre, il leur est remis, pour rémunérer leur travail, 40 % de plus que le montant de l'indemnisation réglementaire.

Les prix garantis du maïs et du haricot noir ont augmenté cette année, en termes réels, et cela devra également se produire lors des prochains cycles, pour que l'économie paysanne continue à s'améliorer, grâce à cet important mécanisme.

Le service d'assistance technique assuré par l'Etat sera renforcé. Les fonctionnaires chargés de diffuser ces méthodes assument une tâche essentielle. Leur contact permanent avec les producteurs fait d'eux des agents importants dans l'application de la stratégie et des témoins directs des besoins techniques et économiques des paysans.

L'autosuffisance alimentaire exige également la mise en culture de nouvelles terres, surtout dans les plaines côtières du golfe du Mexique, grâce à la reconversion de l'élevage de bétail en un système de culture intensive, dans la double intention de libérer d'excellentes terres à vocation agricole et de résoudre le problème de la transformation en fourrage de grains consommables par les hommes. Parallèlement, l'augmentation de la productivité de l'élevage sera encouragée, pour répondre efficacement à la demande en viande et en lait que ne manquera pas de poser la croissance du pays.

Par ailleurs seront menés à terme des ouvrages d'infrastructure susceptibles d'améliorer la productivité de la terre, tant au niveau des domaines que des districts, dans le but d'atténuer l'incertitude des récoltes.

### Le développement de l'industrie de la pêche

La viande de poisson est la source de protéines animales la moins chère. Grâce à 10.000 kilomètres de littoral et 200 milles d'eaux territoriales, en plus des lacs et des cours d'eau que possède le Mexique, la pêche offre la possibilité de pouvoir disposer d'aliments abondants et d'une haute valeur nutritive pour satisfaire les besoins alimentaires de la population. De plus, le développement de cette activité peut représenter une importante source d'emplois. La population s'occupant de la pêche s'est notablement accrue au cours de ces dernières années, puisque les résultats de cette activité sont passés de 500 000 tonnes de poissons en 1976 à 1 million de tonnes en 1979, et que l'on estime le volume de la pêche pour l'année 1980 à 1,5 million de tonnes.

La pêche en eaux côtières exige aussi un encouragement approprié, dans la mesure où elle peut fournir de manière directe des emplois rémunérés pour les pêcheurs artisanaux.

L'aquaculture joue un rôle primordial dans la stratégie du S.A.M., dans la mesure où cette activité renferme de grandes possibilités de développement, Associée à l'économie paysanne elle permettra, particulièrement à travers la production d'espèces de poissons à écailles, de renforcer l'autoconsommation, d'améliorer le niveau nutritionnel, et même de constituer une source de revenus complémentaires dans les communautés rurales où cette activité peut être développée.

### Le rôle des organisations paysannes

L'alliance de l'Etat avec les organisations paysannes suppose :

— La mise sur pied d'engagements concrets concernant la programmation et la mise en œuvre du



*Réorienter l'agriculture vers le marché intérieur...  
Le Président José López Portillo explique les objectifs et les modalités du projet au cours de la réunion constitutive du Système Alimentaire Mexicain.*

partage des risques, au niveau du milieu rural, de la municipalité et du district.

- L'adaptation du plan du district aux programmes des « ejidos » ou des petites propriétés.
- Il faudra profiter de l'expérience politique et de l'ascendant des organisations paysannes nationales sur les paysans pour faire comprendre et diffuser le concept d'organisation supérieure que propose le **Système alimentaire mexicain**.

### **Les entrepôts et le transport**

L'éparpillement territorial des producteurs agricoles coexiste fâcheusement avec une concentration du stockage en des endroits très localisés et éloignés ; dans six Etats seulement se trouvent 60 % de ces installations. Par conséquent, un réseau coûteux d'intermédiaires a fonctionné comme lien entre la parcelle et le marché, s'appropriant une partie importante de l'excédent.

Afin d'adapter le réseau de commercialisation à la situation d'éparpillement des producteurs, il est nécessaire de créer un grand nombre de petits entrepôts. Chacun d'entre eux correspondrait à une fraction de superficie de mille hectares et posséderait une capacité de stockage de 500 tonnes environ. Ces entrepôts, qui pourraient être gérés par les organisations de producteurs, constitueraient, en même temps, des magasins de vente d'outillage aux cultivateurs. Ils assureraient certains services demandant un faible niveau de technicité, comme, par exemple, l'emballage des produits, et joueraient naturellement un rôle important en tant que chainons du réseau de commercialisation-distribution.

Il va de soi que dans cette stratégie commerciale, le transport joue un rôle essentiel, à la fois comme élément intégrateur du réseau de commercialisation-distribution, et comme agent coordinateur des activités des éléments qui y participent.

Des cinq phases économiques qui constituent les systèmes alimentaires, la phase industrielle est la plus dynamique, à cause de sa croissance ; c'est également celle qui possède le poids spécifique le plus important et, par conséquent, celle qui exerce la plus grande influence sur l'organisation et le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne. Elle représente un facteur essentiel pour l'encouragement de la croissance de la production et pour les progrès technologiques dans l'agriculture, l'élevage du bétail, l'aviculture et la pêche, ainsi que pour l'amélioration du revenu des producteurs du secteur primaire.

### **L'autosuffisance technologique**

Le **Système alimentaire mexicain** considère qu'il est essentiel d'accélérer le développement et la cohérence technologique au sein de l'ensemble de la chaîne alimentaire, c'est-à-dire de rendre valable un modèle technologique commun aux phases de production primaire, de commercialisation, de transformation et de distribution. Le Mexique possède un potentiel réel à court terme pour engendrer sa propre technologie, — en particulier dans l'industrie alimentaire, — capable de correspondre à la conjoncture et aux besoins nationaux.

Le Mexique peut être autonome sur le plan technologique dans toutes les phases, ce qui implique une grande signification pour le pays en termes d'intégration économique, sectorielle et territoriale, et entraîne un effet dynamisant pour le développement national.

En résumé, le **Système alimentaire mexicain** vise à diriger le processus d'industrialisation de l'agriculture en accord avec la stratégie de production-revenus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, principalement à partir de la promotion d'agro-industries intégrées dans ces secteurs, où la population visée est à la fois productrice et consommatrice, en profitant pour cela du réseau public de distribution des denrées alimentaires.

La promotion d'agro-industries intégrées exige une plus grande autodétermination en matière de génétique végétale et surtout animale. Pour l'élevage de volailles et de porcs, l'intégration de l'ALBAMEX sera encouragée, d'une part vers l'amont par le développement de lignes génétiques pures, d'autre part vers l'aval par la production de sorgho et d'autres fourrages susceptibles de remplacer partiellement les céréales dans des formules alimentaires équilibrées.

L'agro-industrie offre la possibilité d'enrichir les aliments en améliorant leur valeur nutritive. Dans cette intention a été élaboré le projet NUTRIMEX, pour la production d'aliments enrichis.

Pour appuyer et favoriser le développement de l'agro-industrie nationale, l'on compte aujourd'hui sur le plan national de développement agro-industriel mis en œuvre par la Commission de coordination créée à cet effet au Ministère de l'Agriculture.

Le **Système alimentaire mexicain** n'est plus seulement un projet ou une stratégie. A l'heure actuelle, il commence à porter des fruits puisque, uniquement pour ce qui est du maïs, on obtiendra une récolte record de 11 millions de tonnes en 1980. En ce qui concerne les haricots noirs, on espère une augmentation tout aussi importante. C'est dire que, grâce à un effort considérable, on est passé de l'espoir à sa réalisation, de manière positive et continue.

Traduit de l'espagnol par Priscilla Albrecht.



**La Ville**

**de**

**MEXICO**

*HIER...*

*AUJOURD'HUI...*

*DEMAIN...*



## LA VILLE DE MEXICO

# De la crise à la transformation

par Carlos ARGÜELLES  
Directeur Général de Relations  
publiques du Département  
du District Fédéral

Ecrire sur la ville de Mexico constitue un véritable défi. La vieille capitale fondée par les Aztèques vers l'an 1325 de notre ère offre au journaliste une mosaïque hétérogène et déconcertante de richesses archéologiques précolombiennes, de beaux monuments et d'églises coloniales et de zones urbaines aussi modernes — sinon plus modernes — que celles reconstruites depuis la guerre dans les grandes villes d'Europe.

Il est difficile, donc, de préciser les caractéristiques particulières de la ville, les aspects qui la distinguent des autres, la saveur particulière de cette portion du Mexique où se concentrent 17 % de la population totale de la République, 19,4 % de la population économiquement active, 50 % de l'activité économique nationale, 60 % des ressources financières, 60 % des énergétiques disponibles et 30 % des aliments produits dans tout le pays.

Cette monstrueuse concentration est due au fait

que dans cette ville, qui représente seulement 0,78 % du territoire total de la nation, vivent environ 14 millions d'habitants.

En dépit de la campagne nationale pour diminuer le taux de natalité, et des différents programmes destinés à décentraliser l'Administration publique, tous les jours des centaines d'ouvriers et de paysans, venant de la province, souvent avec leur famille, continuent à affluer vers la capitale, en quête de travail et d'un foyer.

Il est possible que tous ces programmes donnent des résultats, et que vers l'an 2000 on arrive à limiter la croissance de la population à 20 millions d'habitants, comme il serait souhaitable.

En attendant, le formidable conglomérat humain présente des problèmes que l'on ne peut faire dépendre du plus ou moins bon résultat d'un programme, mais qui doivent être résolus dans l'immediat. L'approvisionnement en vivres et en eau potable, les réseaux de drainage et d'éclairage,

*La construction  
des axes à  
circulation  
préférentielle,  
permet aux  
voitures de  
circuler à  
une vitesse  
soutenue. Ici :  
l'Axe central  
Lázaro  
Cárdenas.*



le transport, le transit et la sécurité publique nécessitent une vaste structure d'êtres humains, de calculatrices, de machines et de ressources

financières qui posent à ceux qui ont la charge de gouverner la ville, des problèmes d'une complexité sans précédents.

### Antécédents Juridiques

La ville de Mexico est le siège du District Fédéral. Elle a été, dans toutes les étapes de l'histoire de la République, la capitale de celle-ci et, en tant que telle, siège des trois pouvoirs de la Fédération. De là vient qu'elle soit convertie en axe politique, culturel et économique autour duquel tourne la vie de la Nation.

Conformément à la Constitution Générale, le Gouverneur du District Fédéral est le président de la République, mais celui-ci délègue ses facultés à un fonctionnaire appelé Chef du Département du District Fédéral. Théoriquement, donc, le Département Fédéral constitue une Municipalité, l'organisme public qui, au Mexique, sert de

base à la structure politique de chacun des Etats fédérés de la République. Dans la pratique, il est réellement l'un de ces Etats et quelque chose de plus, par les dimensions impressionnantes de sa population et parce qu'il est le siège du Gouvernement Fédéral et de toutes ses dépendances.

Afin de rendre plus souple l'administration, le Département est divisé en seize Délégations Politiques. La personne responsable de chacune d'elles est nommée et peut être révoquée par le Président de la République, bien que, en fait, elle prenne les instructions du Chef du Département, de qui elle dépend.

### Un moment de crise dans l'histoire de la ville

Peut-être un bon point de départ pour tenter une description de ce qu'est aujourd'hui la ville de Mexico est le 1<sup>er</sup> décembre 1976, date à laquelle le Président José López Portillo assumait le pouvoir et nomma Chef du Département du District Fédéral le Professeur Carlos Hank González.

Avec plus de deux millions de véhicules en circulation — y compris ceux de la zone métropolitaine et des visiteurs —, dans une ville qui conserve dans ses parties les plus centrales les traces de l'époque coloniale, avec toutes leurs réussites et tous leurs défauts, et après six ans pendant lesquels il ne fut pas ajouté le moindre prolongement au Métro qui ne comptait donc que 44 kilomètres, le transit et le transport public, avec tous leurs problèmes collatéraux, avaient provoqué, vers cette époque, une situation critique.

L'accumulation de véhicules non seulement se traduisait en désagréments et pertes économiques et de temps, mais également en bruit, gaspillage énergétique et détérioration du cadre ambiant. Le tableau reste incomplet si l'on ne mentionne pas que l'habitant de la ville de Mexico est loin d'être résigné ou complaisant devant ce qu'il considère comme un insuccès ou une omission de ses gouvernants. Il était, en somme, évident, au cours de ce mois de décembre 1976, que le moment était venu d'appliquer des mesures d'urgence, d'ouvrir au bistouri les vieux abcès tout en sachant fort bien que, quoi qu'on fasse, cela provoquera le cri de douleur et la protestation

du malade. Carlos Hank González, bien que jeune — 48 ans alors — arriva à cette charge avec une expérience politique et administrative remarquable. Membre éminent du Parti Révolutionnaire Institutionnel, Directeur Général de CONASUPO — entreprise d'Etat chargée de réglementer la distribution et les prix des articles de consommation populaire — il avait été, au cours du sexennat immédiatement antérieur, Gouverneur de l'Etat de Mexico, l'une des régions les plus peuplées de la République, qui entoure presque le District Fédéral et dont certaines municipalités se confondent déjà avec les faubourgs de la grande ville.

L'œuvre réalisée au cours de ses six années de gouvernement lui avait valu un tel prestige que nombre de politiciens estimaient qu'il n'oserait empoigner le bistouri et risquer ainsi, face à une ville toujours disposée à la controverse, ce prestige durement gagné. On espérait que les solutions proposées seraient superficielles, qu'elles serviraient seulement à accroître les sympathies déjà acquises au Professeur Hank González. On comprit vite que Hank González n'avait même pas envisagé la possibilité d'une telle stratégie. Son chef immédiat, le Président López Portillo, lui ordonna de s'attacher principalement à trois tâches :

a) La déconcentration de l'administration sur la base de la division déjà citée en Délégations Politiques auxquelles il a été accordé toujours plus d'autonomie, y compris l'autonomie économique;

- b) Le prolongement du Métro ;
- c) La poursuite de la construction du système de drainage.

Aucune de ces tâches ne devait avoir priorité sur les autres. Toutes devaient être entreprises simultanément et de façon intensive. Elles ne devaient pas non plus servir de prétexte pour

### Un système de viabilité donnant priorité au transport en commun

En 1977, le transport public, qui représente plus de 16 millions de voyages-personnes par jour, reposait encore sur un ancien système d'autobus, lents et fatigants, quelques centaines de trolleybus — à traction électrique — et de plusieurs douzaines de tramways qui couraient sur rails, quelques-uns d'entre eux ayant été acquis pendant les années prérévolutionnaires, au début du siècle.

Hank décida de restructurer de fond en comble le système des voies publiques et, dans le cadre du Plan Principal de Viabilité et Transport, il adopta les mesures suivantes :

- a) Doubler le réseau du Métro, en le prolongeant jusqu'aux centres manufacturiers et aux quartiers où vivent de grands noyaux d'ouvriers et d'employés.
- b) Convertir les avenues les plus passantes en voies rapides, c'est-à-dire en voies à circulation préférentielle le long desquelles les voitures pourraient circuler à une vitesse soutenue, avec un couloir exclusivement réservé aux véhicules de transport en commun.
- c) Augmenter le nombre de trolleybus qui, étant propulsés par l'énergie électrique, ne contaminent pas l'atmosphère et offrent beaucoup de places et de commodités.
- d) Construire des stationnements près des nouvelles stations du métro afin d'encourager les automobilistes à garer leurs véhicules et à dégager ainsi la voie publique.

La réalisation de ces plans aurait été facile si la ville avait été en cours de planification et de croissance. On aurait alors disposé du temps nécessaire pour exécuter ce plan par étapes. Mais il s'agissait de résoudre dans l'immédiat des problèmes anciens et complexes.

Le premier pas à franchir pour élargir les rues exigeait l'élimination des contre-allées afin de pouvoir leur donner un sens unique. Il fut nécessaire pour cela de déraciner quelques centaines d'arbres. Et c'est là que commencèrent les problèmes pour le gouvernement de la ville, car les habitants de ces quartiers, accoutumés à la verte beauté de leur environnement, entreprirent une série de protestations à laquelle participèrent aussi bien des enfants que les adultes.

On eut beau dire aux protestataires que ces

négliger le travail normal (quoique dans cette ville monstrueuse même ce qui est normal n'est pas normal) de tout gouvernement comme la construction d'écoles, de parcs, d'hôpitaux et édifices publics, l'amélioration des corps de sécurité, la prolongation des réseaux d'eau potable et des égouts, la lutte contre la contamination, la protection de la zone historique de la ville, etc.

arbres ne seraient pas inutilisés, mais qu'ils seraient replantés par des spécialistes dans des parcs à la végétation rare ; que les trottoirs des voies directes seraient plantés d'arbres et que, à une date prochaine, serait lancée une campagne gigantesque pour arboriser toute la ville et ses environs ; les protestations redoublèrent.

Mais le moment le plus bas dans l'échelle de la popularité n'avait pas encore été atteint pour le Chef du Département. Ce moment arriva quand des milliers de travailleurs commencèrent à détruire les trottoirs et à ôter les vieux réverbères. Traverser le centre de la ville devint un martyre pour des dizaines de milliers de citoyens. Beaucoup d'entre eux reprochèrent à Hank de vouloir faire tout à la fois et déclarèrent qu'il aurait fallu d'abord s'attacher au prolongement du métro et ensuite à la construction des voies rapides, une à la fois.

Dans cette atmosphère d'agitation générale, seul le Président López Portillo et Hank lui-même gardèrent leur calme. L'un et l'autre avaient une idée précise de ce qu'ils comptaient faire, des buts qu'ils voulaient atteindre et des résultats qu'ils en espéraient.

Le travail dura pendant toute l'année 1978 et, au commencement de 1979, Hank fixa au 23 juin la date d'ouverture au public des premiers 133 kilomètres de voies rapides.

Alors les citoyens commencèrent à comprendre que ces voies rapides n'étaient pas des rues comme les autres. Les trottoirs avaient été élargis et on avait planté à leur centre des arbres et des fleurs. Ce n'était pas l'automobile qui était le vainqueur de cette bataille, mais le piéton. Les réverbères furent remplacés par ce que les techniciens appellent des « meubles urbains » une colonne solide qui sert à la fois pour l'éclairage, la signalisation du trafic, et qui comporte dans sa partie inférieure une cabine téléphonique, une boîte à lettres, un récipient destiné à recevoir les ordures et, dans certains cas, un plan du quartier.

---

*Des voies à plusieurs niveaux - voies surélevées et souterraines - ont été construites aux points névralgiques du trafic de la capitale. Au premier plan : La Diane Chasserresse. Au fond, le Château de Chapultepec et son bois légendaire.*





*Le fameux Paseo de la Reforma, et, au fond, l'Ange de l'Indépendance. Photo prise le dimanche au début de la matinée.*

La physionomie de la ville avait changé et le transit commençait à récupérer une fluidité qui avait disparu depuis plusieurs années. Les sceptiques eux-mêmes changèrent alors leurs batteries et ils se limitèrent à parier que les travaux ne seraient pas terminés à la date fixée. Mais les travaux furent terminés. Et aussitôt les critiques s'étant transformées en éloges, on commença une nouvelle série de voies directes, hors du centre maintenant, puisque le programme prévoit la construction de trente-quatre de ces voies, d'une étendue totale de 500 kilomètres.

Presque en même temps les premières stations nouvelles du métro commencèrent à être terminées. Jusqu'en 1976 le métro comptait trois lignes dont une de 5,7 km seulement, Celle-ci fut portée

### **Les égoûts, remarquable réalisation du Génie civil mexicain**

La grande Révolution que Carlos Hank a porté dans la vie publique aurait rendu fous les habitants de la capitale s'ils avaient pu voir, grâce au rayon X ou à quelque autre mécanisme de science-fiction, ce qui se passait dans le sous-sol de la ville tandis que, au-dessus, on dépavait et on transplantait des arbres par milliers.

Car, en même temps que l'on travaillait à la surface, d'autres nombreuses équipes d'ouvriers continuaient — et continuent — à bien des mètres de profondeur, à gratter les entrailles de la terre pour prolonger le système des égoûts. Ce système a pour objet de prévenir les inondations dans la ville et d'assurer l'écoulement rapide des eaux d'égoût et de pluie.

Mexico se trouve à 2 230 mètres d'altitude au-

à 15,1 km et le jour de son inauguration, le Président ordonna de la continuer jusqu'à la Cité Universitaire.

Actuellement, on travaille à la construction de la ligne 4, de 10,37 km de long, qui sera terminée au début de 1982, avec deux stations souterraines et huit en superficie, de la ligne 5, longue de 14,26 km qui sera terminée au début de 1982 et qui comptera quatre stations souterraines et huit en superficie, et enfin de la ligne 6, de 8,36 km, qui comportera une station en superficie et six souterraines.

Lorsque José López Portillo quittera le pouvoir le 1<sup>er</sup> décembre 1982, le métro mesurera 85 km de long, c'est-à-dire le double de sa longueur de 1976, et il pourra transporter 5 millions de passagers par jour.

dessus du niveau de la mer et les inondations ont été son problème principal depuis l'époque pré-colombienne.

En 1967, il fut décidé de construire un système qui éliminerait complètement et définitivement ce danger et on entreprit la construction d'un tunnel de vastes proportions qui traverse pratiquement la ville en sous-sol, sur une longueur qui atteindra 136 km.

Lorsque López Portillo prit en charge le Gouvernement Fédéral on avait progressé de 68 km. D'ici à 1982 la longueur aura été augmentée de 21,6 km et l'ensemble du travail de maçonnerie sera terminé.

Les ingénieurs mexicains montrent à leurs visiteurs les égoûts avec une légitime fierté. Pour

la construction du canal central et des intercepteurs, 3 millions 500 mille mètres cubes ont été creusés. Un million 200 mille tonnes de béton ont été utilisées pour la construction du tunnel qui est certainement le plus long du monde. On peut y circuler dans n'importe quel véhicule. Dans le canal central le diamètre atteint 6,5 mètres, de sorte que le camion le plus grand paraît petit à l'intérieur.

Les voies d'air — excavations verticales de 6 ou 9 mètres de diamètre par lesquelles on introduit l'équipement et on extrait l'eau et le matériel — atteignent jusqu'à 240 mètres de profondeur. Cela oblige, naturellement, à avoir un soin spécial des ouvriers, qui travaillent pendant de courtes périodes, respirent de l'air conditionné et

sont soumis à un contrôle médical constant.

Bien que le travail ait été commencé en utilisant les techniques traditionnelles, les ingénieurs mexicains découvrirent vite qu'il était nécessaire de les modifier, et même de créer des techniques spéciales, car le sol présente des caractéristiques très particulières. Dans sa plus grande partie, il s'agit d'argile contenant environ 70 % d'eau, ce qui rend les excavations difficiles et dangereuses. Cet exploit atteindra son sommet lorsque le système se mettra en marche — il s'est mis partiellement en marche au rythme des progrès réalisés — et quand il aura atteint une capacité d'écoulement de 200 mètres à la seconde, très supérieure à celle qui a été nécessaire dans les moments de plus grande urgence.

### Tout se fait à la mesure de la ville

Hank González est un homme politique qui fait tout à la mesure de la ville, c'est-à-dire en grand. La campagne de reboisement promise, commencée en 1979, avance fermement vers un horizon de 119 millions d'arbres. De ceux-ci, 105 viendront renforcer la « ceinture verte » qui entoure la ville.

Dans un temps non éloigné, le District Fédéral était environné de végétation. L'érosion, l'excès de pâturage, la coupe immodérée et les maladies de la végétation éliminèrent les forêts et détruisirent la faune originelle de la région ainsi que les sources. Brusquement, comme s'ils s'étaient soudain éveillés d'un songe, les habitants de la capitale s'aperçurent que le climat changeait. Les tempêtes de neige et les tourbillons diminuaient et le régime des pluies s'était altéré. L'un des objectifs du reboisement est de rétablir l'ancien climat et ses conséquences bienfaites aux points de vue de la salubrité, de l'esthétique, de l'écologie et du renouvellement des nappes d'eau.

Mais il n'y a pas un gouvernement au monde, pour grandes que soient ses ressources économiques, qui puisse rétribuer la main-d'œuvre nécessaire à la plantation de 119 millions d'arbres. Hank, pour se procurer des bras, demanda le concours de tous les habitants de la ville. En commençant par les soldats de l'Armée nationale. Les groupes de service social, les syndicats, les enfants des écoles, les associations de professionnels, le peuple en général s'est voué avec enthousiasme, parfois en compétition ouverte entre Délégations, à planter des arbres sous la direction des techniciens.

En mars de cette année, tous les habitants ont élu un comité dans chacun des îlots d'immeubles qui forment la ville (environ 40 000). Ce fut étonnant de voir la mobilisation de millions d'hommes et de femmes engagés dans la conquête d'une

charge pour laquelle il n'y a pas de rétribution pécuniaire mais la possibilité de participer à des tâches publiques.

Ensuite les chefs d'îlots se réunirent et nommèrent un Comité de quartier ou de colonie ; les chefs de ceux-ci, à leur tour, désignèrent un Conseil d'habitants pour chaque Délégation. Et les présidents des Comités font partie du Conseil Consultatif de la Ville pour une durée de trois ans. Leur mission consiste à recueillir et à analyser les suggestions et les idées des habitants, tendant à résoudre des problèmes spécifiques, à appliquer correctement les budgets et enfin à réorienter les actes des Pouvoirs publics.

Tous sont des organes de collaboration citadine de quartier, selon la dénomination que leur donne la Loi Organique du Département du D.F.

Cette structure démontra son efficacité au cours des recensements nationaux réalisés cette année, et elle est prête à collaborer à l'élaboration des listes électorales pour les élections de 1982.

Dans leurs quartiers, les comités d'îlots d'habitations comptent sur le concours, en fin de semaine, de techniciens et d'ouvriers qui travaillent sans recevoir de salaire, à de petits travaux au bénéfice de la communauté. Hank est convaincu que la véritable richesse de la ville sont les êtres humains qui l'habitent. Avec un imperturbable sourire, chaque fois qu'on lui parle de ce sujet, il commente :

*« On parle du miracle japonais, du miracle allemand... Ce sont des miracles, bien sûr. Ils méritent des applaudissements. Mais nous les Mexicains ne sommes-nous pas aussi patriotes et aussi décidés que les hommes et les femmes de ces pays et des autres ? Pourquoi pas un miracle mexicain ? »*

La transformation de cette énorme, belle, passionnante ville mexicaine semble appelée à démontrer le bien-fondé de sa thèse.

# La Résurrection du Grand Temple des Aztèques

Des travaux entrepris sur la place de la Constitution (El Zócalo), de Mexico, au coin des rues de Guatemala et d'Argentine, ont permis de découvrir, le 28 février 1978 le plus important monolithe de la culture aztèque connu jusqu'à ce jour: la Coyolxauhqui (celle qui porte un masque avec des grelots), la Lune, la déesse sœur de Huitzilopochtli et par lui décapitée sur le Mont Coatépec, pour protéger Coatlicue, leur commune mère. Ce bas relief a été découvert dans les ruines de ce qui fut le Temple Majeur des Aztèques, au pied du petit escalier qui monte vers l'autel dédié à Huitzilopochtli. Les fouilles ont permis de déterminer les cinq étapes de la construction du Temple, qui correspondent à autant d'époques de l'Histoire des Aztèques.

Dans le Grand Temple, dont les constructions de la dernière étape ont été détruites un peu après 1521 par les Conquistadores Espagnols, on a trouvé plus de 60 offrandes et environ 4 000 objets. Nombre d'entre eux constituent des pièces maîtresses de la sculpture de l'Ancien Mexique.

Les fouilles du Grand Temple seront terminées au début de l'année 1981. Cette zone archéologique constituera un Centre Culturel où l'Université Nationale Autonome de la Ville de Mexico disposera de deux musées, l'un consacré à l'art préhispanique qui exposera les pièces découvertes dans le Grand Temple, et un second consacré à l'époque coloniale où l'on verra notamment des gravures du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, des objets d'art religieux et des gravures et documents relatifs à l'imprimerie fondée en 1539 à Mexico, la première en date des imprimeries du Nouveau Monde.

Cette zone archéologique trouvera son prolongement dans le Centre Historique de la Ville de Mexico créé en avril 1980 par un décret du Président José López Portillo. En vertu de ce texte, 1 482 édifices construits entre l'époque coloniale et le XIX<sup>e</sup> siècle, seront désormais protégés; 260 d'entre eux sont déjà en cours de restauration. Quelques-unes des places les plus importantes du centre de la ville sont incluses dans le périmètre des travaux de restauration.



*Bas-relief de COYOLXAUHQUI. Culture mexica. Post-classique tardif. Diamètre : 3,25 m en longueur et 2,95 m en largeur. Epaisseur : 30 à 35 cm.*

(Photo: Fernando Robles.)

L'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire, organisme qui dépend du Gouvernement mexicain et qui a pour tâche l'étude, la conservation et la restauration des monuments préhispaniques, historiques et coloniaux éditera, au début de l'année prochaine, un ouvrage comportant des textes de Rubén Bonifaz

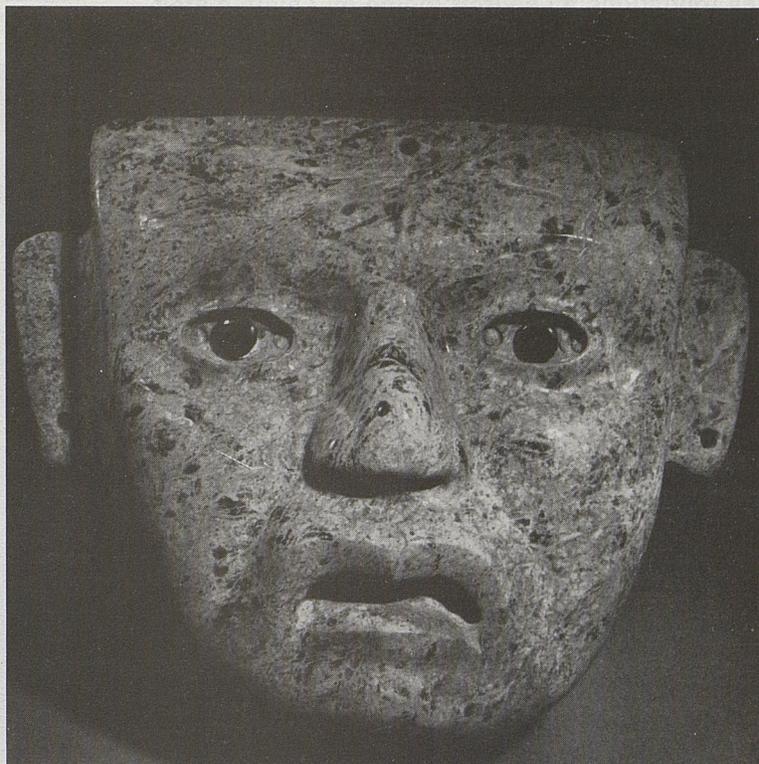
Nuno et des photographies de Fernando Robles, ainsi qu'un document en náhuatl relatif au mythe de la Coyolxauhqui, traduit par Miguel León Portilla.

Nous reproduisons ci-contre quelques pages de l'introduction de Rubén Bonifaz Nuño.

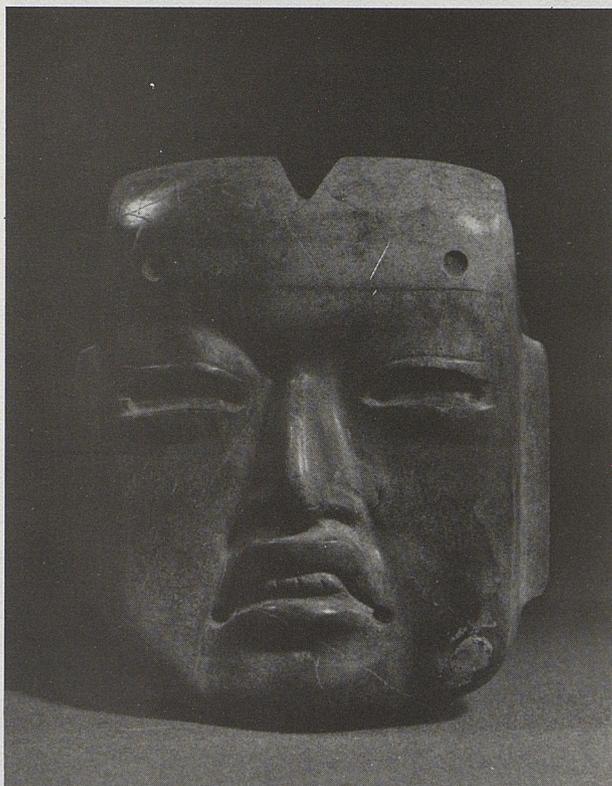
# LA CITÉ ET LE TEMPLE

(1)

par Rubén BONIFAZ NUÑO



*Trouvé dans les ruines du Temple (offrande n° 20). Masque humain. Pierre verte 20 cm de haut. Culture de Teotihuacán. Pré-classique (photo F. Robles).*



*Autre pièce maitresse mise à jour au cours des fouilles du Zócalo (place de la Constitution). Masque humain. Pierre verte, 10,2 cm de haut. Offrande n° 20. Culture Olmèque. Pré-classique (photo F. Robles).*

Ils l'aperçurent de loin. Après d'interminables pérégrinations, de longues années de famine et d'infortune, d'humiliations et de mépris, ils surent qu'ils étaient parvenus à l'instant choisi par la divinité. Parmi les cannes et les joncs, ils firent halte au bord de l'eau, pour la contempler.

Là-bas sur un îlot, son nid de plumes étincelait comme des gemmes rouges et azurées. Et elle inclina également la tête pour les dévisager.

Un figuier de Barbarie prenait racine dans un roc, sur l'île au milieu des flots. Dressé sur un cochenillier, les ailes entrouvertes, l'aigle fatal dévorait la chair d'un serpent. Alors, ils comprirent qu'ils avaient atteint le lieu mérité. Cependant, leur tâche n'était pas encore accomplie.

Comme la pointe de la racine d'un arbre immense, le premier temple de la divinité creusa

(1) L'abondance des articles nous oblige à remettre au prochain numéro de la revue « Nouvelles du Mexique » la suite du texte de Rubén Bonifaz Nuño ainsi qu'un document sur le mythe de la Coyolxauhqui, traduit du Náhuatl par le Professeur Miguel León Portilla.

ses fondations à l'endroit même où l'aigle s'était posé. Ce premier abri était dépouillé et sans autre robustesse que celle offerte par l'espoir en la venue des siècles futurs, cet espoir qui allait prendre forme grâce à l'orgueilleuse volonté de conquérir une place et un nom dans le monde.

A la manière d'ondes musicales concentriques et s'amplifiant, les assises de la cité s'étendirent aux alentours du temple. Et nourrie des sons de l'ineffable mélodie qui régnait depuis toujours sur ces terres aquatiques, elle se mit à éclore d'entre les mains des hommes, en même temps que s'accroissait leur puissance, grandissant en vertu, en splendeur et en prestige, à partir du noyau irradiant constitué par la racine de ce temple fragile.

Et le temple, comme le tronc d'un arbre, se développait au fil des siècles, par l'adjonction de nouveaux étages, de plus en plus robustes, et plus inexpugnables. De l'Orient à l'Occident et de la terre au ciel, il crût en importance, en force et en somptuosité, à l'égal de bastions ou de forteresses royales. En son sommet il arborait deux chapelle contiguës, dont la taille surpassait de beaucoup celle des chapelles proches et lointaines. Et dans ces deux édifices, dont le seuil ne se pouvait franchir que vers le point du jour, fut consacrée l'union de l'eau et du feu, les grands principes de la création.

### Les deux divinités complémentaires

En ces temps de genèse et de combats floraux, les figures des deux divinités complémentaires les habitèrent : Tlaloc et Huitzilopochtli, et ce dernier, grâce aux pouvoirs de son esprit et de son cœur, réussit à s'assurer la soumission de tous. Au pied des autels, les perrons mystiques furent fréquemment empourprés par le sang d'hommes transmués en divinités, frappés par le choc de leurs corps meurtris.

La guerre divine favorisa son essor ; la guerre étrangère le détruisit. De très loin au-delà des mers lui parvint la ruine, cuirassée de maladies, de cultes et de fer.

Et le temple et la cité, ancrés dans la musique, furent arrachés de la surface de la terre en ce qu'ils avaient de perceptible au regard. D'autres demeures et d'autres temples offrirent asile à des hommes différents et à des divinités inconnues.

Mais sous la terre, à l'endroit du rocher, du figuier de Barbarie et de l'aigle, les rythmiques



*Figurine masculine. Pierre verte. 37,6 cm de haut. Offrande n° 20. Occident du Mexique. Post-classique tardif. (photo F. Robles).*

originelles de la vie primitive, la semence immortelle de cette musique demeurèrent vivaces. Et là, en ce lieu, ils espérèrent en quelque chose qui résonnerait comme un appel : le signe de ce destin qui tant de fois, peut-être pour ne pas trop assombrir l'illusion des hommes, se coule dans les voix déconcertantes du hasard.

*Traduit de l'espagnol  
par Priscilla ALBRECHT.)*

(1) Sous-titre de la Rédaction.

# LE MEXIQUE DANS LE MONDE

## La coopération économique entre la France et le Mexique



*L'Aigle et le Serpent sur les Champs-Élysées.*

(Photo Actualités Photographiques Parisiennes.)

Les relations économiques entre le Mexique et la France ont reçu une impulsion nouvelle avec la visite officielle du Président José López Portillo, du 16 au 19 mai de l'année en cours. Le voyage en France du Chef d'Etat mexicain a fait partie d'une tournée qui comprenait également la République Fédérale d'Allemagne et la Suède.

Le Président López Portillo a souligné, dès le début de sa visite, que la France occupe une place spéciale dans les relations extérieures du Mexique, par l'amitié traditionnelle qui unit les deux pays, par l'effort commun pour exercer une politique indépendante face aux grandes puissances et par la complémentarité des économies mexicaine et française. De ce point de vue le

Mexique a déjà fait un effort considérable et cherche à obtenir que le gouvernement français réalise un effort semblable.

Au cours des différentes réunions de travail et entrevues privées qu'ils ont eues, les Présidents du Mexique et de la France ont mis l'accent sur la nécessité de rétablir l'équilibre de la balance commerciale entre les deux pays, qui a été jusqu'ici déficitaire pour le Mexique. On connaît la politique mexicaine qui consiste à ne pas inclure les ventes de pétrole dans les exportations normales, car le gouvernement du Mexique considère que, dans les transactions pétrolières, l'acheteur est plus favorisé que le vendeur. Par conséquent, les deux Chefs d'Etat se sont proposé de développer les exportations

A droite : Arrivée  
du Président  
López Portillo  
à l'aéroport d'Orly.  
16 mai 1980.  
Les deux Chefs d'Etat  
écoutent les hymnes  
nationaux face au  
détachement qui  
rend les honneurs.  
(Photo A.P.P.)



En bas : Le Président  
José López Portillo  
à l'Arc de Triomphe.  
(Photo A.P.P.)



mexicaines de manufactures et semifactures, de promouvoir les projets communs d'investissement et d'intensifier la coopération technologique.

Les deux Présidents ont constaté que, pour mieux bénéficier de la complémentarité économique du Mexique et de la France, les relations entre les deux pays doivent être basées sur le principe de la réciprocité dans les avantages globaux que chacun d'eux accorde à l'autre, en tenant compte du degré relatif de développement économique des deux pays, puisque le traitement égal entre inégaux est injuste. Pour cela, les deux Présidents se sont engagés à conclure un accord de coopération économique qui couvre les domaines des investissements conjoints, du commerce, du transfert de technologie, de la formation de personnel et du financement.

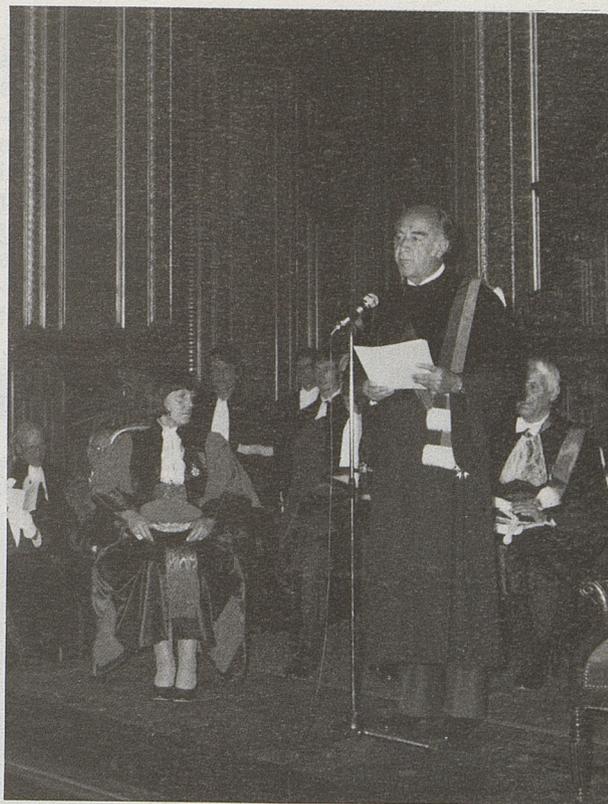
Cet accord permettra d'établir des zones de coopération qui comportent des avantages réciproques pour le Mexique et la France telles que : transport urbain et ferroviaire, télécommunications, industrie d'automoteurs et de pièces détachées, chimie et pétrochimie, minerais et métallurgie, sidérurgie, énergie nucléaire, et énergies renouvelables, équipements pétroliers, infrastructure portuaire et pêche.

Un élément important dans le schéma de coopération globale entre les deux pays, est le contrat établi entre PEMEX et la Compagnie Française des Pétroles (C.F.P.). En vertu de cet accord, la C.F.P. reçoit 100.000 barils par jour de pétrole brut à partir de 1980.

Parmi les résultats de la visite en France du Président López Portillo, il faut signaler un nouvel accord entre le Conseil National de Science et Technologie et le Bureau de la Recherche Scientifique et Technique d'Outremer, ainsi que les différents accords dans les domaines scientifiques agricoles, agro-alimentaires, de planification, d'aménagement du territoire et d'océanographie biologique.

En plus de leurs relations bilatérales, les Présidents ont examiné l'évolution de l'économie internationale, qu'ils ont considérée comme inquiétante du fait de l'inflation, du chômage, du désordre monétaire, du déséquilibre extérieur et de l'endettement des pays pauvres. Le Chef de l'Etat mexicain a signalé que les solutions de ces problèmes ne se trouvent ni dans le néomercantilisme, ni dans l'établissement de barrières de protection, ni dans la pensée économique du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le Président du Mexique a insisté, de même, sur l'élimination des points de vue nationalistes



*En haut : Le Président José López Portillo est reçu docteur « Honoris Causa » en Sciences politiques et juridiques, au cours d'une cérémonie à l'Université de Paris I. Panthéon-Sorbonne, dans la matinée du samedi 17 mai 1980. (Photo A.P.P.)*

*A gauche : déjeuner offert au Pré-Catelan par le Président et Madame López Portillo en l'honneur du Président de la République française et de Madame Giscard d'Estaing. Samedi 17 mai 1980. (Photo A.P.P.)*

dans l'examen des problèmes économiques, ainsi que sur la nécessité de limiter l'action des compagnies transnationales, qui assument les activités économiques avec une grande efficacité, mais dans une irresponsabilité sociale absolue, et sans aucun accord avec le pays qui les reçoit et parfois, avec le pays dont ils sont originaires. Du point de vue du gouvernement mexicain, le principe qui doit régir les relations économiques internationales est la responsabilité que tous les pays doivent assumer quant au sort des plus désavantagés.

Les deux Chefs d'Etat ont reconnu que la prospérité économique et la paix mondiale sont inséparables. Pour cela, ils ont souligné l'obligation d'assurer une plus grande activité économique, qui permette le développement des pays pauvres et la meilleure adaptation de leur capacité productive à la demande des économies industrialisées.

L'une des conditions pour assurer le développement harmonieux de l'économie mondiale est

l'utilisation rationnelle des énergétiques ; c'est ce qu'a fait ressortir le Président du Mexique en proposant le Plan Mondial d'Energie à la XXXIV<sup>e</sup> Assemblée Générale des Nations Unies. Le Président français a donné son appui total à cette initiative mexicaine qui a pour objet de rationaliser l'exploration, la production, la distribution, la commercialisation et la consommation d'hydrocarbures, ainsi que de développer l'usage d'énergies alternatives.

La visite du Président López Portillo en France, qui a correspondu au voyage que le Président Giscard d'Estaing a fait au Mexique en 1979, a ainsi amplifié les perspectives de la coopération bilatérale et a permis de mieux les orienter vers une conception globale et à long terme. Les échanges entre les deux pays seront renforcés par l'établissement de l'accord général de coopération économique, qui sera discuté au cours de la réunion de la Commission Mixte Economique Mexique-France dans les premiers mois de 1981.



*Au foyer de l'Opéra de Paris dans la soirée du 17 mai 1980.  
(photo A.P.P.)*

# PRÉSENCE DU MEXIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

La diplomatie mexicaine a été extrêmement active dans les pays latino-américains au cours de l'année 1980. Le souci du Mexique d'appuyer tous les efforts tendant vers l'intégration économique latino-américaine s'est manifesté à maintes reprises, notamment par les propositions concrètes présentées lors de la VI<sup>e</sup> réunion du Conseil du Système Economique Latino-américain (SELA), et par l'active participation de la délégation mexicaine aux travaux de la conférence réunie en juin 1980 à Acapulco en vue de forger un nouveau schéma d'intégration destiné à remplacer les structures caduques de l'A.L.A.L.C. (1) — Association Latine américaine de libre échange —. Cette dix-neuvième Conférence Extraordinaire des onze pays signataires du Traité de Montevideo, décida, le 27 juin, de mettre fin à l'existence de l'A.L.A.L.C. et de donner naissance à un nouvel organisme, l'A.L.A.D.I. (Association latino-américaine d'intégration), dont les structures plus souples et mieux adaptées aux réalités nouvelles devraient permettre d'accroître les échanges commerciaux et d'accroître la coopération économique et technique entre les pays latino-américains.

## Costa-Rica = Convergences démocratiques

La tournée d'amitié réalisée du 25 juillet au 3 août 1980 par le Président José López Portillo dans divers pays d'Amérique Latine constitue une nouvelle preuve du dynamisme de la politique extérieure mexicaine et de son souci de resserrer les liens entre les nations latino-américaines, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique, dans un esprit de pluralisme, c'est-à-dire sans tenir compte des divergences profon-

(1) Le traité de Montevideo instituant l'Association latino-américaine de Libre Echange a été signé en 1960 par un pays d'Amérique du Nord — le Mexique — et sept pays d'Amérique du Sud ; l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay. Par la suite, trois autres nations d'Amérique du Sud, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela devaient adhérer à l'organisation.



*Une commune vocation démocratique et pacifique : le Président José López Portillo remet au Président du Costa-Rica, M. Rodrigo Carazo Odio le collier de l'ordre de l'Aigle Aztèque.*

des que l'on constate entre les systèmes politiques et les idéologies qui prévalent dans les divers pays de la région.

La relation entre le Mexique et le Costa-Rica, premier pays visité par le Président López Portillo, du 25 au 27 juillet, se caractérise non certes par les divergences mais au contraire par les convergences. De fait, le Chef d'Etat mexicain, dès son arrivée à San José, et son homologue costa-ricain, M. Rodrigo Carazo Odio venu l'accueillir à l'aéroport Juan Santamaria, ont mis l'accent sur la commune vocation démocratique et pacifique des deux pays. Au cours des deux journées de son séjour à San José, le Président mexicain eut plusieurs entretiens de travail avec le Président costa-ricain, participa à diverses cérémonies, visita des installations industrielles, reçut à l'Université de Costa Rica le titre de « visiteur distingué » et présida un déjeuner offert en son honneur par des hommes d'affaires mexicains et costa-ricains.

Les deux pays s'efforceront, en collaboration avec d'autres pays de la ré-

gion, de faire prévaloir une solution équitable en ce qui concerne la pêche, la conservation du thon dans l'Océan Pacifique et le respect souverain des droits des peuples riverains dans la zone économique maritime de 200 milles marins. Les deux présidents décidèrent également de développer les relations bilatérales entre leurs pays respectifs dans tous les domaines : coopération économique, échanges commerciaux et culturels. En matière de coopération scientifique et technologique, les deux pays décidèrent de mettre en œuvre 18 projets dans les domaines de la formation coopérative, des contrôles de qualité et de l'usage potentiel des sols, de la commercialisation des ressources naturelles, de l'aquaculture, de l'information et de la documentation agricoles, de l'industrie électrique, de la planification régionale et urbaine, de la politique du logement, de la qualité de l'eau, de la météorologie, de l'administration publique, de la formation des spécialistes de l'océanographie, etc. Pemex apportera son assistance technique en vue de la prospection de gisements pétroliers en

territoire costa-ricain. Trois accords ont été signés entre les deux pays à l'occasion de la visite du Président José López Portillo. Le premier porte sur la coopération touristique. Le second prévoit un échange d'expériences en matière de bien-être social entre le Système National pour le Développement Intégral de la Famille (D.I.F.) du Mexique et deux organismes similaires du Costa-Rica. Le troisième accord établit une coopération en vue de la formation de techniciens entre le Conseil National de Sciences et Technologie (C.O.N.A.C.Y.T.) du Mexique et le Conseil National de Recherches Scientifiques et Technologiques du Costa-Rica.

### **Brésil : dialogue constructif**

Le dimanche 27 juillet 1980, après une escale technique à Panama, qui lui permit de s'entretenir avec le Président panaméen M. Aristides Royo, le Président José López Portillo aborda le territoire brésilien à Manaus, au cœur de la forêt amazonienne, où il fut reçu par le Gouverneur de l'Etat, J. José Lindoso. La visite officielle commença le lundi 28 juillet à l'aéroport de Brasilia, où le Président et Madame López Portillo furent accueillis par le Président du Brésil, M. João Baptista de Oliveira Figueiredo, sa famille et les membres de son gouvernement. Dans l'après-midi de ce même jour, les deux Chefs d'Etat eurent leur premier entretien de travail au Palais de Planalto. Le soir, à l'occasion du dîner offert en l'honneur de ses hôtes mexicains, le Président du Brésil se prononça très nettement en faveur d'une collaboration mexicano-brésilienne : « L'Histoire — dit-il — nous invite à une coopération dynamique entre nos deux pays ».

Le lendemain, le Président López Portillo visita une ferme modèle de l'entreprise brésilienne de recherches agricoles, dont le directeur lui exposa les grandes lignes d'un programme mexicano-brésilien de recherches communes actuellement en cours d'exécution. Reçu tour à tour au Sénat Fédéral puis à la Chambre des Députés, le Président du Mexique se rendit ensuite à l'Université de Brasilia, où lui fut décerné le titre de docteur *honoris causa*.

Après un déjeuner de travail avec des hommes d'affaires brésiliens et mexicains, un second entretien entre les deux Chefs d'Etat fut suivi de la signature du communiqué conjoint et d'une conférence de presse, au cours de laquelle le Président López Portillo annonça qu'en 1981 le volume des exportations de pétrole mexicain à destination du Brésil passera de 20.000 à 50.000 barils par jour.

Le 30 juillet, dernière journée de leur voyage officiel au Brésil, le président et Madame López Portillo se



*Une coopération dynamique : le Président du Mexique accueilli à l'aéroport de Brasilia par le Président du Brésil, M. João Baptista de Oliveira Figueiredo.*

*Le droit des peuples à choisir leur forme de gouvernement : Le Président du Mexique en compagnie du Président Fidel Castro.*



*Enthousiasme populaire à l'arrivée du Président José López Portillo, à Managua, Nicaragua.*

rendirent à Sao Paulo, où ils furent reçus par le Gouverneur M. Paulo Salim Maluf et où le Chef d'Etat mexicain eut des entretiens avec les représentants d'affaires de cette importante métropole industrielle et commerciale.

Les résultats de la visite au Brésil du Président José López Portillo ont été très importants. Sur le plan politique, dans le cadre du traité mexicano-brésilien du 18 janvier 1978, des consultations auront lieu entre les deux ministères des Affaires étrangères, au moins une fois l'an et chaque fois que l'actualité le conseillera. Les deux pays élaboreront un schéma global de relation économique bilatérale comprenant des projets conjoints de coopération notamment dans les secteurs des mines et de la métallurgie, du pétrole et de la pétrochimie, de l'agro-industrie et des industries de biens de capital. Le Brésil exportera vers le Mexique, entre autres produits, des minerais de fer et de bauxite et fournira en outre une assistance technique en vue de la recherche de bauxite en territoire mexicain. Pour sa part, le Mexique, qui importera du Brésil des aliments de base, en particulier du soja et du sucre, fournira en échange du pétrole, du cuivre, du zinc et du soufre, ainsi qu'une assistance technique pour l'exploration de gisements de soufre en terre brésilienne. En vue de faciliter les échanges mexicano-brésiliens, les deux gouvernements s'attacheront à développer les transports maritimes entre les deux pays. Une importante ligne de crédit a été ouverte à Nafinsa en vue de l'acquisition de bateaux brésiliens. Le Comité patronal mexicano-brésilien (secteur privé) a étudié nombre de projets de complémentarité industrielle et commerciale. Un accord de coopération culturelle et éducative a été signé ainsi qu'un programme de coopération entre le C.O.N.A.C.Y.T. mexicain et l'organisme similaire du Brésil, un accord postal, un accord entre **Azufretera Panamericana, S.A.** et l'organisme brésilien **Petrobras Mineração** pour l'exploration et l'exploitation de gisements de soufre au Brésil, et deux autres accords portant respectivement sur la coopération touristique et sur le fonctionnement de la Commission Mixte de Coordination mexicano-brésilienne.

### **CUBA : Le droit des peuples à choisir leur système de gouvernement**

En quittant le Brésil, dans la soirée du 30 juillet, le Président José López Portillo, sa famille et sa suite, firent escale à Maiquetia, Venezuela, Simple escale technique, mais d'une extrême importance, puisque le Chef d'Etat



*Solidarité latino-américaine : le Président du Mexique M. Luis Herrera Campins, Président du Venezuela signe aux côtés du Président du Costa-Rica, l'accord qui garantit des fournitures de pétrole aux pays d'Amérique Centrale et de la Mer des Caraïbes. A la droite de M. López Portillo, le Chancelier mexicain, M. Jorge Castañeda.*

mexicain put s'entretenir avec le Président vénézuélien, M. Luis Herrera Campins, et mettre au point avec lui, à la Résidence présidentielle de La Guzmanía, le programme de coopération mexicano-vénézuélien pour la fourniture de pétrole, dans des conditions privilégiées, aux nations de l'Amérique Centrale et de la Mer des Caraïbes.

Arrivé le 31 juillet au matin à La Havane, le Président du Mexique, accueilli à l'aéroport par le Commandant Fidel Castro, fut acclamé avec enthousiasme par la population tout au long du parcours de 17 km, qui sépare l'aéroport du centre de la ville. Dans l'après-midi, après un premier entretien de travail avec Fidel Castro, le Président du Mexique reçut des mains de ce dernier la Médaille d'or de l'Ordre national de José Martí.

Le Président José López Portillo passa la journée du lendemain dans l'île del Cayo en tête à tête avec Fidel Castro. La première partie de la journée du samedi 2 août fut consacrée aux enfants : visite au campement de pionniers où le Chef d'Etat mexicain fut applaudi par 15.000 enfants, puis au Palais des pionniers, centre de formation scientifique, technique et artistique pour les enfants cubains. En fin d'après-midi, sur la place José Martí, les deux Chefs d'Etat prirent la parole en présence d'une foule évaluée à un million de personnes. Rappelant que le Mexique n'a jamais accepté de rompre les relations avec Cuba, Fidel Castro a déclaré : « **Dans le domaine international, le Mexique est un défenseur de la paix et de la collaboration entre les peuples** ».

Pour sa part, le Président José López Portillo, dans un discours interrompu à 23 reprises par les acclamations de la multitude, a traité deux thèmes essentiels. Sur le plan politique, la souveraineté des nations, le droit d'autodétermination des peuples, la liberté essentielle et inaliénable de tous les peuples d'être et de demeurer eux-mêmes, de choisir leur forme de gouvernement, sans aucune pression étrangère. « **Pour cette raison — déclara le Chef d'Etat mexicain — nous réproprons, nous condamnons, nous combattons toute forme de bipolarisme ainsi que les zones d'influences de toutes les hégémonies** ». Sur le plan économique, le Président López Portillo a affirmé : « **le droit de tous les peuples à disposer de leurs ressources naturelles** ».

Le communiqué conjoint publié à la fin de cette journée du 2 août et la conférence de presse donnée dans la matinée du lendemain par le Président López Portillo, avant de quitter le territoire cubain, résumait les résultats acquis au cours de ces trois jours d'entretiens. Le Mexique se prononce nettement en faveur de la fin du blocus imposé à Cuba et du retour à ce pays de la base naval de Guantánamo. Les deux pays créent un mécanisme de consultation politique au niveau des ministères des Affaires étrangères. Afin d'accroître le volume des échanges cubains, un groupe de travail pour le Commerce extérieur est institué avec le concours de représentants des ministères du Commerce des deux pays. Pemex apportera une assistance technique pour l'exploration pétrolière en territoire cubain et, de son côté,

Cuba fournira également une assistance technique pour le développement de l'industrie sucrière au Mexique. Un accord de coopération touristique prévoit une assistance technique mexicaine pour le développement du tourisme cubain. Deux autres accords de coopération ont également été conclus en matière de recherches sur les cultures tropicales et de législation du travail. Les deux Chefs d'Etat ont, en outre, décidé de renouveler l'accord mexicano-cubain pour la répression de la piraterie aérienne.

### **Pétrole : la responsabilité des pays producteurs n'est pas un vain mot**

En quittant Cuba, le Président du Mexique devait retrouver, au Costa-Rica, le Président vénézuélien, M. Herrera Campins, aux côtés du Chef d'Etat costa-ricain, M. Ricardo Carazo Odio, en vue de signer l'accord prévoyant des fournitures de pétrole dans des conditions privilégiées aux pays d'Amérique centrale et de la mer des Caraïbes. Cet accord met en application une notion introduite par le Président López Portillo dans son Plan Mondial de l'Energie (1) : celle de la responsabilité des pays producteurs de pétrole vis-à-vis de la communauté internationale et tout particulièrement à l'égard des pays en développement affectés par la hausse des prix des hydrocarbures.

Pour aider les pays voisins, le Mexique et le Venezuela s'engagent par l'accord de San José de Costa-Rica du 3 août 1980 à leur fournir 160.000 barils de pétrole par jour. Ce contingent sera fourni par moitié par chacun des deux pays producteurs. Ces derniers octroient aux pays bénéficiaires des crédits portant sur 30 % de leurs respectives factures pétrolières, pour une durée de 5 ans et avec un intérêt de 4 %. Au cas où les fournitures en carburant seraient destinées par les pays bénéficiaires à des projets prioritaires de développement économique, la durée du crédit pourrait s'élever à 20 ans et le taux serait abaissé à 2 %.

Les pays bénéficiaires de l'accord de San José sont au nombre de neuf : Barbade, Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama et République Dominicaine.

L'accord signé pour un an est renouvelable d'année en année.

\*  
\*\*

Sur le chemin du retour vers Mexico, le Président López Portillo fit une es-

(1) *Proposé à la Tribune des Nations Unies le 27 septembre 1979.*

### **Amérique Centrale : non intervention**

cale technique à l'aéroport Augusto Cesar Sandino de Managua où il fut accueilli avec enthousiasme par les membres de la junte et par de nombreux citoyens venus lui exprimer leur gratitude pour l'appui moral donné à la lutte de libération du peuple nicaraguayen et pour la participation décisive du Mexique à l'effort de reconstruction de ce pays.

De fait, le Nicaragua et les autres pays d'Amérique Centrale constituent actuellement un thème essentiel d'intérêt et de préoccupation pour la diplomatie mexicaine.

Face aux troubles dont certaines des républiques centre-américaines sont le théâtre, le ministre mexicain des Affaires étrangères, M. Jorge Castañeda, a précisé dans le discours prononcé à New York le 26 septembre 1980, au cours des débats de la XXXV<sup>e</sup> période ordinaire de sessions de l'Assemblée générale de l'O.N.U., que la politique du Mexique dans cette région se fonde sur les principes suivants : **« reconnaissance du fait que cette nouvelle situation est le résultat d'une lutte légitime des peuples pour transformer des structures archaïques et anachroniques de pouvoir et de domination ; défense du droit des peuples à se donner la forme d'organisation politique, économique et sociale qui correspond le mieux à leurs aspirations ; respect total du principe de non intervention et dialogue ouvert avec tous les pays de la région ».** « La présence militaire des superpotencias dans la région, sous quelque forme que ce soit — ajouta le ministre — ne peut que contribuer à exacerber les tensions. »

Quelques semaines plus tard, le 30 novembre, le chancelier Castañeda, sur le point de partir à Caracas (Venezuela), pour conférer avec son homologue vénézuélien sur divers problèmes intéressant les deux pays, condamnait **« le cruel et barbare assassinat »** dont venaient d'être victimes quatre dirigeants du Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador.

Le Chancelier précisa deux jours plus tard, dans sa conférence de presse à Caracas, que les étrangers, quels que soient leurs critères et leurs jugements personnels, doivent absolument s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures du Salvador. **« L'unique solution — dit-il — est que le peuple salvadorien décide lui-même de son sort. Le Mexique condamne toute aide militaire à l'une quelconque des parties en conflit. »**

Revenant sur ce thème dans une déclaration à la revue mexicaine « Proceso » (15 décembre 1980), le Chancelier ajouta : **« Il appartient aux Sal-**

**vadoriens de trouver le schéma, le modèle de gouvernement, le régime qui correspond le mieux à leurs aspirations. Et ceci sans ingérence étrangère. C'est ce qui permettrait une solution rapide du conflit. Et il est évident que plus le conflit se prolonge et plus grand est le danger qu'il se convertisse en une phase, une manifestation de la grande lutte idéologique, politique et même stratégique entre les deux grandes puissances. Ceci est le grand péril, et nous voudrions l'éviter. »**

### **La non intervention**

#### **n'est pas à sens unique**

Si la non intervention doit être la norme dans les relations entre les pays d'Amérique Latine, cette non intervention n'est pas à sens unique : les pays étrangers à la région doivent eux aussi s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures des nations latino-américaines.

C'est ce que le Président José López Portillo rappela à l'occasion d'une entrevue accordée, le 5 novembre 1980, à un reporter de la N.B.C. des Etats-Unis. Comme ce journaliste l'interrogeait sur l'attitude que devrait adopter la nouvelle administration nord-américaine face aux événements d'Amérique centrale, M. José López Portillo répondit catégoriquement qu'elle devait **« s'abstenir de toute intervention et respecter le processus interne de pays qui s'efforcent de se définir ».** « En effet, ces pays ont atteint leur majorité ; ils sont capables d'autodétermination. Si les puissances hégémoniques leur en laissent la possibilité, ils pourront par l'exercice de leur liberté et par la voie institutionnelle, trouver leurs propres solutions. »

Rappelant que la solution des problèmes de l'Amérique Latine dépend des remèdes qui seront trouvés sur le plan de l'économie et des échanges commerciaux, le Président du Mexique conclut par ces paroles qui résument toute la politique mexicaine en Amérique Latine ? **« Nécessairement erronée est la politique qui se fonde sur l'idée que la défense de certains intérêts économiques peut justifier une intervention dans les affaires intérieures d'autres pays. Nous maintenons pour notre part le principe de l'autodétermination des peuples, de leur droit à s'exprimer politiquement dans le respect absolu et sans restriction de leur souveraineté. Il importe de respecter tous les peuples, pour petits et faibles qu'ils soient. »**

E. R.

*Les responsables des articles de cette section « le Mexique dans le monde » sont Alvaro Uribe et Elena de Ribera.*

# Informations

## RECENSEMENT : 67 MILLIONS DE MEXICAINS

Le 22 juin 1980 ont été publiés les premiers résultats du recensement décennal effectué du 4 au 11 juin. Chiffre de la population : 67.400.000 personnes (33.500.000 hommes, 33.900.000 femmes) au lieu de 48.200.000 en 1970. Depuis 1975, la légère baisse de la natalité a entraîné un fléchissement du taux de croissance démographique (2,7 % en 1980) et du nombre des « moins de 15 ans » : 42,6 % en 1980 au lieu de 46,2 % en 1970. Le nombre des analphabètes (Mexicains des deux sexes de six ans et plus) est tombé de 28,3 % en 1970 à 17,1 % en 1980. On compte actuellement au Mexique 9.400.000 analphabètes au lieu de 10.800.000 en 1970. Soit en chiffre absolu une diminution de 1.400.000 personnes, alors que, dans ce même laps de temps de 10 ans, la population s'est accrue de 19.200.000 personnes.

## LE CHEF DU FOREIGN OFFICE SOULIGNE LA RAPIDITE DE L'ESSOR MEXICAIN

A l'occasion d'une visite officielle au Mexique (5-7 août 1980), Lord Carrington, Ministre des Affaires Etrangères de Grande-Bretagne, a déclaré que « la prospérité économique du Mexique, qui a augmenté à un rythme que peu de pays peuvent égaler, a considérablement renforcé l'autorité de la voix mexicaine dans les affaires internationales ». Le Ministre britannique a donné son soutien à deux initiatives mexicaines : Le Plan Mondial de l'Energie et la Conférence Nord-Sud au sommet. Des mesures ont été adoptées pour resserrer la coopération économique et les échanges commerciaux entre les deux pays. Des programmes de co-investissements ont été mis à l'étude.

Pour sa part, le Ministre de l'Energie de Grande-Bretagne, M. David Howell, effectuant une visite au Mexique au cours d'une tournée d'amitié en Amérique Latine qualifia de « gigantesque et impressionnant » le développement économique mexicain, au cours d'une conférence de presse donnée le 22 septembre 1980 à l'Ambassade britannique de Mexico.

## MADAME ROSA LUZ ALEGRIA NOMMEE MINISTRE DU TOURISME

Madame Rosa Luz Alegría a été nommée le 13 août 1980, Ministre du Tourisme, en remplacement de l'Architecte Guillermo Rossell de la Lama, qui a démissionné pour présenter sa candidature au poste de Gouverneur de l'Etat de Hidalgo.

Bien que le Mexique se soit distingué par le grand nombre de femmes appelées à exercer d'importantes fonctions administratives (directrices dans divers ministères, diplomates, secrétaires d'Etat, ambassadrices et même gouverneurs depuis l'élection de Madame Griselda Alvarez Ponce de León au poste de Gouverneur de l'Etat de Colima), Madame Rosa Luz Alegría est la première à laquelle ait été confié un portefeuille ministériel.

Entrée dans l'administration en 1970, au terme de brillantes études universitaires, le Dr Rosa Luz Alegría a exercé tour à tour les fonctions de conseillère scientifique au Ministère de l'Education, de Chef de l'Unité de Programmation de ce même Ministère, de Coordinatrice générale du Centre pour l'Etude de Méthodes Modernes d'éducation (CEMPAE), de conseillère à l'Institut Mexicain de la Sécurité sociale (IMSS) puis au Conseil National de la Population, de fondatrice et coordinatrice de la Chaîne 8 de Télévision de Monterrey et de Secrétaire d'Etat à la Présidence. Jusqu'à sa nomination au Ministère du Tourisme, elle occupait les fonctions de Secrétaire d'Etat de l'Evaluation au Ministère du Plan et du Budget.

## CONFERENCE NORD-SUD : DIX PAYS SOUTIENNENT L'INITIATIVE MEXICAINE

Réunis à Vienne les 7 et 8 novembre 1980, les Ministres des Affaires Etrangères de 5 pays industrialisés (Autriche, Canada, France, R.A.F., Suède) et de 6 pays en développement (Algérie, Inde, Mexique, Nigéria, Tanzanie, Yougoslavie), ont accepté le principe d'une conférence au sommet qui se réunirait en juin 1981 à Mexico. Cette conférence, proposée par le Président López Portillo avec le soutien du Chancelier autrichien, M. Kreisky, a pour objet, — selon les paroles du Ministre des Affaires Etrangères du Mexique, M. Jorge Castañeda — « d'offrir un cadre de réflexion au dialogue nord-sud ».

## B.I.D. : LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MEXICAINES SONT PARI MI LES MEILLEURES DU MONDE

Le Président de la Banque Interaméricaine de Développement M. Antonio Ortiz Mena a déclaré que « l'économie mexicaine présente, dans le moment actuel, l'une des meilleures perspectives dans le concert des nations, qu'il s'agisse des pays industrialisés ou des pays en développement ». Cette déclaration est intervenue au cours d'une conférence de presse que M. Ortiz

Mena donna à Mexico, le 22 septembre 1980, à l'occasion du XXI<sup>e</sup> Congrès latino-américain de Sidérurgie. Précisant que l'endettement du Mexique vis-à-vis de la B.I.D. est de l'ordre de 2 milliards de dollars et que la majeure partie des prêts consentis prévoient des délais de 20 ans. M. Ortiz Mena déclara que cette banque continuera à appuyer le développement mexicain.

## MEXIQUE - JAPON : COMPLEMENTARITE ECONOMIQUE

Au cours d'une conférence de presse donnée à Tokyo le 1<sup>er</sup> juillet 1980, M. Francisco Javier Alejo, Ambassadeur du Mexique au Japon a déclaré que le Mexique et le Japon négociaient la mise en œuvre de divers projets pour la construction au Mexique de quinze usines pétrochimiques et d'engrais. Par ailleurs, les études techniques et financières mexicano-japonaises en vue de l'agrandissement de trois complexes sidérurgiques au Mexique sont entrées — précisa M. F. J. Alejo — dans leur phase finale.

L'Ambassadeur du Mexique ajouta que ces réalisations se situent dans le cadre des accords mexicano-japonais intervenus au cours de la visite réalisée en mai 1980 au Mexique par le Premier Ministre nippon M. Masayoshi Ohira. Il fut décidé, à cette époque, qu'en échange d'importantes fournitures de pétrole mexicain (cent mille barils par jour), le Japon accroîtrait ses importations d'autres produits mexicains et participerait à divers projets de développement économique au Mexique sous forme de crédits, d'apports de biens d'équipement et d'assistance technique.

## PETROLE : CINQUIEME PAYS PRODUCTEUR DU MONDE

PEMEX annonça le 21 juillet 1980 que le Mexique est maintenant le cinquième producteur de pétrole du monde (après l'Union soviétique, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis et l'Irak) et le premier producteur de l'Amérique latine, puisque le volume de la production — qui atteint ce jour-là 2.276.000 barils — dépasse la production vénézuélienne.

De son côté, M. José Andrés de Oteyza, Ministre du Patrimoine et du Développement Industriel, déclara le 7 décembre 1980 que la production mexicaine, qui se situait à cette date à 2.400.000 barils/jour atteindrait, dès 1981, le volume optimum de 2.750.000 barils/jour fixé par le Président López Portillo. La consommation interne — qui s'accroît de 14 % par an — se situant en 1981 à 1.200.000 barils/jour, le Mexique sera en mesure d'exporter au cours de cette année, un million et demi de barils par jour. Le Mi-

nistre précisa que le Mexique exporte du pétrole en direction de 18 pays et que la part de ses exportations pétrolières destinées aux Etats-Unis se réduit progressivement.

#### NOUVEAU RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE MEXICO

Le 3 décembre 1980, le Dr Octavio Rivero Serrano a été élu à l'unanimité Recteur de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), par l'Assemblée directive de cet organisme qui compte actuellement 330.000 étudiants.

Né à Puebla le 15 juillet 1929, docteur en médecine en 1953, professeur de médecine de 1955 à 1977, le Dr Rivero, qui dirigea de 1968 à 1977, l'Unité de Pneumologie de l'Hôpital General, fut appelé en 1977 au poste de Doyen de la Faculté de Médecine de l'UNAM. Auteur de nombreux travaux, il est membre de diverses sociétés médicales.

Le Président López Portillo et de nombreuses personnalités ont rendu hommage à l'œuvre réalisée au cours de ses huit années de gestion par le Recteur sortant, le docteur Guillermo Soberón Acevedo : création d'écoles nationales d'études professionnelles, ouverture du Musée du Chopo, de la

Salle Netzahualcōyotl, du Théâtre Juan Ruiz de Alarcón, du Forum expérimental Sor Juana Inés de la Cruz, agrandissement de la Maison du Lac, nouvelles installations de la Bibliothèque Nationale et de l'Hémérothèque Nationale, fondation de divers instituts et centres de recherches : de mathématiques appliquées, des sciences de la mer, des sciences de l'atmosphère, de physiologie cellulaire, etc.

#### ELECTRICITE : INAUGURATION DU BARRAGE DE CHICOASEN

Le Président José López Portillo a inauguré le 2 décembre 1980 à Chicoasén (Etat de Chiapas) le barrage et l'usine hydro-électrique géante qui porte le nom de « L'Ingénieur Manuel Moreno Torres ». Entièrement conçue et réalisée par des ingénieurs mexicains, cette usine est, après celles de Malpaso et de la Angostura, la troisième du Plan intégral du Rio Grijalva, qui comportera, dans l'avenir, trois autres usines à Copainalá, Acalá et Peñitas. L'usine de Chicoasén dont la construction a débuté en décembre 1974, possède une capacité installée de 1.500.000 Kw, elle produira, en moyenne, 5,500 millions de Kw/heure à l'année.

### Nouvelles brèves

**Colloque sur les nouveaux droits de l'homme.** Organisé sous les auspices de l'UNESCO et de l'Institut d'Etudes Diplomatiques Matias Romero, un colloque sur « Les Nouveaux Droits de l'Homme » s'est déroulé au cours de la seconde semaine d'août 1980 au siège du Ministère des Affaires Etrangères, à Mexico, avec la participation d'une centaine de spécialistes venus du monde entier.

**Sécurité sociale : 38 millions d'ayants droit.** Dans son rapport annuel, le Directeur Général de la Sécurité sociale, M. Arsenio Farrell Cubillas a fait savoir, le 15 décembre 1980, que le nombre des personnes couvertes par la sécurité sociale atteignait 38.411.000, soit 56 % de la population mexicaine, grâce à la politique qui a permis d'augmenter de 17 % le nombre des ayants droit. Programme de construction pour 1981 : 299 unités médicales urbaines, 180 centres de bien-être familial.

**Loi de développement agricole.** Le congrès a approuvé (30 décembre 1980), la loi de développement de l'Agriculture et de l'Élevage, qui tend à accroître la production par diverses mesures, notamment par une réorganisation de l'assurance-récoltes et en permettant la formation de grandes superficies de cultures grâce à l'association entre petits propriétaires et ejidatarios.

**Prix littéraire à Octavio Paz.** Au cours d'une cérémonie qui se déroula le 4 décembre 1980 à la résidence présidentielle de Los Pinos (Chapultepec, Mexico), le Président du Mexique et Madame Lopez Portillo remirent le prix international « Ollin Yoliztli » 1980 du Festival Cervantes à l'insigne poète mexicain Octavio Paz. Ce prix a été créé en 1979, sur l'initiative de Madame Carmen Romano de Lopez Portillo.

**Prix Nationaux 1980.** Le 12 décembre 1980 au cours d'une cérémonie qui se déroula au Palais National le Président Lopez Portillo procéda à la remise des prix nationaux aux 5 lauréats de l'année 1980 : M. José Luis Martínez, chroniqueur de la ville de Mexico, directeur de l'Académie mexicaine, pour la littérature, le peintre et sculpteur Carlos Orozco Romero, pour les Beaux-Arts, le philosophe Leopoldo Zea, pour l'histoire, les sciences sociales et la philosophie, l'ex-recteur Guillermo Soberón Acevedo pour les sciences physiques, mathématiques et naturelles, et l'ingénieur Marcos Nazari pour la technologie et les projets.

#### LES OBJECTIFS DU BUDGET DE 1981

En présentant devant le Congrès les lois de recettes et dépenses pour 1981 (voir tableau ci-dessous), M. David Ibarra Muñoz, Ministre des Finances et du Crédit Public, et M. Miguel de la Madrid Hurtado, Ministre du Plan et

du Budget, ont déclaré que les dispositions du budget 1981 répondaient à trois objectifs principaux : maintenir le taux de croissance du PIB à 7,5 ou 8 %, créer 750.000 emplois nouveaux et lutter contre l'inflation.

#### BUDGET FEDERAL DES DEPENSES POUR 1981 (1) en millions de pesos

Pouvoir législatif .....	1.870,0	Marine .....	7.791,0
Présidence		Travail et Prévision	
de la République ....	1.740,0	sociale .....	4.160,0
Pouvoir judiciaire .....	1.600,0	Réforme agraire .....	7.982,5
Ministère de l'Intérieur..	8.500,0	Pêche .....	11.385,9
Affaires Etrangères ....	3.800,0	Parquet général .....	1.720,0
Finances		Patrimoine et Développement	
et Crédit public .....	253.834,2	industriel .....	109.975,0
Défense nationale .....	25.855,7	Travaux publics et aménagement	
Agriculture et Ressources		du territoire .....	49.426,7
hydrauliques ....	120.000,0	Tourisme .....	7.020,4
Communications		Plan et Budget .....	9.880,4
et Transports .....	62.322,0	Dépenses additionnelles..	173.360,1
Commerce .....	54.218,7	Dettes publiques .....	299.598,4
Education Publique ....	196.492,0		
Santé et Assistance		TOTAL .....	1.440.724,0
sociale .....	28.191,0		

(1) Ce budget de dépenses comporte, dispersée entre les divers ministères une somme de 167.140,8 millions de pesos destinée aux organismes autonomes (Pemex, Commission Fédérale de l'Electricité, Chemins de Fer, etc.), Le budget de ces organismes (1.059.140,8 millions de pesos au total), comporte donc 892.000,0 millions de pesos de dépenses à amortir par des recettes ou autres ressources propres à ces organismes.

# PRÉSENCE DU MEXIQUE EN FRANCE

## HAUTE DISTINCTION FRANÇAISE

### A MARGARITA LOPEZ PORTILLO

En présence de l'Ambassadeur du Mexique en France, M. Horacio Flores de la Peña, Madame Margarita López Portillo, Directrice Générale de Radio, Télévision et Cinéma, a reçu, à Paris, le 30 juin 1980, des mains de M. Jean-Philippe Lecat, Ministre de la Culture, les insignes de l'Ordre français des Arts et Lettres, avec le grade d'officier.

Après l'Ambassadeur Jaime Torres Bodet, Madame Margarita López Portillo est la deuxième personnalité mexicaine à laquelle est octroyée cette haute distinction française, créée en 1957 pour honorer d'éminentes personnalités qui se sont distinguées dans le domaine de la culture.

En remettant cette décoration à Madame Margarita López Portillo, Monsieur Jean-Philippe Lecat a souligné l'importance de la tâche réalisée par cette dernière en faveur de l'éducation et de la culture, tant au Mexique que dans le domaine international, avec une sensibilité « qui est le signe distinctif de sa personnalité ».



## PORT-FRANC MEXICAIN

### AU HAVRE

Un accord octroyant au Mexique des entrepôts en franchise dans le port du Havre a été signé, dans cette ville, le 27 juin 1980 par M. Raúl Salinas Lozano, Directeur Général de l'Institut Mexicain du Commerce Extérieur (IMCE) et M. François Le Chevalier, Président du Conseil d'Administration du Port Autonome du Havre.

M. Horacio Flores de la Peña, Ambassadeur du Mexique en France, l'Ingénieur José Pérez Moreno, Directeur de l'IMCE en France, et d'autres personnalités mexicaines et françaises, assistèrent à la signature de cet accord.

M. Raúl Salinas Lozano a souligné combien il est important pour le Mexique de pouvoir disposer en franchise, dans un port situé à moins de 200 km de Paris, d'une sorte de base logistique où seront entreposées diverses marchandises mexicaines — produits agro-industriels, semi-manufacturés ou terminés — destinées à être écoulées sur les marchés de France et de la Communauté Economique Européenne.

Dans certains cas, des produits mexicains pourront être traités dans les installations du port-franc du Havre.

F.D.R.

## LA FETE DE L'INDEPENDANCE A PARIS

*« Les événements politiques récents de notre continent ont fait que, d'une manière explicite et concrète, le Mexique a fortifié sa traditionnelle politique extérieure, qui le conduisit toujours à défendre la liberté, la non intervention et l'autodétermination des peuples. »*

L'Ambassadeur du Mexique, M. Horacio Flores de la Peña a prononcé ces paroles à l'occasion de la traditionnelle fête du « grito », qui se déroula dans les jardins de la Maison de l'Amérique Latine dans la soirée du 15 septembre 1980. Plus d'un millier de Mexicains assistèrent à cette fête qui, du fait de la présence de nombreux jeunes gens et de la participation d'un groupe de Mariachis, se déroula dans une ambiance très animée.

Dans l'allocution prononcée à cette occasion, l'Ambassadeur ajouta : « A l'intérieur du pays, nous devons affirmer notre indépendance par un développement économique plus rapide. Nous avons le devoir de fournir à tous un travail rémunéré, car la base de la démocratie et de la liberté est la croissance continue du revenu national et sa meilleure distribution.

Le lendemain 16 septembre, l'Ambassadeur et Madame Flores de la Peña offrirent dans les salons de la Résidence de l'Ambassade, une brillante réception à laquelle assistèrent plus de sept cents personnalités du Corps diplomatique, du Gouvernement français, des milieux politiques, de la Presse, des Arts et des Lettres.

## COOPERATION MEXICANO-FRANÇAISE DANS LE DOMAINE DE LA SANTE

Invité par le ministre français de la Santé, M. Barrot, le secrétaire d'Etat mexicain à la Santé, M. Federico Chaves Peón a effectué une visite en France dans les premiers jours de novembre 1980, en compagnie du Docteur Octavio Rivero Serrano, doyen de la Faculté de Médecine de Mexico.

Les entretiens mexicano-français qui se sont déroulés à cette occasion ont porté sur l'intensification des échanges de connaissances entre les deux pays dans les domaines de la santé et de la recherche scientifique. Un protocole d'échanges d'informations historiques relatives à l'influence culturelle réciproque des deux pays dans le domaine de la médecine, a également été établi.

**L'Ambassadeur du Mexique  
à Paris, souligne la  
« complémentarité économique  
du Mexique et de la France »**

Parlant au nom des Ambassadeurs latino-américains accrédités en France au cours d'un déjeuner offert au ministre français des Affaires étrangères, M. Jean-François Poncet, à la Maison de l'Amérique Latine, à Paris, M. Horacio Flores de la Peña, Ambassadeur du Mexique à Paris, a exprimé l'espérance que suscite « *la contribution et l'appui de la France en vue d'établir un nouvel ordre économique mondial favorisant une croissance plus continue et moins dépendante des pays en développement* ». (15 juillet 1980)

Soulignant les progrès évidents réalisés au cours des 20 dernières années par l'ensemble des pays latino-américains, l'Ambassadeur déclara : « *le développement implique un plus large usage de biens de capital et de technologie moderne. Aussi est-il nécessaire, pour l'Amérique Latine, d'accroître et de mieux organiser ses échanges avec les pays dont elle n'est séparée que par de faibles différences et avec lesquels elle est unie par une grande complémentarité; et tel est le cas de la France et des autres membres de la Communauté européenne* ».

Abordant le thème des énergétiques, l'Ambassadeur du Mexique ajouta : « *il est nécessaire que les pays producteurs et consommateurs fassent montre d'un plus grand sentiment de responsabilité collective, afin de rationaliser la consommation, d'éviter le gaspillage, de développer de nouvelles sources d'énergie et d'organiser le commerce des produits énergétiques* ». « *S'il n'en était pas ainsi — conclut l'Ambassadeur —, le monde continuerait à s'acheminer vers le désastre.* »

**EXPOSITION AGUEDA LOZANO  
A COLMAR**

Agueda Lozano a exposé un choix de peintures à la Galerie Jade, de Colmar, du 23 septembre au 18 octobre 1980. Les journaux locaux ont très favorablement commenté les œuvres de la jeune artiste mexicaine.

Dans un article très élogieux, signé Paul S. Picard, les « *Dernières Nouvelles d'Alsace* » rappellent que de nombreuses expositions au Mexique, à Paris et dans le monde entier « *ont apporté à l'art de cette jeune femme une large audience qui s'explique fort bien par l'étrange fascination que ses tableaux exercent sur les spectateurs* ». Le critique des « *Dernières Nouvelles d'Alsace* » souligne « *le ca-*

**ACTIVITES CULTURELLES  
DE LA MAISON DU MEXIQUE**

La Maison du Mexique, fidèle à sa double mission d'être, en même temps que résidence universitaire, centre de diffusion culturelle, a poursuivi depuis le mois de mai 1980 ses activités dans le cadre international privilégié de la Cité Universitaire de Paris.

Sa Bibliothèque, Benito Juarez, incorpore régulièrement des ouvrages mexicains, témoins de la production éditoriale mexicaine, et distribue un bulletin d'information destiné à en rendre compte aux principaux centres intéressés par l'étude des problèmes du Mexique et de l'Amérique Latine, entre autres, l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine à Paris, le Cen-

tre d'Etudes Mexicaines de Perpignan.

Le 8 mai, la Maison du Mexique a été honorée de la présence de Monsieur l'Ambassadeur César Sepulveda, qui a exposé, lors d'une conférence suscitant un vif intérêt, « *Les principes de la politique extérieure mexicaine* ».

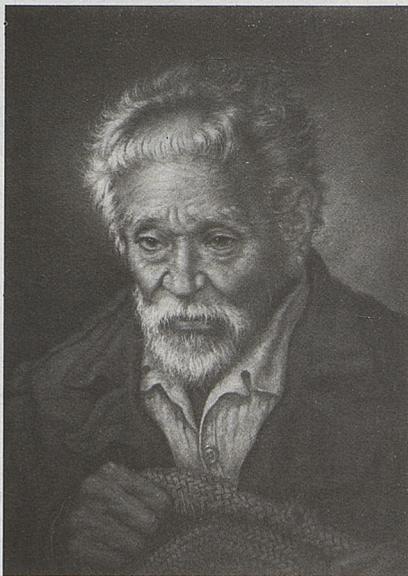
Dans le domaine des arts plastiques qui attirent un vaste public, nous pouvons citer des expositions qui montrent la riche diversité de la production picturale mexicaine. Arnulfo Mendoza a présenté du 29 mai au 6 juin une série de gouaches et de tapisseries, étonnantes de force, d'imagination, et de technique. Après le hiatus de la période des vacances scolaires (de juillet à octobre), une autre exposition nous a ramenés à une source d'inspiration qui puise dans une tradition plus ancienne: celle qui révèle le paysage géographique et humain de notre pays. Il s'agit des œuvres de Manuel Munoz Olivares, exposées du 13 au 20 octobre. Visages du berger, de l'oiselier, vues du haut plateau. Quelle correspondance, dramatique et calme à la fois!

Aussi séparés par les vacances, deux concerts viennent compléter le programme culturel. Le 16 juin, Carmen Bétancourt, jeune pianiste mexicaine et combien déjà mûre, nous a démontré comment la musique contemporaine peut être saisissante et susciter des émotions esthétiques lorsqu'elle est interprétée avec talent bien sûr, mais aussi avec une profonde sensibilité artistique. Enfin plus récemment, sous l'impulsion d'une résidente mexicaine, Lourdes Megy, un groupe de jeunes musiciens nous a fait goûter le plaisir joyeux et serein du baroque, avec un concert qui a eu lieu le dimanche 30 novembre.

Le Groupe Folklorique remporte toujours des succès à Paris et en Province et introduit dans la vie de la Maison une note de couleur et de gaieté. Sa présentation, lors de la fête de clôture de l'année scolaire au théâtre de la Maison Internationale est déjà devenue traditionnellement la boucle d'or de la soirée.

Aurions-nous à rappeler les cours d'espagnols qui connaissent chaque fois une affluence plus nombreuse, et nous aurons fait le tour de ce qui se passe dans cette Maison du Mexique.

J.S.C.



*Une source d'inspiration qui puise dans une tradition ancienne. Le vieux berger, par Manuel Munoz Olivares.*

*ractère aride, austère de ces œuvres: un ascétisme, un dépouillement extrême qui ne peuvent être que profonde exigence spirituelle* ». « *Quelle que soit l'interprétation que l'on donne à ces créations — conclut Paul S. Picard — on se trouve face à un talent d'une extrême originalité qui, pour exprimer une pensée d'une haute spiritualité, a trouvé dans cette peinture le langage adéquat.* »

# Une année de culture mexicaine en France

Les activités culturelles mexicaines en France au cours de la période de mai à décembre 1980 ont été nombreuses et variées.

## L'Orchestre Philharmonique de la Ville de Mexico en France

L'un des événements culturels les plus importants de l'année fut la tournée effectuée en France par l'Orchestre Philharmonique de la Ville de Mexico, qui, le 14 juin, donna à Paris, un concert unique, sous la direction du Maître Fernando Lozano.

Le Concert a eu lieu au Théâtre des Champs-Élysées devant une salle comble. Le programme comprenait des œuvres de Buxtehude-Chavéz, Schubert-Liszt, Liszt, Moussorsky, Ravel, avec le concours de l'éminent pianiste Cyrien Kataris en soliste.

L'O.P.C.M. a été créé sur initiative de Mme Carmen Romano de López Portillo, et a commencé à fonctionner en 1978. Son directeur artistique, Fernando Lozano, l'a présenté dans les premières scènes du Mexique, d'Amérique du Sud, des Caraïbes, d'Orient et d'Europe, avec grand succès auprès du public et de la critique.

L'Orchestre s'est également présenté dans la ville de Lyon, le 30 juin, à l'Auditorium Maurice-Ravel avec, en soliste, le pianiste Bruno Leonardo Gelber.

## Sixième Réunion de la Commission Mixte Mexicano-Française

La Commission Mixte de Coopération Culturelle, Scientifique et Technique mexicano-française a siégé à Paris les 3, 4 et 5 décembre 1980, sous la présidence conjointe de M. Yves Jacques, Chef du Service de Sciences et Technologie au ministère français des Affaires étrangères, et de M. Rafael Tovar y de Teresa, Directeur Général des Affaires culturelles au ministère des Affaires Étrangères du Mexique.

Dans la délégation mexicaine on remarquait la présence de M. Juan José Bremer, directeur de l'I.N.B.A. et de M. Carlos Madrazo Garamendi, directeur des Affaires internationales du Ministère de l'Éducation publique.

Monsieur l'Ambassadeur Horacio Flores de la Peña a prononcé un bref discours à la session d'ouverture, dans lequel il fit ressortir les excellentes relations culturelles, techniques et

scientifiques qui existent traditionnellement entre les deux pays, et il a exprimé le souhait que, à l'avenir, celles-ci aillent toujours en s'améliorant et que l'on abandonne la rhétorique pour faire place à une plus grande concrétisation de la coopération.

Les programmes établis pour les deux années 1981 et 1982 prévoient, dans le domaine de l'Éducation et de la Culture, des échanges de boursiers et de conférenciers entre les deux pays. Une exposition d'Art Mexicain pré-hispanique et contemporain aura lieu au Petit Palais, à Paris, à l'automne 1981. Autres projets : Journées Culturelles mexicaines et semaine du Cinéma Mexicain à Paris au printemps 1981, une exposition Rodin au Musée des Beaux-Arts de Mexico au printemps 1982, et, au cours de l'année 1982, un second voyage en France de l'Orchestre Philharmonique de la Ville de Mexico. Deux autres projets prévoyant une exposition Rufino Tamayo au Centre Beaubourg et une présentation du Ballet de l'Opéra de Paris à Mexico, ont été mis à l'étude. Dans le domaine scientifique et technique, les programmes prévoient une augmentation du nombre des bourses octroyées à des étudiants et techniciens mexicains en vue d'effectuer des stages de formation en France, ainsi que des échanges d'experts et d'informations dans les domaines de l'administration publique et financière, des statistiques, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, des techniques agricoles et des industries agro-alimentaires, de l'énergie, des mathématiques, de la recherche fondamentale, de la Chimie, de la Santé, des Transports, de l'Océanographie et de l'étude du milieu ambiant.

## Prix attribués à des Mexicains à Cagnes-sur-Mer

Les peintres Luis Zárate et Eduar-do Zamora, qui représentaient le Mexique au XII<sup>e</sup> Festival International de peinture de Cagnes-sur-Mer 1980, ont été distingués à l'unanimité en ladite exposition par la « Mention spéciale du Jury » comme étant parmi les artistes les plus distingués choisis au cours du Festival.

Il faut rappeler que le premier prix du XI<sup>e</sup> Festival, l'année passée, avait été attribué également à un peintre mexicain, Fernando Robles García qui reçut à cette occasion la « Palette d'Or ».

## Dans les salons et les galeries

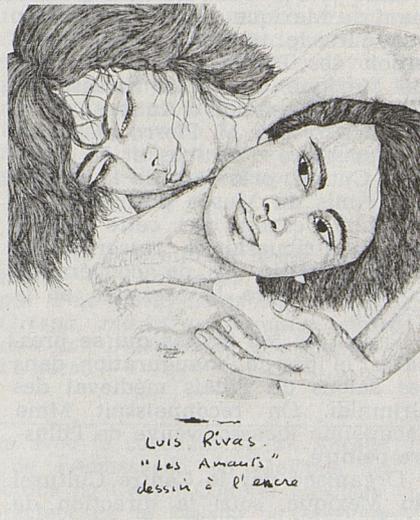
Deux jeunes mexicains ont pris part au traditionnel « Salon d'Automne de Paris 1980 » : Susana Aviles, avec une intéressante peinture à l'huile abstraite et Luis Rivas avec un magnifique dessin à l'encre : **Les Amants**. Ce dernier artiste présente également une partie de son œuvre à la Galerie Jean-André.

Le Mexique a également participé à la Biennale de Paris qui se déroula du 20 septembre au 3 novembre, au Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris et au Centre Georges-Pompidou. L'artiste Roberto Real de León dont l'œuvre a été choisie pour figurer à l'exposition rétrospective de la Biennale qui sera présentée en France et en quelques autres pays, représentera le Mexique.

Dans les galeries parisiennes, il convient de mentionner l'exposition d'Agueda Lozano, de septembre à octobre, à la « Galerie Jade » ainsi que la présentation de dessins et litographies de Francisco Zuñiga à la « Galerie Carpentier ». Cet ensemble d'œuvres très typiques de la manière de l'artiste, a été exposé du 18 novembre au 31 décembre.

Il convient également de signaler l'intéressante exposition de photographies de Carlos Blanco, inaugurée le 20 octobre à l'occasion d'un sympathique cocktail mexicain offert par le nouveau centre commercial « Mexico Paradis » où seront présentés de nombreux produits de la gastronomie et de l'artisanat mexicains.

A.C.C.



## Concerts et Récitals

### HENRYK SZEERYNG, SOLISTE ET CHEF D'ORCHESTRE A UN CONCERT DU « SALON DE PARIS »

« Les deux mille places du grand amphithéâtre de la Sorbonne furent prises d'assaut pour le dernier concert du « Salon de Paris », donné par l'ensemble orchestral de la capitale, avec Henryk Szeeryng et Jean-Pierre Wallez, chefs et solistes. »

C'est en ces termes que débute, dans « Le Figaro » du 27 juin 1980, le compte rendu que Jacques Doucelin a consacré au concert donné le 24 juin 1980 en soirée à la Sorbonne dans le cadre du « Salon de Paris ». L'Ambassadeur du Mexique, M. Horacio Flores de la Peña et le Ministre français de la Culture assistaient à cette manifestation aux côtés du Professeur Denis Huisman, Président du « Salon de Paris ».

Le concert débuta par une interpré-

tation que le critique musical du « Figaro » qualifie de « claire et solide » du Concerto en ré mineur pour deux violons de J.-S. Bach. Henryk Szeeryng dirigea ensuite lui-même et interpréta le cinquième concerto de Mozart, en la majeur (K. 219) de Mozart. Prodigieuse démonstration de virtuosité qui valut au grand violoniste mexicain une longue ovation. Le concert s'acheva par l'Ouverture de l'Echelle de Soie, de Rossini et la Sérénade Haffner, de Mozart.

### RECITAL HERMILO NOVELO A L'ACADEMIE DE PHARMACIE DE PARIS

Le violoniste mexicain, Hermilo Novelo, a donné un concert le 26 octobre 1980 à l'Académie de Pharmacie de Paris, sous la direction du Maître Jean Fournet.

Ce récital, qui clôturait une tournée de concerts à travers la France, a obtenu un très vif succès attesté par la chaleur des applaudissements et par de nombreux rappels.

### EDUARDO MATA DIRIGE L'ORCHESTRE DE RADIO-FRANCE

Le Chef d'orchestre mexicain Eduardo Mata a dirigé l'Orchestre Philharmonique de Radio-France au cours d'un concert donné le 6 novembre 1980 au Théâtre des Champs-Élysées. Il dirigea « La Suite Provençale » de Darius Milhaud et « La Symphonie en ré mineur » de César Franck.

Le « Concerto N° 2 » de Serge Rachmaninov figurait également au programme de ce concert avec, en soliste le pianiste François-Joël Thiollier, renommé en particulier pour ses interprétations de compositeurs russes.

### HENRYK SZEERYNG A LA SALLE GAVEAU

Au cours d'un récital donné avec un vif succès à la Salle Gaveau, de Paris, le violoniste mexicain Henryk Szeeryng a interprété « la Sonate à Kreutzer », de Beethoven, la « Partita en ré mineur » de Bach, ainsi que la « Chaconne ». Au programme de ce concert figuraient également des œuvres de François Couperin, Saint-Saëns, Darius Milhaud et Ravel, ainsi que la « Danza española » de « La Vida Breve » de Manuel de Falla.

### L'EXPOSITION DE PEINTURE MEXICAINE AU MUSEE PICASSO D'ANTIBES

« L'histoire de l'art des Mexicains est un exemple surprenant de continuité et d'identité. Ceux qui n'ont pas oublié les traits essentiels et le caractère de l'art préhispanique, les retrouveront de quelque façon dans l'œuvre des maîtres mexicains présentés ici. Passé qui devient présent. Identité renouvelée qui nous fait penser à l'éternel retour, à la vie circulaire de l'histoire de l'art et de la création humaine. » C'est par ces mots que l'Ambassadeur Victor Flores Olea, délégué permanent du Mexique auprès de l'Unesco inaugura le 16 juillet 1980, l'exposition des Peintres Contemporains du Mexique, au Musée Picasso, du Château Grimaldi d'Antibes.

De leur côté, M. Pierre Merli, sénateur-maire d'Antibes et M. Maurice Cuttoli, président de la société des Amis du Musée d'Antibes, ont exprimé l'espoir que cette exposition contribuerait à resserrer les liens d'amitié et de coopération culturelle entre le Mexique et la France.

Parmi les 500 invités qui se pressaient le jour de l'inauguration, dans les salons du Palais médiéval des Grimaldi. On reconnaissait Mme Jacqueline Picasso, veuve de l'illustre peintre.

Organisée par le Centre Culturel du Mexique, sous la direction de Madame Mercedes Iturbe, avec la

participation du Musée Picasso, l'exposition, qui devait se prolonger jusqu'au 21 septembre, présentait une importante sélection d'œuvres de Diego Rivera, David Alfaro Siqueiros et Rufino Tamayo, envoyées par l'Institut National des Beaux-Arts du Mexique et le Musée d'Art Moderne de la Ville de Mexico. La collection des tableaux de Tamayo

s'enrichissait de trois toiles de grande dimension mises à la disposition du Musée d'Antibes par le Centre Georges Pompidou, de Paris. Pour sa part Mme Dolores Olmedo avait prêté deux œuvres de Diego Rivera, dont « le jeune homme au stylo », œuvre de la pé-

(Suite page 47.)



L'une des œuvres maîtresses exposées à Antibes :  
« La Famille » de Diego Rivera, 1934.  
Aquarelle sur toile, 68 cm x 48 cm.  
(Collection Dolores Olmedo).

## Les activités du Centre Culturel du Mexique

Dans le cadre de son programme, le Centre Culturel du Mexique à Paris a organisé de nombreuses activités depuis le mois de mai jusqu'à la fin de l'année 1980.

Pendant le mois de mai, nous avons présenté l'exposition « Sept Photographes Mexicains » en collaboration avec l'Université Nationale Autonome de Mexico. Les artistes qui y participèrent comptent parmi les valeurs les plus sûres de la photographie mexicaine contemporaine.

Ces photographies reflètent sept manières différentes d'aborder la réalité mexicaine. Par leurs qualités de forme et de contenu, ces soixante-dix photographies contribuent à élargir et à approfondir la connaissance du Mexique.

Toujours dans le domaine de la photographie, nous avons présenté au mois de juin une magnifique exposition de Manuel Alvarez Bravo, comprenant cinquante œuvres appartenant à la collection du Musée d'Art Moderne de la ville de Mexico.

Au mois de septembre, le Centre Culturel a obtenu un prêt de la Bibliothèque Nationale de Paris

comportant une partie de sa prestigieuse collection de Codex Préhispaniques, ce qui nous a permis de présenter un panorama important, bien que succinct, de ce qu'ont été les livres du Mexique ancien.

Les Codex, moyen d'expression utilisé par plusieurs cultures indiennes du Mexique, décrivent à travers le trait et la couleur, le système chronologique, les données astronomiques, la mythologie et les exploits militaires, assurant ainsi la perpétuation du savoir magique des prêtres et affirmant le pouvoir temporel des gouvernants.

Avec les Codex nous avons présenté douze pièces de bijouterie, copies fidèles des originaux, trouvées dans la Tombe 7 de Monte Alban ainsi que dans d'autres endroits de la région mixtèque, qui attestent le grand raffinement et le haut degré de perfection artistique atteint par le peuple mixtèque dans l'art somptuaire.

La dernière exposition de l'année, qui fut inaugurée le 13 novembre, présentait quarante gravures de Francisco Toledo, appartenant à la récente donation faite par l'artiste au Musée d'Art Moderne de la ville de Mexico.

Toledo, originaire de Juchitan (Oaxaca), est aujourd'hui un des artistes les plus importants du Mexique, et sa vaste production l'a conduit à s'aventurer dans divers domaines : la peinture, la sculpture, la gravure, la tapisserie, la céramique, etc. Les formes et le contenu de ses œuvres sont toujours le reflet de l'univers rituel et mythique de sa région natale.

Dans la peinture de Toledo le thème est inexistant ; plutôt que des obsessions ou des angoisses, elle exprime des instincts vitaux que l'artiste nous transmet à travers l'érotisme, toujours présent dans son œuvre en tant qu'élément ludique et sacré qui transforme tout ce qui passe entre ses mains en un chant à la vie.

Parallèlement aux expositions, le Centre Culturel présente en permanence des conférences, des livres et des groupes musicaux représentants de la culture du Mexique et de l'Amérique Latine.

M.I.

### Exposition de Peinture...

(Suite de la page 46.)

riode cubiste du Maître, ainsi qu'un important choix de tableaux de Frida Khalo. Les autres œuvres exposées permettaient de réaliser un voyage à travers la peinture mexicaine post-muraliste, depuis les grands introducteurs des courants européens — l'abstraction géométrique de Gunther Gerzso et le surréalisme fantastique de Leonora Carrington — jusqu'aux représentants de la jeune génération mexicaine — Agueda Lozano, Saul Kaminer, Luis Zárate et Fernando Robles García — en passant par des artistes déjà mondialement consacrés, comme Juan Soriano — qui exposait à Antibes un magnifique autoportrait —, José Luis Cuevas, ses clowns et ses monstres, Alberto Gironella et ses reines mortes, Rodolfo Nieto, Vicente Rojo, Francisco Toledo, Aceves Navarro, Edmundo Aquino, Garcia Ponce, Lopez Loza, Leonel Maciel, Emilio Ortiz, etc.

Une belle sélection de photographies de Manuel Alvarez Bravo et de sept jeunes photographes offert aux visiteurs du musée Picasso des documents et des témoignages leur permettant d'approfondir leur connaissance du Mexique.

## LE MEXIQUE A LA CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO A BELGRADE

Les travaux de la XXI<sup>e</sup> Session de la Conférence Générale de l'Unesco ont commencé le 23 septembre dernier au Sava Center de Belgrade, Yougoslavie, et se sont prolongés jusqu'au 28 octobre 1980.

La délégation du Mexique avait à sa tête M. Fernando Solana, ministre de l'Education publique, qui a prononcé un discours le jeudi 25 septembre à la Session plénière de la Conférence.

Dans les comités qui se sont formés au cours de la XXI<sup>e</sup> réunion, le Mexique a été élu membre du Conseil Intergouvernemental pour le Programme de Développement de la Communication ; du Comité Intergouvernemental pour le retour ou restitution de Biens Culturels à leurs pays d'origine en cas d'appropriation illicite ; et du Comité Intergouvernemental pour la Culture Physique et le Sport.

Un autre des buts importants atteints par la Délégation mexicaine a été la décision de l'Unesco d'accorder de l'aide, en ressources et assistance technique, au Plan d'action en faveur de l'alphabétisation des pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes, structuré pendant la Conférence de ministres de l'éducation et de la Planification qui a eu lieu à Mexico en décembre 1979.

On peut souligner, de même, l'acceptation de l'Unesco d'inclure dans son programme de travail un projet présenté par le Mexique pour appuyer la contribution au développement d'études africaines dans la zone subsaharienne, dont la réalisation sera assumée par le Centre d'Etudes d'Asie et d'Afrique du Nord et par el Colegio de Mexico.

Le rapport de la Commission des Sciences sociales et leurs applications a été rédigé par un membre de la Délégation du Mexique. Il contient des thèmes tels que le développement desdites sciences sociales, le développement endogène, la condition de la femme, la jeunesse et le rôle de l'histoire dans le programme général de l'Organisation.

M.L.O.

(Cette information a été communiquée à « Nouvelles du Mexique » par Mme María de los Angeles López Ortega, ministre conseiller auprès de la Délégation Mexicaine à l'Unesco.)

Ces pages culturelles ont été réalisées avec le concours de M. Alfredo Chan Castañeda, Conseiller Culturel de l'Ambassade du Mexique en France, de Mme Mercedes Iturbe, Directrice du Centre Culturel Mexicain, du Professeur Jorge Silva Castillo, Directeur de la Maison du Mexique et de M. F. Diaz Roncero, Correspondant de Presse

## Lu dans la presse française

### LA VISITE DU PRÉSIDENT DU MEXIQUE

La visite officielle du Président du Mexique en France (16-19 mai 1980) a éveillé un intérêt exceptionnel dans les milieux journalistiques. Outre les trois numéros spéciaux sur le Mexique publiés à cette occasion par **Le Monde**, **Le Monde Diplomatique** et **International Herald Tribune**, on a relevé dans la presse de Paris et les grands quotidiens régionaux près de 200 articles consacrés à la visite présidentielle. Nous devons nous borner à citer quelques opinions.

**Le Figaro** : Entre le Mexique et la France, voire la Communauté Européenne, il est à souhaiter que l'on dépasse le plus tôt possible le stade des bonnes paroles et des bonnes intentions. S'il est évident que le Mexique a de bonnes raisons de vouloir diversifier ses liens économiques, il est également clair que la France, qui a quelque peu négligé l'Amérique Latine depuis la guerre, devrait maintenant s'intéresser davantage à cette partie du Nouveau Monde. Le Mexique apparaît à qui connaît l'Amérique Latine, comme le pays par excellence avec lequel nous devons établir des liens privilégiés dans tous les domaines. » (Jacques Soustelle, 16 mai 1980).

**Le Matin** : « *Le Mexique cherche une fenêtre européenne. Et, du côté français, on apprécie le partenaire mexicain* » en raison de la stabilité de ses institutions politiques », dit-on à l'Elysée et aussi de son « rôle actif et original dans la vie internationale... » (J. de Linares, 16 mai 1980).

**L'Humanité** : « *Le Mexique ne veut pas être le pays d'une seule exportation* », en hydrocarbures. Il souhaite suivre « un chemin indépendant » en matière politique et économique. Par sa situation géographique, le Mexique fait la jonction entre l'Amérique du Nord et l'Amérique Latine. Son poids politique est considérable... Les liens historiques entre le Mexique et la France sont connus. En rester là serait pour le moins insuffisant. L'intérêt des deux pays est dans l'approfondissement de leurs relations dans tous les domaines. » (José Fort, 16 mai 1980).

**Le Monde** : Puissance pétrolière, dont les réserves et les capacités de production et de raffinage sont encore plus importantes qu'on ne le pensait en décembre 1976, lors de l'investiture de M. José López Portillo à la présidence, le Mexique a délibérément opté en 1980 pour une politique pétrolière prudente, basée sur une production limitée... Après avoir consacré les trois premières années de son mandat au

redressement, puis à la consolidation de la situation économique, M. López Portillo estime que les trois dernières années devraient être marquées par un effort social. » (Marcel Niedergang, 16 mai 1980).

**La Croix** : En partant des ressources fournies par le pétrole, Mexico entend construire une économie moderne au bénéfice de tous les Mexicains (Christian Rudel, 17 mai 1980).

**Les Echos** : Entre le Mexique, pays en voie de développement, mais dont les énormes ressources énergétiques renforcent le poids politique, et la France, nation industrielle dépourvue de matières premières, la complémentarité des objectifs est évidente. » (F. C., 19 mai 1980).

**La Voix du Nord** : « Pour la France, le Mexique, pays politiquement stable, qui atteint le 6<sup>e</sup> rang mondial pour ses réserves pétrolières, « prouvées », et seconde puissance économique latino-américaine, doit être un « partenaire essentiel ». De son côté le Président López Portillo souhaite utiliser son atout pétrolier pour se dégager de sa dépendance à l'égard de son voisin nord-américain, réduire sa dette extérieure très lourde et contribuer au développement du pays. » (17 mai 1980).

**L'Est Républicain** : Ce qui est à retenir surtout de cette visite du Président López Portillo, c'est que les deux pays ne situent pas leurs relations économiques au stade simpliste « fournisseur-client », mais à celui d'une coopération de longue durée entre partenaires égaux. » (Charles Henry, 17 mai 1980).

**La République du Centre** : La visite officielle du Président mexicain M. José López Portillo a permis de relancer vigoureusement la coopération entre la France et le Mexique. (19 mai 1980).

**La Nouvelle République de Tours** : Accueil exceptionnel pour M. López Portillo. (17 mai 1980.)

**Sud-Ouest** : « Le Mexique a bien l'intention d'utiliser son brut comme une clé maîtresse pour réaliser ses objectifs de développement. A cet effet et pour réduire sa dette extérieure, il a décidé de se rapprocher de l'Europe, en augmentant ses exportations pétrolières, mais en choisissant ses clients en fonction de leurs possibilités de coopération effective, sur une base d'égalité. » (16 mai 1980.)

### LE MEXIQUE, PUISSANCE REGIONALE

Sous ce titre, la journaliste Anne-Marie Romero, commentant dans **le Figaro** (31 juillet 1980), le voyage officiel du Président José López Portillo

à travers l'Amérique Latine, écrit : « *Depuis un an, le Mexique s'engage dans une diplomatie active : il a joué un rôle clé — et le joue encore — dans la révolution du Nicaragua, il a proposé un plan de « moralisation » du commerce énergétique mondial, pris sa place au Conseil de Sécurité de l'ONU, multiplié ses contacts afin de diversifier ses partenaires. Dernière initiative enfin : il se rapproche du Brésil. L'ouverture démocratique entreprise par le Président Figueredo a permis de dépasser les antipathies. Ces deux « super-puissances » régionales — le Brésil et le Mexique, qui occupent respectivement la première et la deuxième place en Amérique Latine et qui totalisent 185 millions d'habitants, ressentent aujourd'hui la même inquiétude devant la désagrégation qui menace le continent. Confrontés à la même préoccupation, le Brésil et le Mexique, pays stables, veulent promouvoir la même solution : l'intégration d'une véritable communauté latino-américaine, dont ils deviendraient les deux pôles.* »

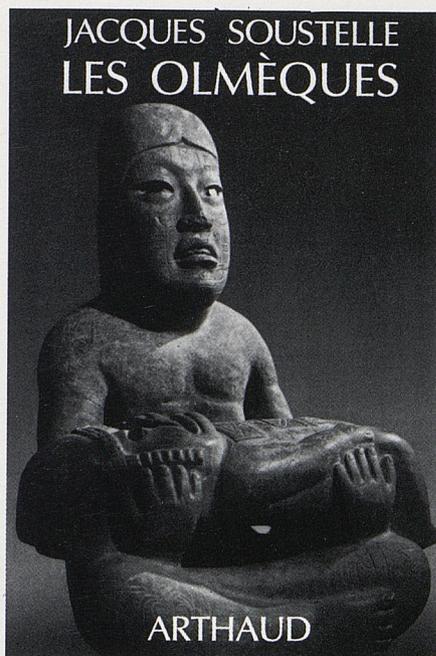
### UNE INDUSTRIALISATION A VISAGE HUMAIN

Le Mexique « a tant d'atouts qu'il est capable d'inventer une industrialisation à visage humain » estime « **Le Matin** » (11 août 1980), sous la plume de Gérard Mendel. « Sa richesse en pétrole — poursuit le commentateur — ouvre les portes du futur à un pays qui a plus que quadruplé sa population en un demi-siècle... Le Mexique, géant adolescent, éclate à toutes les entourures de ses villes... De ce creuset fabuleusement violent est sortie une culture profondément originale, née d'une sorte de contre-violence, d'exorcisme de la violence, et qu'on pourrait appeler le « rituel mexicain ».

### LE MEXIQUE, NOUVEAU « GRAND » DU PETROLE

« *Le Mexique est en train de devenir un « grand » du pétrole et même, avec ses 70 millions d'habitants, un grand tout cours* — déclare dans « **le Dauphiné Libéré** » (21 novembre 1980) le journaliste bien connu Paul Dreyfus, au retour d'un séjour au Mexique. « Aussi, ne faut-il point s'étonner — poursuit-il — que les pays occidentaux tournent leurs regards vers le Mexique. Mais les Mexicains ont leur idée sur la question. Autant ils sont désireux de commercer avec l'Europe et le Japon, autant ils demeurent réservés vis-à-vis des Etats-Unis. » Abordant le thème des relations mexicano-françaises, Paul Dreyfus écrit : « *Une véritable passion de la liberté anime les Mexicains. C'est pourquoi les Français qui connaissent ce pays l'aiment si fortement. Ils y retrouvent certains traits de leur caractère national.* »

## PUBLICATIONS RÉCEMMENT PARUES



LES OLMÈQUES  
par Jacques SOUSTELLE

Editions Arthaud

« Civilisation mère » du Nouveau ou, du moins « la plus ancienne de toutes celles que l'homme a édifiées sur le continent américain », c'est ainsi que Jacques Soustelle décrit la civilisation olmèque longtemps oubliée, ignorée et qui a « surgi en quelques décennies de l'abîme du temps ».

Dans ce remarquable ouvrage, abondamment illustré, l'auteur de « La Vie Quotidienne des Aztèques » et de « L'Art du Mexique ancien », après avoir signalé les étapes de la toute récente découverte de cette civilisation, étudie l'implantation des Olmèques dans les diverses régions qu'ils ont marquées de leur influence : le Plateau Central mexicain, la côte du Pacifique, les vallées d'Oaxaca, le Mexique du Sud-Est et l'Amérique Centrale. Un chapitre sur « le temps, les dieux : symbolisme et écriture » conclut cet ouvrage qui constitue une somme de toutes nos connaissances sur les Olmèques. Somme que l'auteur lui-même tient pour provisoire. « La quête passionnante du passé humain dans cette région du Mexique — écrit-il — donnera encore à n'en pas douter, des résultats qui

conduiront à de nouvelles synthèses. Ce qui est certain, c'est que ce peuple, hier encore inconnu de nous, a été le créateur d'une grande civilisation, riche en inventions originales qui ont marqué toute cette partie du monde pour les trois mille ans à venir. Avec les Olmèques, nous saisissons au passage la mutation décisive qui a fait du Mexique et de la Méso-Amérique une zone de haute pression culturelle ». Et Jacques Soustelle conclut : « Le Mexique d'avant Cortès n'aurait pas été ce qu'il fut — et même le Mexique du XX<sup>e</sup> siècle ne serait pas ce qu'il est — si ces hommes d'autrefois n'avaient pas commencé à ériger leurs stèles et à sculpter leurs bas-reliefs dans les profondeurs des jungles torrides, il y a plus de trois mille ans ».

ALFONSO REYES ET LA FRANCE

par Paulette PATOUT

Editions Klincksieck

Cette remarquable thèse de doctorat de 685 pages, assortie de documents (correspondance d'Alfonso Reyes avec divers intellectuels Français) et de notes biographiques et bibliographiques, donne une information exhaustive sur les rapports du grand écrivain mexicain avec la France et les Français. Après un bref résumé des années d'enfance et de formation d'Alfonso Reyes, Paulette Patout, narre son premier séjour à Paris (1913-1914) en qualité de deuxième secrétaire d'Ambassade. Dans la capitale française, Reyes retrouve Diego Rivera, découvre la NRF et se lie avec Paul Fort, Apollinaire, Modigliani... Au cours des dix années suivantes, vécues à Madrid, comme journaliste, puis, comme secrétaire d'Ambassade, Reyes ne se contente pas de fréquenter ses compatriotes, Amado Nervo, Martín Luis Guzman, et des écrivains espagnols, Azorin en particulier, il fait la connaissance d'Hispanisants français : Marcel Bataillon, Jean Sarrailh, et rencontre Bergson, de passage dans la capitale espagnole. En 1924, Alfonso Reyes revient en France, en qualité de Ministre plénipotentiaire. Années d'intense labeur et de mondanités au cours desquelles il fréquente les représentants les plus prestigieux de la culture française — Saint John Perse, Jules Supervielle, Jules Romains, Marcelle Auclair, Jean Prévost, Jean Cocteau, Francis de Miomandre, Paul Morand, Roger Martin du Gard — et où il trouve

encore le temps de rédiger son journal et sa *Crónica de Francia*, précieux témoignages sur le Paris des années folles et des Arts Décoratifs. En 1927, il quitte la France où il ne reviendra que pour quelques jours, en 1947, à l'occasion d'une mission diplomatique. Mais de Buenos Aires, puis de Rio de Janeiro et au cours des vingt dernières années de sa vie, de Mexico, il ne cessera de correspondre avec ses amis français. Pendant la deuxième guerre mondiale, il affirma sa fidélité à la France et contribua à la création de l'IFAL. Mais, trop souffrant, il ne put assister, le 14 novembre 1958, à la cérémonie au cours de laquelle la Sorbonne lui décerna le titre de *Docteur Honoris Causa*.

VIE DE JESUSA

par Elena PONIATOWSKA

Editions NRF Gallimard

Onze ans après sa publication du Mexique (en 1969) le roman d'Elena Poniatowska « *Hasta no verte Jesus mio* », voit le jour en France, dans une très remarquable traduction de Michel Sarre, qui restitue le langage truculent et imagé, la verve populaire de la confession de la protagoniste, Jesúsua Palancares. Née au début du siècle, *soldadera* dans les armées de la Révolution, cuisant la tortilla des combattants et faisant au besoin le coup de feu, tantôt aimée, tantôt maltraitée, Jesúsua, la paix revenue, fera tous les métiers, errant de ville en ville, en quête de travail, toujours grugée, bagarreuse, ivrogne, sceptique mais indomptable. Elle finira par échouer dans un bidonville où, sur le point de mourir, elle évoque avec nostalgie les images naïves et violentes de sa jeunesse.

A travers le monologue de Jesúsua, l'auteur brosse une fresque de la vie populaire mexicaine dans la première moitié de ce siècle. Fresque qui s'apparente à la fois au picaresque espagnol et au roman-vérité dans la mouvance de l'œuvre d'Oscar Lewis. Le critique Claude Fell, qui, dans *le Monde* du 12 novembre 1980, consacre une longue chronique à « *la Vie de Jesúsua* », félicite la romancière de la fidélité avec laquelle elle transcrit le discours de Jesúsua « *capté à l'état brut* ». « *Ce monologue — poursuit Claude Fell — est une plongée douloureuse et truculente dans les arcanes de la misère, de l'insécurité, de la violence.*

Les articles contenus dans cette publication engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ; la reproduction partielle ou intégrale de ces textes et des informations, reste autorisée à condition qu'en soit indiquée la provenance.

Le directeur de la publication : Alfredo Chan Castaneda, Conseil-ler Culturel - Dépôt légal en 1981 (1<sup>er</sup> trimestre) - Numéro Commission Paritaire : 30 303 - Imprimé par Et Caetera 336-46-63 - Composition : Interprim 843-68-64.



*AVEC LES COMPLIMENTS  
DE L'AMBASSADE DU MEXIQUE*

9, Rue de Longchamp  
75116 PARIS

4 P6-139